



Fédération des Associations
Générales Étudiantes

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

MANUEL MILITANT

publié en juin 2024



**SOIS JEUNE
ET TAIS-TOI ?!**

Lutter contre les idées des extrêmes droites à la FAGE

79 rue Périer, 92120 MONTROUGE
+33 1 40 33 70 70

jeunesse@fage.org
www.fage.org

Organisation étudiante représentative au CNESER et au CNOUS
Association agréée de jeunesse et d'éducation populaire, membre de l'ESU et du CNAJEP



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

AVERTISSEMENT

Un avertissement avant lecture de ce document est nécessaire. Ce manuel aborde un contenu qui peut faire écho à un vécu personnel difficile. Il traite de thématiques sociétales, sensibles et complexes, historiques et actuelles. Le document aborde de façon transversale les programmes des extrêmes droites, à savoir les discriminations, les violences, la haine mais aussi des images et propos choquants. Ce manuel vise à l'information pour faciliter l'action : cependant, si vous ne vous sentez pas être dans des conditions vous permettant de lire ce contenu, ne vous y contraignez pas. Pour toutes questions ou besoins de parler de ces sujets, l'Equipe Nationale de la FAGE reste disponible.

INTRODUCTION

Le 28 février 2024, des militantEs et associatifVEs du réseau de la FAGE participaient à une manifestation déclarée en préfecture devant le Sénat, pendant que celui-ci examinait le projet de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté de recourir à l'IVG. Le rassemblement aurait pu se dérouler pacifiquement, animé par des chants féministes. Ces personnes ont été agressées par un groupuscule d'extrême droite anti-choix qui fit irruption sur la place afin d'intimider le mouvement féministe en cours. Les militantEs féministes ont été encercléEs, leurs drapeaux arrachés, et victimes de violences physiques et de menaces verbales, avant que des passantEs n'interviennent pour les arrêter.

Le 11 mai 2024, une manifestation néofasciste a été autorisée à se dérouler en plein Paris. Plusieurs centaines de personnes ont déambulé dans les rues de la capitale, en hommage à un militant de l'Œuvre française, groupuscule pétainiste et antisémite décédé le 9 mai 1994. Cette mobilisation a été autorisée par la préfecture, au nom de la liberté de manifester, malgré l'avis défavorable rendu par le préfet de police. Cette année comme la précédente, plus de 600 militants ont donc pu librement proférer leurs chants nationalistes, dévoiler les classiques symboles de la mouvance (soleils noirs ou croix celtiques) tatoués sur les bras ou les mollets, marchant au pied façon militaire, emmené une figure du GUD et ancien trésorier du micro parti de Marine Le Pen, Jeanne. Une bonne partie avait le visage couvert par un cache-cou. En tête de cortège, un membre du « service d'ordre » maison s'est permis un ostensible salut nazi pour accompagner un énième cri de ralliement (« Europe, jeunesse, révolution »). Armés de parapluie, plusieurs jeunes membres de l'extrême droite radicale étaient chargés de poursuivre chaque personne, journaliste ou simple passant essayant de photographier la marche. Sans susciter la moindre réaction des forces de l'ordre, des reporters ont été intimidés ou menacés, des passants invités à presser le pas.

Ces événements constituent hélas le parfait exemple d'un problème bien plus large : la quasi-omniprésence des idées des extrêmes-droites et les défis qu'elles posent à la société tant dans ses modes d'actions que dans ses idées. De nombreux secteurs associatifs et militants sont touchés par ces tensions, alimentées parfois par des discours politiques et médiatiques hostiles. Cette dynamique est notamment rendue visible et possible par une surmédiatisation de militantEs d'extrême-droite, comme Thaïs d'Escufon, militante antiféministe, régulièrement invitée sur les plateaux télé (BFMTV, CNEWS, C8...), qui illustre cette visibilité accrue par rapport à d'autres représentantEs jeunes de courants militantEs pour des valeurs de justice écologique et sociale.

INTRODUCTION

Aux élections européennes de 2024, les extrêmes droites sont arrivées en France largement en tête avec près d'1 tiers des votes des personnes s'étant déplacées aux urnes. À la suite de cela, Emmanuel Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale, offrant la possibilité à l'extrême droite de s'emparer du pouvoir législatif en France et potentiellement accéder au gouvernement en cas de majorité, chose qui ne s'est pas produite dans le pays depuis le régime de Vichy et la Seconde Guerre Mondiale.

Extrême :

Qui dépasse les limites ordinaires, qui est très éloigné du juste milieu, de la moyenne. (Larousse)

Qui suppose des risques, des mesures violentes. (Robert)

Qui est au-delà des autres, au point de comporter des risques, du danger. (CNTRL)

Face à cette réalité plus qu'inquiétante, la FAGE répond à cette situation en proposant, entre autres, ce présent manuel visant à lutter contre les idées des extrêmes-droites et prévenir les conséquences de leur présence croissante dans la société. Alors que le Rassemblement national est aux portes du pouvoir, cette initiative a pour objectif d'informer et de sensibiliser, en revenant notamment à leurs origines et fondements afin de développer des moyens d'agir et de se mobiliser dans le but de contrer les discours de haine et de promouvoir une société plus inclusive et respectueuse des droits de chacunE.

La FAGE est une organisation représentative des étudiantEs en France, mais également une organisation de jeunesse, associative, basée sur des valeurs humanistes, républicaines et européennes. Ces mots obligent, pour défendre le modèle associatif, pour défendre les valeurs qu'elle prône, à agir dans ce combat.

Il est crucial de reconnaître ces défis tout en gardant à l'esprit que l'action collective peut inverser la tendance pour une société meilleure. Rien n'est figé et c'est en collectif qu'on peut faire changer les dynamiques. En nous inspirant des mots de Georges Clémenceau "Ne craignez jamais de vous faire des ennemis ; si vous n'en avez pas, c'est que vous n'avez rien fait.", rappelons-nous que ne rien faire équivaut à laisser faire et y participer indirectement par notre silence, et donc, perdre. Ainsi, en unissant nos forces, nous pouvons travailler collectivement pour façonner un avenir fondé sur la tolérance, la solidarité et la justice pour touTEs.

fédéralisme • formation • **jeunesse** • représentation • international • innovation sociale

INTRODUCTION	2
SOMMAIRE	4
PARTIE 1 : DÉFINITIONS	5
<i>Extrêmes droites</i>	5
<i>Droite radicale</i>	10
<i>Et l'extrême gauche ?</i>	12
PARTIE 2 : HISTORIQUE	17
<i>Apparition du terme d'extrême-droite</i>	17
<i>L'affaire Dreyfus</i>	17
<i>La première moitié du XXe siècle</i>	18
<i>Le Régime de Vichy</i>	18
<i>De 1945 à la Guerre d'Algérie</i>	20
<i>Mai 1968 - 1974</i>	20
<i>L'unification partielle des extrêmes droites</i>	21
PARTIE 3 : DE L'INSTALLATION DE LA PEUR À LA CRUAUTÉ	25
<i>Du terreau aux trois étapes d'un engrenage irrésistible</i>	26
PARTIE 4 : COMPRENDRE LA PLACE CROISSANTE DES EXTRÊMES-DROITES	29
<i>À l'international</i>	29
<i>En Europe</i>	31
<i>En France</i>	35
<i>Mouvements jeunes et place dans les Universités</i>	43
PARTIE 5 : SOCLE IDÉOLOGIQUE DE L'EXTRÊME DROITE	48
<i>Principes généraux</i>	48
<i>Racisme, antisémitisme et islamophobie</i>	52
<i>Laïcité et rapport aux religions</i>	53
<i>Sécurité et contrôle</i>	54
<i>Vision de la jeunesse</i>	55
<i>Vision de l'éducation</i>	55
<i>Remise en cause de la liberté académique</i>	57
<i>Socle antidémocratique</i>	58
<i>Rapport aux associations et aux corps intermédiaires</i>	60
<i>Anti-gauchisme et antiwokisme</i>	63
<i>Droits fondamentaux et lutte contre les discriminations</i>	64
<i>Vision de l'écologie</i>	68
PARTIE 6 : STRATÉGIE DE DÉDIABOLISATION ET BANALISATION DU DISCOURS	70
<i>Illustration à travers l'évolution de l'image du Front National</i>	71
<i>Médiatisation de l'extrême droite en France</i>	76
PARTIE 7 : FAIRE FACE AUX ATTAQUES DE L'EXTRÊME DROITE	82
<i>Argumentation et contre-argumentation</i>	82
<i>Riposte juridique</i>	84
<i>Riposte médiatique</i>	86
<i>Sur les réseaux sociaux</i>	87
<i>En tant qu'association ou fédération</i>	87
<i>En tant que citoyenNE</i>	88
PARTIE 8 : SOURCES ET RESSOURCES	89

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

PARTIE 1 - DÉFINITIONS

L'extrême droite est un danger, mais avant d'évoquer les raisons profondes qui nous poussent à lutter contre ce fléau, il apparaît important de poser des bases de ce qui fonde l'extrême droite, et les idées qui la composent, pour mieux comprendre le spectre politique dans lequel on évolue. Car même si aujourd'hui l'extrême droite participe aux élections et participe donc à la démocratie, l'extrême droite n'est pas, et ne sera jamais l'expression d'une vision radicale d'idéaux de droite. L'extrême droite au sens où on l'entend, est très loin de cette vision, et porte bien d'autres principes, qui ne devraient jamais être normalisés dans une démocratie, au risque de l'anéantir.

Extrêmes droites

Le clivage politique "gauche/droite" est apparu pour la première fois le 11 septembre 1789, alors que les députés de l'Assemblée constituante se réunissaient pour délibérer sur le droit de veto accordé au roi Louis XVI. Ils se répartissent spontanément de part et d'autre de la présidence : à droite, aux places d'honneur, s'installent les « monarchiens », tandis qu'à gauche s'installent les opposants. Cette répartition s'enracine, lorsqu'à partir d'octobre 1789, les députés délibèrent dans la salle du Manège des Tuileries. Les uns, hostiles à la Révolution ou soucieux de la contenir, s'assoient du côté droit de la salle, par rapport à la présidence de l'Assemblée. Les autres, plus ou moins favorables à la Révolution, s'assoient à la gauche de celle-ci. Ils se disent « patriotes » et qualifient leurs opposants « d'aristocrates ». De cette répartition des députés français par affinités datent les clivages entre une droite et une gauche (l'une réputée conservatrice et donc favorable à la monarchie, l'autre révolutionnaire ou réformiste et favorable à un changement de régime politique) qui rythment aujourd'hui encore la vie politique dans toutes les démocraties.

Existant depuis le début du XIXe siècle, ce n'est qu'après 1945 que le terme « extrême droite » entre dans le langage courant, pour désigner les formations politiques identitaires et ultranationalistes. Autrement dit, des partis ou groupuscules ayant des idéologies nationalistes, autoritaires et xénophobes. Il est utilisé dès le départ pour décrire le Front national (FN), le parti fondé et présidé par Jean-Marie Le Pen et un ancien Waffen-SS, Pierre Bousquet, en 1972. Le FN base ses arguments politiques autour de la lutte contre l'immigration, en la désignant comme la cause du chômage et de la criminalité, contre tout argument scientifique.

L'étude des idéologies d'extrêmes droites est un exercice délicat. Si la littérature scientifique s'accorde à valider l'existence d'une famille de partis d'extrême droite, il s'agit de considérer que l'extrême droite n'est pas un courant de pensée homogène, mais qu'elle se divise en différents courants. Aucune formation ne semble employer le même langage. Les unEs se disent nationalistes, d'autres régionalistes. CertainEs défendent une Europe des ethnies et se déclarent identitaires européenNEs. Des divisions fondamentales apparaissent sur la nature du régime à instaurer (monarchie ou république), sur le régime économique (libéralisme ou étatisme), sur la défense (armée de métier ou défense populaire), sur l'Europe (Europe des patries ou Europe intégrée), sur la politique étrangère (pour ou contre l'alliance Atlantique), sur la place de la religion dans la société (occident chrétien ou libération païenne). L'extrême droite est en réalité changeante et polymorphe entre "La France aux françaisEs" et "Europe-jeunesse-révolution".

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

L'expression "extrême droite" désigne alors l'ensemble des partis ou familles idéologiques de partis, groupuscules et mouvements politiques qui défendent des idées et des valeurs s'appuyant sur un nationalisme et/ou un traditionalisme très marqué, souvent formulé de manière radicale et autoritaire.

On peut prendre l'exemple du Rassemblement National et Reconquête aujourd'hui, deux partis d'extrême-droite qui, factuellement, divergent sur des questions économiques et sociales. Le Rassemblement National a une vision de l'économie davantage protectionniste, et se positionne en faveur d'une réforme des traités de l'Union européenne, pour l'affaiblir de l'intérieur, alors que Reconquête propose un programme économique davantage libéral, et est plus volontairement eurosceptique.

Cependant, quelques dénominateurs communs apparaissent : l'anticommunisme, l'ordre, la mise en place d'un Etat fort, la méfiance vis-à-vis de la démocratie parlementaire, la haine du cosmopolitisme et le rejet de la politique d'immigration, l'alliance avec "le peuple" contre "les féodalités". L'objectif essentiel à long terme des différents mouvements d'extrême-droite est l'instauration d'un nouvel ordre politique, social, économique, culturel, religieux.

“On ne sait pas exactement où commence l'extrême-droite mais on sait toujours jusqu'où elle peut aller”

André Laurensaa

D'après l'analyse de l'historien Michel Winock dans son ouvrage Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France (2004), les discours des extrêmes-droites répondent à plusieurs caractéristiques, dont :

- La haine du présent, considéré comme une période de décadence ;
- La nostalgie d'un âge d'or fantasmé ;
- L'éloge de l'immobilité, conséquence du refus du changement ;
- L'anti-individualisme, conséquence des libertés individuelles et du suffrage universel ;
- L'apologie des sociétés élitaires, l'absence d'élites étant considérée comme une décadence ;
- La nostalgie du sacré, qu'il soit religieux ou moral ;
- La peur du métissage génétique et de l'effondrement démographique (la théorie du grand remplacement) ;
- La censure des mœurs, notamment les libertés sexuelles et l'identité de genre ;
- L'anti-intellectualisme, les intellectuelLEs n'ayant aucun contact avec le monde réel (le refus des chiffres, des sciences sociales).

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Nonna Mayer, politologue, directrice de recherche émérite au CNRS, rattachée au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po, définit, elle, l'extrême-droite en soulignant sa position par rapport aux valeurs démocratiques : "Il s'agit de pousser jusqu'à l'incandescence ce qui caractérise la droite, c'est-à-dire autorité, ordre, hiérarchie. Ce sont des positions qui en elles-mêmes sont contraires aux valeurs centrales d'une démocratie. On est sur une différence de nature : quand on défend la préférence nationale, on est hors-champ. C'est une défense de valeurs illibérales."

Frédéric Potier, préfet, essayiste, co-directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean Jaurès ajoute quant à lui que trois éléments semblent importants : la désignation de boucs-émissaires, le culte de la personnalité autoritaire, et un discours simpliste anti-élites.

Quelques concepts pour mieux comprendre les différents courants politiques entrant dans le champ des extrêmes droites :

Le populisme

- Style de la politique qui oppose le peuple et les élites.
- Le peuple est toujours symbolique, idéalisé, pur et homogène.
- L'élite représente ceux et celles qui ne font pas partie du peuple et qui ont des privilèges, qui sont corrompus, en général le pouvoir gouvernemental en place, peu importe le niveau.

Le populisme est généralement incarné par un leader charismatique qui va sauver le peuple des élites, vu comme un héros. Dans sa forme la plus courante, le populisme prend forme par une rhétorique démagogique : le peuple entend ce qu'il veut entendre, et des grands problèmes ont des solutions faciles. La défiance des "élites" mène également à une défiance envers les thèses, les recherches, les éléments prouvés scientifiquement (les "élites" étant au contrôle de la recherche) ; et pousse la démagogie encore plus loin. Le populisme est transpartisan dans son utilisation. Le mouvement se caractérise aussi par la concentration sur l'image d'un leader, sa valorisation, pour donner de la force à un mouvement.



Exemple

La montée du parti Reconquête sur le profil de Éric Zemmour, sauveur qui "sacrifierait" sa carrière de journaliste pour lutter contre le grand remplacement.

L'illibéralisme : style de gouvernement

- Reste une démocratie, parce qu'il y a la présence du vote (dont référendum).
- L'historienne et politiste Marlène Laruelle le décrit comme un « univers idéologique de droite qui estime que le libéralisme, entendu comme centré sur la liberté individuelle et les droits humains, est allé trop loin ».
- Comprend des leaders charismatiques qui appellent au peuple à voter contre les droits des autres.
- Objectif : casser la séparation de pouvoirs au nom de la démocratie pour rebâtir quelque chose de neuf.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

L'illibéralisme désigne un style de gouvernement ne refusant pas la démocratie, donc acceptant le déroulement d'élections régulières, mais rejetant le caractère libéral, notamment le respect de la séparation des pouvoirs et des droits humains.

Le fascisme : idéologie politique

Ce terme vient du régime établi en Italie de 1922 à 1945 par Mussolini, fondé sur la dictature d'un parti unique, l'exaltation nationaliste.

Il s'agit d'une idéologie politique qui vise à renverser radicalement l'ordre social en vigueur et le remplacer par un nouveau, inspiré d'une époque passée de la nation glorieuse, et basé sur les principes du nationalisme, du militarisme, du culte du travail, de l'obsession des records de production économique. Et ce dans un souci affiché de promouvoir les réalisations « sociales », par une politique nataliste, une volonté de « former » la jeunesse, une superstition de la collectivité symbolisée par des manifestations de masse, la domination d'un parti unique, une admiration inconditionnelle vouée au chef national, et des groupes sociaux (bouc émissaire) ciblés : JuifVEs dans les années 30-40, musulmanEs aujourd'hui...

Actuellement, on parle de néofascisme pour regrouper les partis et mouvements qui reprennent ces idées.

Exemple

Le fascisme conduit à considérer qu'il est nécessaire de se débarrasser et d'exclure une partie d'une population dès lors qu'elle ne correspond pas au modèle de la société imaginé par le pouvoir en place.



Le traditionalisme

Le traditionalisme est l'attachement aux traditions, aux croyances, aux coutumes, aux valeurs, aux usages et aux idées transmises par la tradition, que les traditionalistes cherchent à perpétuer de génération en génération. Synonyme de conservatisme et de conformisme, il s'oppose au progressisme. Le traditionalisme considère que les traditions sont l'expression légitime des vrais besoins de la société. C'est le fait de ne pas vouloir changer l'histoire par tradition.

Exemple

C'est considérer que seuls les couples hétérosexuels pourraient se marier, car ça n'a jamais été autrement et que si jusqu'à présent les couples homosexuels ont pu faire sans le mariage, il n'y aurait pas de raison qu'ils ne puissent pas continuer à faire sans.



fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

L'intégrisme

Doctrine qui prône le maintien, l'intégrité des dogmes, des normes et interdits sociaux et de la tradition religieuse. L'intégrisme est hostile au modernisme, il désigne l'attitude de ceux qui, au nom de l'intégrité de la doctrine, refusent toute évolution des dogmes et des pratiques traditionnelles.

Exemple

Agression physique de l'artiste Paul McCarthy et vandalisme de son œuvre Tree, un arbre de Noël dont la forme peut faire penser à celle d'un sextoy, en 2014 sur la place Vendôme à Paris.



Le nationalisme

Théorie politique qui affirme la prédominance de l'intérêt national par rapport aux intérêts des classes et des groupes qui constituent la nation ou par rapport aux autres nations de la communauté internationale. C'est un courant de pensée qui exalte les caractères propres, les valeurs traditionnelles d'une nation considérée comme supérieure aux autres et qui s'accompagne de xénophobie et/ou de racisme et d'une volonté d'isolement économique et culturel. Le nationalisme ne doit pas être confondu avec le patriotisme. Le patriotisme voit dans sa définition la volonté de promouvoir son pays et de le vouloir fort sans l'imposer aux autres. Le nationalisme tend à vouloir la même chose mais en l'imposant aux autres, par la force notamment avec pour objectif d'obtenir toujours plus de pouvoir et de prestige.

Exemple

Le nationalisme refuse d'admettre des erreurs, les mouvements nationalistes refusent les conséquences néfastes de la colonisation et considèrent que malgré tout, la colonisation était une bonne chose.

L'autoritarisme

L'autoritarisme est le caractère autoritaire, arbitraire d'un régime ou d'un pouvoir politique qui veut imposer à la société et aux citoyenNEs son idéologie et la toute-puissance de l'Etat.

Exemple :

C'est soumettre des sanctions aux citoyenNEs qui contesteraient le pouvoir sans autre justification que la contestation : l'absence de liberté de manifestation, de penser, de réunion, d'opinion...

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Le suprémacisme

Le suprémacisme est une idéologie de la droite identitaire (se reconnaissant comme protégeant la civilisation européenne et occidentale), apparue au XXI^e siècle, qui développe une vision de l'Histoire dans laquelle la race occupe une place centrale. Le suprémacisme prétend protéger les Blancs, dont il affirme qu'ils sont menacés par l'immigration d'autres groupes.

Exemple

Ce sont des groupes qui agissent tout naturellement de manière raciste et qui, par exemple, proposent des conférences "Retourne en Afrique" dans des bars afin de développer des "solutions" pour qu'en France la "race blanche" domine à nouveau.

Le néo-nazisme

Définit un courant politique d'extrême-droite dont le programme s'inspire du nazisme, disparu en 1945 avec la mort d'Hitler. Les néonazis se caractérisent par un antisémitisme, un anticommunisme, un ultranationalisme, un antitziganisme, une homophobie, un racisme virulent, un suprémacisme racial et une haine des antifascistes.

Les différents volets évoqués ci-dessus montrent les différents visages que peut prendre l'extrême droite, en fonction des époques et des régions du monde. Aussi, cette dernière refuse souvent cette étiquette, à la connotation trop négative et dangereuse pour sa popularité. Pourtant, ces valeurs nauséabondes forment l'essence de l'extrême droite, qui l'éloigne autant de la droite, que de la droite radicale à laquelle elle prétend pourtant appartenir.

La droite radicale

La droite radicale, que l'on peut facilement définir comme une version particulièrement poussée des valeurs prônées par la droite républicaine, ne se réfère pas du tout aux mêmes valeurs que l'extrême droite, bien que les deux ne soient pas nécessairement inconciliables.

La droite, au sens où on l'entend dans le régime français, prône certes des valeurs conservatrices, et traditionnelles sur des questions de morale, parfois proches des principes religieux, ayant donc tendance à être réticente aux évolutions idéologiques. Cependant, les principales valeurs portées par la droite sont des valeurs de liberté individuelle, de libéralisme économique (liberté d'entreprendre), de propriété privée, d'ordre, de sécurité, d'autorité, de justice pénale, et de non-intervention de l'État dans l'économie.

Libertés économiques et non-intervention de l'État

Liberté d'entreprendre : La droite valorise fortement la liberté d'entreprendre, croyant que chaque individu doit avoir la possibilité de créer, développer et gérer une entreprise sans ingérence excessive de l'État. Cela implique une réglementation minimale, des incitations fiscales et des politiques favorisant l'innovation et l'investissement.

Libéralisme économique : La droite soutient le libéralisme économique, qui préconise une économie de marché libre. Cela se traduit par la promotion de la concurrence, la réduction des barrières commerciales, et la déréglementation. L'idée est que le marché libre, par le jeu de l'offre et de la demande, conduit à une meilleure répartition des ressources et à la prospérité économique.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Non-intervention de l'État : La droite prône la non-intervention de l'État dans l'économie, estimant que le rôle de l'État doit se limiter à la garantie des conditions de base pour le fonctionnement du marché. Cela inclut la protection des droits de propriété, la sécurité, et la justice. La régulation excessive et la fiscalité élevée sont perçues comme des entraves à la croissance économique et à la liberté individuelle.

Libertés individuelles et responsabilité personnelle

Libertés civiles : Les libertés civiles, telles que la liberté d'expression, de religion et de rassemblement, sont également valorisées par la droite. L'idée est que chaque individu doit être libre de poursuivre son propre bonheur sans ingérence excessive de l'État. Les politiques sociales et les protections de l'État-providence étant souvent vues par la droite comme des obstacles à l'autonomie et à la liberté individuelle.

Propriété privée : La défense de la propriété privée est un pilier fondamental. La droite considère que la protection des droits de propriété est essentielle pour encourager les investissements et l'initiative privée. Cela implique des lois strictes contre l'expropriation et une justice efficace pour résoudre les litiges relatifs à la propriété.

Responsabilité individuelle : La droite prône la responsabilité individuelle, croyant que les individus doivent être responsables de leurs actions et décisions. Cette perspective encourage l'autonomie, l'effort personnel et l'initiative.

Ordre, sécurité et justice pénale

Ordre et sécurité : La droite accorde une importance primordiale à l'ordre et à la sécurité. Elle considère que la sécurité est une condition préalable à la liberté et à la prospérité. Cela implique un soutien fort aux forces de l'ordre, des lois sévères contre la criminalité, et des politiques de tolérance zéro envers les délits.

Autorité : L'autorité est perçue comme nécessaire pour maintenir l'ordre social. La droite valorise le respect de l'autorité, qu'elle soit celle des parents, des enseignants, des forces de l'ordre ou de l'État. Une autorité respectée est vue comme un moyen de garantir une société stable et harmonieuse.

Justice pénale : En matière de justice pénale, la droite plaide pour des sanctions strictes et dissuasives. Elle soutient un système judiciaire qui protège les victimes et assure que les criminels soient punis de manière appropriée. Cela inclut des peines de prison longues pour les crimes graves et une efficacité accrue dans l'application des lois.

Les différentes valeurs évoquées précédemment représentent les valeurs portées par la droite, et poussées beaucoup plus loin par la droite radicale.



fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

L'ultra-capitalisme : l'archétype de la droite radicale

Ultra-capitalisme : L'ultra-capitalisme représente l'extrême du libéralisme économique et de la non-intervention de l'État. Ce courant de pensée prône un marché totalement libre, sans aucune régulation imposée par l'État. Les partisanEs de l'ultra-capitalisme croient que toute forme d'intervention de l'État, y compris les lois de protection sociale et environnementale, est nuisible à la liberté économique et à la prospérité.

Dérégulation totale : Dans cette vision radicale, toutes les barrières à l'entrepreneuriat doivent être éliminées. Cela inclut la dérégulation complète des marchés financiers, la suppression des lois sur le travail et la fin de toute forme de subvention ou d'aide publique. L'ultra-capitalisme valorise l'efficacité du marché et la compétition comme moyens ultimes de régulation économique.

Acceptation des inégalités : Les inégalités économiques sont acceptées comme une conséquence naturelle et nécessaire du fonctionnement du marché libre. Les ultra-capitalistes estiment que les inégalités incitent à l'innovation et à l'effort individuel, et que l'intervention de l'État pour réduire ces inégalités par la redistribution est contre-productive et injuste.

Ainsi, bien que les valeurs prônées par la droite radicale soient discutables, elles se distinguent en de nombreux points des valeurs nationalistes et xénophobes portés par l'extrême droite.

Et l'extrême-gauche ?

Aujourd'hui, c'est la partie radicale du mouvement social, qu'elle soit issue d'organisations écologistes, syndicales ou anticapitalistes, qui est indistinctement qualifiée « d'extrême gauche », « d'ultragauche » ou « d'anarchiste. ». Même s'il est bien plus compliqué de définir l'extrême gauche que l'extrême droite, elle reste une famille politique à part entière avec une histoire, des pratiques militantes et des objectifs précis.

Le terme extrême gauche est employé depuis 1920 pour désigner une partie des groupes, mouvements, organisations et partis politiques, qui se situent à la gauche des mouvements réformistes et de la gauche traditionnelle (partis socialistes, communistes, écologistes). Ils souhaitent le renversement du capitalisme en faveur de l'abolition de la propriété privée et, en conséquence, de la construction d'une société sans classes sociales, gouvernée sous la forme de la "dictature du prolétariat", donc des ouvriers, des ruraux. Ils n'ont aujourd'hui pas de représentation dans les assemblées parlementaires, car ils restent à l'écart des accords de désistement électoral et de gouvernement. Si certains de ces mouvements comme le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) ou Lutte Ouvrière participent à des scrutins, c'est principalement dans le but d'obtenir une tribune médiatique, puisqu'ils refusent la démocratie libérale actuelle (considérée démocratie bourgeoise) comme moyen possible et souhaitable d'accéder au pouvoir.

Comme à droite, il existe une multitude de courants et de mouvements avec des méthodes et des idées divergentes, il est pourtant possible d'établir un socle commun.

Nous pouvons donc caractériser l'extrême gauche en quelques lignes ainsi :

- En premier lieu par son rejet du capitalisme et de l'économie de marché ;
- Elle aspire, à l'égalité entre les individus (contrairement à la liberté du libéralisme de droite) ;
- Elle prône l'abolition du salariat et de la propriété privée lucrative et souhaite une socialisation des moyens de production ;



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

À la lumière de ces définitions, on peut alors écarter du champ de l'extrême gauche le stalinisme, ou d'autres États se réclamant aujourd'hui du communisme, comme la Chine ou la Corée du Nord. Souvent brandis comme arguments "massue" par la droite, on peut voir, au contraire, dans ces États, une instrumentalisation et un détournement complet des idées d'extrême gauche pour créer des régimes autoritaires (même autocratiques) qui n'ont pas aboli la propriété privée ou même dans le cas chinois, se sont consolidés en tant que puissances économiques capitalistes.

Il n'est, par ailleurs, pas anodin de noter que l'on peut donc sans aucun doute exclure de l'extrême gauche la France Insoumise (LFI), le Parti communiste français et l'ensemble de la NUPES (alliance de gauche aux élections présidentielles de 2022). En effet, ces partis ne proposent rien de ce qui est énoncé plus haut et s'inscrivent, à l'inverse, dans la frange historique d'une gauche traditionnelle et réformatrice que l'on appelait jadis la social-démocratie (terme qui est aujourd'hui devenu plus péjoratif et que l'on associe communément au social-libéralisme).

Selon cette définition, les idées portées par La France Insoumise (LFI) ne permettent pas de le classer de parti « d'extrême gauche ». LFI s'inscrit dans le socialisme très interventionniste, très réformatrice, qui croit au rôle essentiel des services publics, à la planification écologique, la redistribution. Ce qu'ils remettent en cause, c'est davantage l'ultra-libéralisme que le capitalisme lui-même. Bien que certains leaders de la France Insoumise puissent être qualifiés de populistes dans leurs méthodes, il s'agit d'un parti politique qui joue pleinement le jeu des élections et de la représentation institutionnelle dans la démocratie actuelle.

Concernant le rapport aux institutions politiques, et en particulier à l'élection, celui-ci est parfois «discutable» dans certains mouvements d'extrême gauche, dans la mesure où il arrive que certaines organisations révolutionnaires prennent part aux institutions pour mettre en évidence leurs limites ou simplement à des fins propagandistes, pour maximiser la diffusion de leurs discours. Les candidatures récurrentes de Philippe Poutou (NPA, Nouveau Parti Anticapitaliste) et Nathalie Arthaud (LO, Lutte Ouvrière) aux dernières élections présidentielles rentrent dans cette catégorie : ils n'ont jamais revendiqué une éventuelle victoire, et ont assumé profiter de ce moment de politisation et d'exposition médiatique pour recruter des militantEs et diffuser leurs idées.

Au niveau du rapport aux institutions, on voit tout de même une différence se dessiner avec Jean-Luc Mélenchon, qui au contraire a toujours affiché son souhait d'accéder au pouvoir par l'élection présidentielle, ou en se faisant « élire Premier ministre » lors du « troisième tour » que constituaient pour lui les élections législatives. Cette « erreur » de classification politique est le signe d'une « droitisation de l'échiquier politique ces dernières années » : on s'en rend bien compte en comparant par exemple les programmes de Mélenchon, que ce soit en 2017 ou en 2022, à celui de Mitterrand en 1981. Le programme de Mélenchon en 2022 est moins tranché que l'était celui de Mitterrand en 1981. Ce dernier passerait pour le pire des extrémistes à l'heure actuelle. Mais en 1981, le contexte politique était différent, il était imprégné par les thèmes de la gauche, nous étions à peine dix ans après Mai 68.

On l'aura bien compris, si certains médias ou politiciens classent ces mouvements à l'extrême gauche, c'est uniquement dans le but d'écorner leur image en se fondant sur l'idée que tout ce qui est « extrême » est excessif et insensé. Et pourtant, on pourrait tout aussi bien s'interroger sur le caractère déraisonnable du capitalisme et du néolibéralisme...

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

L'extrême gauche et l'extrême droite ne sont pas comparables !

Historiquement dans la Vème République il existe un front républicain. Cette notion désigne le rassemblement, lors d'une élection, de plusieurs partis politiques de droite et de gauche, qui décident de faire front commun contre le Front national (FN), devenu en 2018 le Rassemblement National, et considéré par ceux-ci comme un parti opposé au régime républicain.

Depuis quelques années, on constate que de nombreuses personnalités politiques et une bonne partie des médias mettent sur un même plan l'extrême droite et l'extrême gauche. Ils jouent ainsi avec le feu en créant une confusion entre deux tendances politiques qui n'ont historiquement et idéologiquement rien en commun.

Qualifier d'extrémistes toutes les oppositions au gouvernement est bien commode pour tenter de faire croire au public que seul leur projet serait « raisonnable ». Bien souvent, les libéraux ne s'encombrent même plus à traiter les deux courants séparément et les regroupent sous une désignation unique.

Extrême par rapport à quoi ?

Avant tout, comme énoncé plus tôt, il convient de rappeler que les termes « gauche » et « droite » renvoient à l'origine au placement des représentants du peuple dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale ; les premiers étant opposés à la monarchie et les seconds favorables à celle-ci. Évidemment, avec le temps, il n'a plus simplement été question de royalisme et de nombreuses problématiques socio-économiques se sont invitées dans le débat.

On a ensuite fait comme si naturellement, les idées situées à mi-chemin entre ces deux courants étaient nécessairement les plus raisonnables et les plus modérées. Cette logique est cependant fallacieuse puisqu'elle place les avis les plus éloignés comme étant aussi mauvais l'un que l'autre.

Or, si l'on confronte par exemple le racisme à l'antiracisme, ce que l'on trouvera à équidistance entre les deux, c'est une tendance à l'absence prise de position tranchée qui peut revenir à cautionner un racisme systémique, et donc constitue un danger. Dans cet exemple, on constate pourtant que le point de vue le plus moralement acceptable est de se positionner radicalement d'un unique côté. Se réclamer systématiquement d'un « entre-deux » centriste n'est donc pas forcément le plus pertinent dans chaque situation. C'est d'autant plus vrai que ce que l'on définit comme « le centre » dépend totalement de l'époque, du pays et de la culture. Il y a plusieurs siècles, s'opposer à la monarchie en France était, par exemple, une pensée extrémiste, tandis qu'aujourd'hui c'est l'inverse.

Actuellement, on assiste à une explosion de la violence contre des personnes immigrées, des minorités ethniques, et des membres de la communauté LGBTQIA + commises par des groupuscules dits d'extrême droite. En revanche, la violence associée aux groupes ou organisations dites d'extrême gauche envers des groupes de la population en particulier n'est pas constatée à l'heure actuelle. Il s'agit, avant de se lancer dans des comparaisons dangereuses, de se rappeler que les idées haineuses, qui sont la base du programme de l'extrême droite, sont purement absentes du programme de l'extrême gauche. Ces idées haineuses se matérialisent régulièrement par de la violence physique par l'extrême droite, alors qu'à l'extrême gauche, s'il y a des violences, celles-ci sont principalement à l'encontre de matériel, remettant en cause le fonctionnement d'un système, quand l'extrême droite remet en cause l'existence d'individus.



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Des buts et des modes d'action bien différents

Le rapprochement opéré par les libéraux entre ces deux pôles opposés se fonde essentiellement sur une thématique majeure, celle de la violence. Dans les deux camps, on trouverait des éléments qui mettraient en danger la République et qui menaceraient l'intégrité des personnes en son sein.

En effet, on a pu assister à des coups de force venant de l'extrême gauche comme de l'extrême droite. Mais là encore, ils sont de nature totalement différente. Dans le premier cas, on parle d'une révolte contre l'ordre établi, et les violences sont souvent menées en réponse à celle de l'État que l'on qualifie de « légitimes », notamment par le biais de la police.

Sur la question de la violence, il est également essentiel de constater que nous assistons à une escalade de la violence en France non pas seulement de certains côtés de l'échiquier politique mais bien dans toutes les sphères de la société ...

Le but de l'extrême gauche est donc, selon iels, de faire advenir un monde plus égalitaire, débarrassé du capitalisme. Pour cela, elle pense qu'on ne peut pas combattre le système en respectant ses règles (les élections). Il n'y a alors pas de brutalité contre les individus en tant que tels, mais contre ce qu'iels considèrent comme une oppression du capitalisme et de ses représentants.

D'ailleurs, les médias parlent souvent de violences alors qu'il est question de dégradations ou de destructions de biens. Or, on ne peut décemment pas comparer des feux de poubelles ou des vitrines de banques cassées à un passage à tabac d'une personne pour sa couleur de peau ou son orientation sexuelle.

Car il s'agit bien là du genre d'agressions que commet l'extrême-droite. Au contraire de l'extrême gauche, elle ne combat ni le capitalisme ni l'ordre établi. Les violences qu'elle perpétue sont dirigées contre des individus en raison de ce qu'ils sont ou de ce qu'ils pensent, et ce par pure intolérance idéologique.

Les violences des extrêmes gauches dirigées contre l'extrême droite sont en réaction à une oppression, à des violences quotidiennes racistes et misogynes, LGBTphobes et xénophobes si l'on parle des groupes antifascistes. Il peut s'agir également de violences physiques contre des biens matériels, symboles d'un système qui perpétue des violences sociales : accroissement des inégalités sociales et de la pauvreté, oppression des plus faibles pendant que les plus riches s'enrichissent et contrôlent le monde. Il s'agit de différencier ces violences de celles perpétuées par l'extrême droite, fondées majoritairement sur l'idée de supériorité de groupes d'individus sur d'autres et sur la haine de l'autre (les personnes blanches cisgenres hétérosexuelles censées dominer le monde).

Attention, pour la FAGE, l'escalade de violence n'est pas une solution, elle est dangereuse pour la société, et n'apporte aucune solution durable. Il s'agit simplement d'apporter une vigilance sur quelles violences sont proactives et quelles violences sont réactionnelles, afin d'éteindre le feu à son foyer et non pas en arrosant les flammes.



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Un rapport de force complètement déséquilibré

Maintenant que les contours de ces courants sont définis plus précisément, il est impossible de ne pas noter que l'un d'entre eux émerge très nettement en France et dans le monde, tandis que l'autre existe de façon très marginale, et a toujours existé. Il n'y a pas de "montée de l'extrême gauche" mais, hélas, une montée de l'utilisation de méthodes pouvant être qualifiées de "violentes", quelles que soient les idées politiques défendues derrière ces méthodes.

Avec le Rassemblement National, l'extrême-droite a en effet une notoriété certaine et mobilise aujourd'hui des millions d'électorices et de sympathisantEs. La situation est d'autant plus inquiétante qu'on peut y ajouter des mouvements comme Reconquête, l'Action Française, Debout la France, ou Les Patriotes. Ces idéologies d'extrême-droite atteignent d'autres champs, comme la branche droite des Républicains, parti de la droite traditionnelle, et même une partie de la majorité présidentielle, à l'image des positions portées dans le cadre de la loi "Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration", ou encore sur les sujets de laïcité (interdiction de l'abaya à l'école), de sécurité et d'éducation (expérimentations de l'uniforme scolaire).

À l'inverse, l'extrême gauche semble, quant à elle, dans une position de grande faiblesse. Bien qu'elle ne soit pas électoraliste, elle n'a même pas réussi à réunir 2 % de votants lors des dernières présidentielles. Quoi que l'on pense des théories qu'elle porte, elle n'est donc pas en mesure de peser de façon significative sur le débat public. Mais on l'avait compris, le but, notamment du gouvernement, de certains médias et personnalités, est d'associer improprement l'extrême gauche l'intégralité de la gauche afin de la décrédibiliser. Et pour certains, cette vieille technique semble encore fonctionner. Au-delà de décrédibiliser, c'est montrer l'opposition comme irraisonnable et dangereuse. Cette méthode est aussi dangereuse quand on décrédibilise toute opposition, et compare l'incomparable ...

PARTIE 2 - HISTORIQUE

Apparition du terme d'extrême-droite à la Révolution Française

Le terme apparaît dès la Révolution française et notamment dans les années 1820 avec ce qu'on appellera les "ultra" de la Restauration, c'est-à-dire celles et ceux qui souhaitent la restauration de l'Ancien Régime et donc le retour à un système monarchique (roi/reine, ordre social défini).

L'affaire Dreyfus va réellement appuyer cette naissance de l'extrême-droite, certainEs disent d'ailleurs que ce procès "historique" est en quelque sorte le "baptême" de l'extrême-droite, actant sa naissance et son existence.

L'affaire Dreyfus, de 1884 à 1906

Dreyfus, un homme alsacien, capitaine de l'armée française de confession juive, est condamné pour espionnage au profit de l'armée allemande. Etant accusé à tort, il fait l'objet d'un procès truqué avec des pièces prouvant son innocence qui sont cachées ou détruites. Il est dégradé publiquement, humilié et condamné au bagne. Il est la cible de l'opinion publique.

L'affaire Dreyfus devient une affaire d'État, qui oppose les dreyfusardEs, convaincuEs de son innocence, défenseurEUSEs des valeurs de justice et de vérité, aux anti-dreyfusardEs, qui par tous les moyens vont l'accuser, se basant sur des arguments nationalistes et antisémites, et pour qui la vérité et la justice doivent être subordonnées aux intérêts supérieurs de l'État (dont l'armée est un pilier).

Cette affaire normalise dans le débat public l'antisémitisme et met au cœur de celui-ci une idéologie d'extrême-droite : le nationalisme. Emile Zola écrira un des pamphlets les plus connus "J'accuse" ; dans lequel il dénonce l'antisémitisme et défend l'innocence de Dreyfus.

Dans le sillage de cette affaire, la Ligue de la patrie française est formée en 1898. Nationaliste et militariste, elle fédère notamment les antidreyfusardEs.



La première moitié du XXème siècle : organisation de l'extrême-droite en France

1899

Fondation de l'Action française (AF) : D'orientation républicaine, patriote et antidreyfusarde, le mouvement évolue rapidement vers un nationalisme intégral et le royalisme.

1908

Naissance du journal de l'Action française, l'organe officiel de l'AF. Il influencera nombre d'intellectuelLEs d'extrême droite et antisémites. Puis, création des CamelotTEs du roi, chargéEs à l'origine de vendre à la criée le journal de l'AF — d'où leur nom — et recrutéEs principalement parmi les étudiantEs royalistes. Iels constitueront le bras armé de l'organisation et seront dissous en 1936.

1924

En France, constitution des Jeunesses patriotes, un mouvement paramilitaire anticommuniste, qui sera un fervent soutien de la collaboration pendant l'Occupation (2nde guerre mondiale). Ce mouvement s'inscrit dans une "première vague" du fascisme en France, inspiré par le fascisme italien (alignement verbal et vestimentaire notamment) mais prône une idéologie réactionnaire et non l'Etat totalitaire. Cette première vague s'organise sous la forme de diverses ligues dont celle des Jeunesses patriotes.

1934

A Paris, une manifestation organisée par les ligues d'extrême-droite à la suite d'un scandale politico-financier (affaire Stavisky) vire à l'émeute (quinze mortEs) et provoque la chute du gouvernement d'Edouard Daladier.

1936

Jacques Doriot crée le Parti populaire français (PPF) pour fédérer la droite autoritaire et nationaliste. Partisan de la collaboration, il fondera avec Marcel Déat la Légion des volontaires françaisEs contre le bolchevisme (LVF) en 1941. La même année, le colonel François de La Rocque, ancien chef des Croix-de-Feu — interdites en juin par le gouvernement du Front populaire —, lance le Parti social français (PSF). Le PSF devient vite un parti de masse, avec plus de 500 000 adhérentEs.

1940 - 1945 : Le Régime de Vichy

Né de l'écrasement des armées françaises par les troupes allemandes, l'« État français » apparu à l'été 1940 sous la figure du maréchal Pétain imposa à la France coupée en deux sa « Révolution nationale ». Celle-ci reposait sur une idéologie composite, en partie inspirée par la pensée d'extrême-droite. Le rejet de la démocratie et l'antisémitisme d'État furent deux marqueurs de cette dictature unique dans l'histoire du XXe siècle en France.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Les élections sont supprimées, la radio et la presse sont contrôlées et censurées. Un culte se développe autour de la personne de Pétain, son portrait est partout, la propagande est omniprésente. Les hommes politiques de la III^e République sont arrêtés et jugés (Blum et Daladier). Pétain veut restaurer l'ancienne France, il met en place un régime réactionnaire (qui pense qu'il faut revenir vers des temps anciens fantasmés), le Régime de Vichy. Cette politique est appelée la Révolution nationale ; elle exalte les valeurs traditionnelles : le travail de la terre et l'artisanat sont privilégiés (Pétain se méfie du monde ouvrier car il le considère comme un soutien du Front populaire qu'il déteste). La famille traditionnelle est aussi mise en avant : les femmes sont encouragées à avoir le plus d'enfants possible et à rester à la maison. Le régime est aussi un fervent soutien du catholicisme dont les autorités, qui en retour, soutiennent la politique menée par Pétain. Le Régime de Vichy prend des mesures contre ceux qu'il considère comme non-FrançaisEs : en octobre 1940, il interdit aux JuifVES de nombreuses professions, c'est le statut des juifVES. Le Régime de Vichy est donc profondément antisémite.

En octobre 1940, Pétain engage une politique de collaboration avec l'Allemagne. L'Etat français livre à l'Allemagne des JuifVES étrangerEs de la zone Sud (y compris des enfants) et aide les Allemands à arrêter des JuifVES dans la zone occupée. L'exemple le plus frappant est la rafle du Vel' d'Hiv' le 16 juillet 1942. Cette collaboration s'accroît encore après l'invasion de la zone Sud en novembre 1942. Dès le début de la collaboration, le Régime de Vichy accepte que la France fournisse à l'Allemagne une part importante de ses productions industrielles (automobiles, acier, etc.) et agricoles. Cela crée une pénurie de biens courants (nourriture, tissu, cuir, etc.), un rationnement (avec des tickets) et un fort développement du marché noir (les populations tentent d'obtenir illégalement ce qui leur manque). Il met sa police et sa gendarmerie au service de l'Allemagne nazie afin d'arrêter les JuifVES et les opposantEs. Il crée la milice qui traque les résistantEs et la LVF (légion des volontaires françaisES) qui part combattre sous l'uniforme allemand. Le régime de Vichy opta pour la collaboration avec une Allemagne nazie perçue comme maîtresse du continent européen. Des rafles de JuifVES de l'été 1942 à l'État milicien du premier semestre 1944, la dérive fascisante de Vichy était comme inscrite dans ce choix premier. Le régime de Vichy a grandement contribué au génocide des juifVES françaisEs. Au Camp des Milles, par exemple, les enfants juifVES ont été enfermés avec leurs parents, puis envoyés par wagons à Auschwitz, camp d'extermination en Allemagne, ceci alors même que les Allemands demandaient uniquement les adultes.



fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

De 1945 à la Guerre d'Algérie : les chemins du redressement après la Seconde Guerre Mondiale (1945 - 1968)

1947

Parution de la revue Aspects de la France, autour de laquelle se reconstitue l'Action française, interdite en 1944.

1953

L'Union de Défense des CommerçantEs et ArtisanTEs (UDCA) est créée par Pierre Poujade et obtient cinquante-deux députés — dont M. Jean-Marie Le Pen — aux élections législatives de 1956.

Poujadisme : Du nom de Pierre Poujade, ce mouvement apparait dans les années 1950 dans l'objectif de défendre les commerçantEs et les artisanTEs contre les réformes fiscales d'après-guerre, les intéresséEs se regroupent sous le nom de l'Union de défense. Englobé dans des théories du complot tout au long de son existence, le mouvement finira par devenir ouvertement antisémite et anticomuniste en associant les deux idéologies au sein d'un vaste complot intergouvernemental.

1961

Création de l'Organisation armée secrète (OAS), organisation terroriste d'extrême-droite, par des activistes partisanEs de l'Algérie française. Elle a tué au moins 2 200 personnes en Algérie française, dans près de 13 000 explosions et plus de 500 attentats.

1964

Des étudiantEs parisienNEs d'extrême-droite fondent le mouvement Occident, qui sera interdit en octobre 1968. Le mouvement Ordre nouveau (1969-1973) prendra sa suite.

Mai 1968 - 1974 : La réplique des extrêmes-droites par la reconstruction idéologique et l'activisme violent

Mai 1968

À Paris, alors que les étudiantEs de Nanterre et de l'université de Paris demandaient plus de libertés, d'autres étudiantEs du mouvement Occident réclamaient de l'ordre. Sur leurs drapeaux, des croix celtiques, véritables symboles nationalistes. La même année, le GUD – Groupe Union Défense - est créé par des ancienNEs militantEs d'Occident pour les élections étudiantes : les scores sont de 10 % à Clignancourt, Saint-Maur, Nanterre et Assas.

1er novembre 1968

Dissolution du mouvement Occident, remplacé quelques mois plus tard par le mouvement Ordre Nouveau, ayant pour ambition de réunir et d'unifier toutes les forces nationalistes.

1969

Création de l'UNI - Union Nationale Inter-universitaire -, mouvement initialement républicain.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Dans les années 60-70, de nombreux groupuscules et mouvements nationalistes d'extrême-droite se réunissent sous le nom d' Ordre Nouveau (tiré du nom de la doctrine nazie du Neuordnung) . Leurs mots d'ordre sont les suivants : « la renaissance du patriotisme, la promotion d'une hiérarchie des valeurs, ainsi que la restauration familiale et éducative ». Le symbole de ce mouvement, qu'on peut encore parfois retrouver tagué sur des murs, est une croix celtique : ⊕

L'unification partielle des extrêmes-droites par la création et la montée du Front National

Le Front National (FN) est créé en 1972 par l'Ordre Nouveau, dans le but d'avoir une portée électorale aux élections législatives de l'année suivante (en 1973).

5 octobre 1972

À Paris, Rue de Grenelle, moins d'une centaine de personnes sont réunies dans une salle. Entre des Waffen SS qui ont défendu Berlin en 1945, les principaux responsables du groupuscule néofasciste Ordre Nouveau, d'anciens soutiens à l'organisation terroriste de l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) et ceux qui sont tout cela à la fois, un homme se fraie un chemin. Cet homme, c'est Jean-Marie Le Pen, tortionnaire en Algérie française, que l'on a choisi pour être la façade présentable du parti qui se crée alors, le Front National pour l'Unité Française, dont le nom est rapidement abrégé en Front National (FN).

1980

A Tolbiac, le Groupe Union Défense (GUD) roue de coups 23 étudiantEs.

1983

Premier succès électoraux du FN : (16,7 % des voix au premier tour de l'élection municipale partielle de Dreux en 1983 ; 11 % aux européennes de 1984). Les années qui vont suivre vont voir le FN prendre de l'ampleur, en gagnant plusieurs villes aux municipales.

1984

Le Groupe des droites européennes voit le jour au Parlement de Strasbourg. Il réunit les partis d'extrême-droite français, italien et grec (puis britannique en 1985).

1986

Trente-cinq députés FN sont éluEs à l'Assemblée Nationale française lors des élections législatives, qui se déroulent au scrutin proportionnel.

1988

Aux présidentielles de 1988, malgré le scandale au cours d'une interview où Jean-Marie Le Pen affirme que les chambres à gaz sont un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale un an plus tôt, le FN obtient 14,4% au premier tour de la présidentielle.

1995

Le FN gagne Marignane, Orange et Toulon à l'issue des scrutins municipaux. Il remporte Vitrolles en 1997. En 1995, Jean-Marie Le Pen se présente pour la première fois aux élections présidentielles, auxquelles il obtient 15% des suffrages exprimés.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Avril 2002

Le premier tour de cette élection présidentielle se caractérise par une forte abstention de la population. Le FN accède pour la première fois de l'histoire au second tour de l'élection présidentielle avec 17,2% des voix, derrière M. Jacques Chirac (19,9%). Ce dernier refuse de débattre avec Jean-Marie Le Pen à l'entre-deux tours. A l'époque, ce refus apparaît comme une évidence. La société civile, les électeurICEs, les partis politiques ont touTEs été choquéEs par ces résultats et un appel massif au barrage républicain, soit une alliance de partis politiques contre l'extrême droite, se met en place. La FAGE se mobilise dans la rue au second tour en 2002 également, et appelle à faire barrage au FN et à l'extrême-droite. Le second tour marque la victoire de Jacques Chirac avec 82,2% des voix exprimées.

2007

Jean-Marie Le Pen fait 10,4% à la présidentielle. La droite libérale, mais ferme sur l'immigration, de Sarkozy dilue son électorat. Cette campagne est tout de même identifiée comme une victoire idéologique de l'extrême-droite, avec une forte concentration des débats autour du sujet de l'immigration, qui sera saluée par le FN se réjouissant d'avoir mis ses sujets à l'ordre du jour.

2010

Recréation du GUD après son entrée en sommeil en 2002

2012

Marine Le Pen, fille de Jean-Marie Le Pen, reprend la tête du FN et fait 17,9% des voix au premier tour aux présidentielles de 2012, en finissant troisième de cette élection. Marine Le Pen est dans une stratégie de dédiablement du parti (elle lisse son image avec des interventions médiatiques moins clivantes par exemple) et se montre plus conciliante que son père sur certaines questions sociétales (âge légal de départ à la retraite). Ce positionnement va toucher un électorat.

2013

Le jeune militant antifasciste Clément Méric décède à Paris à la suite d'une rixe avec des skinheads. L'Œuvre française, à laquelle sont liés ces derniers, est interdite.

2015

Jean-Marie Le Pen est viré du FN. La même année, la Cocarde étudiante est créée.

2017

Marine Le Pen obtient 21,3% des voix aux élections présidentielles, et atteint le second tour. Emmanuel Macron appelle au rempart républicain et est élu à 66,1% des voix. On remarque que le rempart est déjà moins stable qu'en 2002.

2018

Le Front National (FN) devient le Rassemblement national (RN)

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Mars 2018

Jean Luc Coronel, professeur d'université enseignant à la faculté de droit de Montpellier prend la tête d'un commando d'extrême-droite et déloge avec une rare violence une cinquantaine d'étudiantEs occupant pacifiquement un amphithéâtre. Condamné en première instance à quatorze mois de prison dont huit mois avec sursis probatoire, ainsi qu'à un an d'interdiction d'exercer toute fonction publique, Jean-Luc Coronel saisit la Cour d'appel de Montpellier qui examine ce recours lors de son audience du 9 décembre 2022. Alors qu'à l'issue d'une instance disciplinaire parallèle, Jean-Luc Coronel a fait l'objet d'une interdiction d'exercer d'une durée de quatre ans venant à expiration en février 2023, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) réitère, à la veille de son procès d'appel, la nécessité du respect des principes républicains et de l'exclusion de toute forme de violence dans les universités.

2020

Éric Zemmour crée Reconquête, en concordance avec Jean-Marie Le Pen. Cette création d'un parti "encore plus" à l'extrême-droite que le RN participe à la dédramatisation qui en est faite aujourd'hui.

19 mars 2002

Federico Martín Aramburú, rugbyman argentin à la retraite, est assassiné en pleine rue à Paris. L'un de ses deux assassins, Loïk Le Priol, est un militant néofasciste passé par le GUD Paris.

2022

Le RN fait 23,1% des voix au premier tour de l'élection présidentielle, et passe de nouveau au second tour. Le parti Reconquête arrive 4ème avec 7,07% des voix. Les 2 partis (RN et Reconquête) refusent de se faire qualifier de partis d'extrême-droite. Emmanuel Macron est réélu au second tour avec 58,5% des voix. Certains partis n'appellent pas au barrage républicain, qui s'effrite peu à peu. L'abstention au second tour de la présidentielle de 2022 est de 28%, montrant que la population ne se mobilise pas aux urnes pour faire barrage au RN. Cette absence de barrage en 2022 doit nous alarmer et nous inquiéter pour l'avenir.

La même année, le GUD revient dans les universités. Le 9 décembre 2022 : Le GUD tracte à la Sorbonne à l'occasion d'un colloque sur la guerre d'Algérie organisé par SOS Racisme et le syndicat Solidaires.

Novembre 2022

Jordan Bardella prend la tête du Rassemblement National

Janvier 2023

Le GUD, qui compte « au moins une cinquantaine de néonaziEs violentEs » à Paris, organise, avec les organisations néofascistes Luminis et Auctorum, des entraînements au combat qu'ils diffusent à des fins de propagande, et apparaît également à la Marche pour la vie. En février 2023, le GUD Paris participe à un hommage à Robert Brasillach aux côtés de l'organisation versaillaise Auctorum. Lors d'un contrôle d'identité à cette occasion, les forces de l'ordre contrôlent une vingtaine de personnes fichées S.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

○ Février 2023

Retour du GUD et la Cocarde étudiante dans les facultés, tractage, recrutement, collage. Exemple : 17 février, tractage et collage à Nanterre pour le GUD.

○ Novembre 2023

Jordan Bardella déclare : « Je ne crois pas que Jean-Marie Le Pen était antisémite ». Lui, l'homme négationniste pour qui les chambres à gaz sont un « détail de l'Histoire ».

○ Décembre 2023

La loi immigration est saluée par le RN et est vue comme une « victoire idéologique » par Marine Le Pen. Deux mois, deux victoires idéologiques du RN. Ces différentes organisations, dissoutes pour la plupart, étaient marginalisées jusqu'à l'arrivée du FN.

○ 2024

Aux élections CROUS, la Cocarde étudiante présente une liste candidate en conseil CROUS dans 13 des 26 CROUS de France. Elle tente de déposer davantage de listes, mais via une mobilisation notamment des éluEs de la FAGE, 3 listes n'ont pas été validées. L'UNI présente des listes candidates dans la quasi-totalité des CROUS. Ces deux organisations conjointes obtiennent des scores deux fois plus élevés qu'en 2021, mais la présence de deux organisations d'extrême droite divise les voix, permettant de limiter le nombre d'élus à 11 pour l'UNI.

○ 9 juin 2024

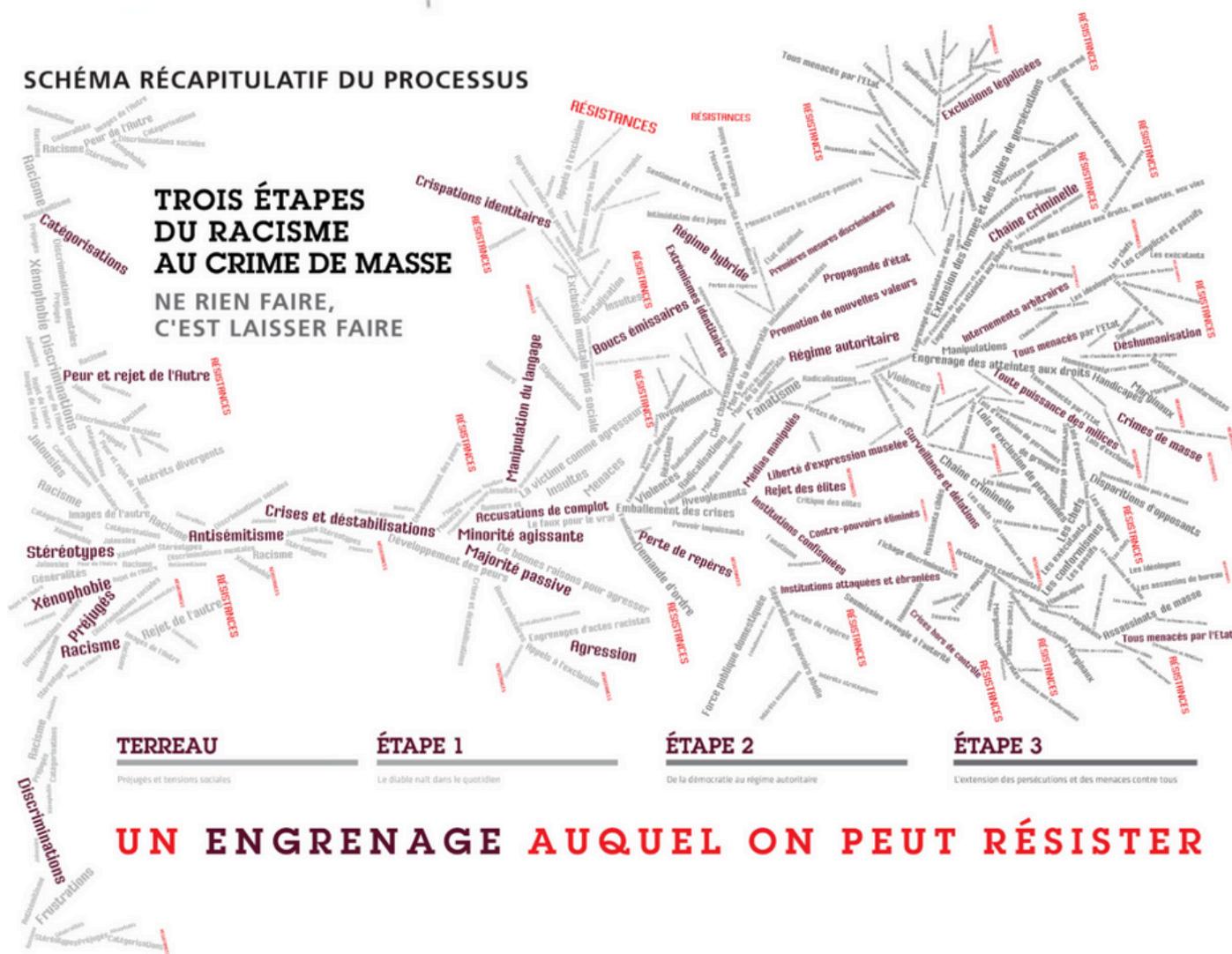
Le RN remporte plus de 30% des voix aux élections européennes, et donc 30 sièges au Parlement Européen. Il s'agit d'une victoire historique du RN : le parti devient ainsi la plus grande force d'opposition au parti présidentiel. Le parti du président de la République étant relativement impopulaire dans les urnes, Emmanuel Macron dissout l'Assemblée nationale à la suite des résultats, cédant aux demandes de l'extrême droite. Cette dissolution, demandée par Jordan Bardella pendant la campagne et lors de son discours précédant l'allocution du Président de la République, rend plus que jamais possible l'arrivée au gouvernement de l'extrême droite à l'issue des élections législatives du 30 juin et du 7 juillet 2024.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

PARTIE 3 - DE L'INSTALLATION DE LA PEUR À LA CRUAUTÉ

RECONNAÎTRE LES SIGNES AVANT-COUREURS POUR RÉSISTER AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD

SCHÉMA RÉCAPITULATIF DU PROCESSUS



fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Du terreau aux trois étapes d'un engrenage irrésistible

Le terreau social représente l'état permanent et normal de toute société, avec ses tensions et ses peurs, ses préjugés et ses stéréotypes, ses intérêts divergents. Il constitue le ferment à partir duquel peuvent s'enclencher, en période de crises, des processus dangereux parmi lesquels certains peuvent conduire à des horreurs dont l'humanité a fait l'expérience.

Le racisme et l'antisémitisme ont un énorme potentiel explosif et une grande force de contamination, et, dans l'histoire, les conflits ethniques ou religieux ont été parmi les plus cruels. Des études scientifiques ont permis d'identifier les engrenages sociétaux dont on sait, depuis la Shoah, qu'ils peuvent mener des nations, même "civilisées", à des horreurs inouïes allant du racisme ou de l'antisémitisme jusqu'au génocide. Ces enchaînements se développent selon un processus que l'on peut décrire en trois étapes qui se succèdent à partir du terreau. Pour mieux y résister, il apparaît utile de connaître ces étapes dangereuses car plus tôt a lieu la résistance au processus, moins elle est difficile et plus elle est efficace.

Première étape : L'émergence de l'extrémisme identitaire "dans l'ordinaire du quotidien"

La première étape de cet engrenage vers le pire s'enclenche dans un contexte de déstabilisation sociétale (crises sociales, économiques ou morales) auquel une démocratie affaiblie a du mal à répondre. Ceci affecte la société et entraîne une peur de l'avenir, une perte de repères, des crispations identitaires et des démagogies agressives.

Des groupes s'organisent pour désigner un responsable face à cette situation, en répandant les idées et la violence racistes. Ils ne peuvent agir que grâce à la passivité de la majorité. Et c'est toujours l'autre, minoritaire, étrangerE, différentE, ou perçuE comme tel, qui est viséE.

L'une des armes utilisées pour répandre leurs idées est la manipulation du discours. Les juifVEs, les Tsiganes, les Tutsis au Rwanda, les ArménienNEs, touTEs sont victimes de rumeurs voir accuséEs de complots. Iels usent de la désinformation et des médias pour diffuser leur propagande et faire grimper d'un niveau le sentiment d'insécurité comme pour le protocole des Sages de Sion, un texte antisémite frauduleux qui prétend décrire un complot juif visant à dominer le monde, produit par des agents de la police secrète russe, la Okhrana, à la fin du 19ème siècle ou au début du 20ème siècle.

Ce discours démagogique satisfait une partie de la société en quête de certitudes. Mais la majorité, inconsciente du danger, ne se sent pas concernée. Et ce qui était hier inconcevable devient aujourd'hui normal. Par exemple, dans les années 30, en Allemagne, les slogans antisémites se multiplient ("Mon restaurant est interdit aux Juifs"). Par sa passivité, la majorité se fait complice. Le vivre ensemble se fracture.

Se pose alors la question de résister au quotidien comme personne face à l'autre et comme citoyenNE dans la vie politique. Et de reconnaître d'abord en soi même l'engrenage des aveuglements, des peurs, des lâchetés et de la violence. Car chacun est concerné, sans le vouloir, souvent sans le savoir ou sans le voir.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

De la démocratie au régime autoritaire

La deuxième étape se divise en deux séquences : avant et après un basculement politique majeur qui aggrave les atteintes aux droits et libertés. D'abord, la perte des repères et la montée des violences ébranlent les institutions, habituant les gens à la violence et installant la peur. Beaucoup préfèrent alors l'ordre à la liberté, suivant des leaderEUSEs autoritaires et des doctrines extrémistes.

Le basculement survient quand une minorité prend le pouvoir ou impose des lois contraires aux libertés, transformant le régime en autoritaire ou totalitaire. Le racisme devient légal, la violence d'État se normalise, et la démocratie est rapidement supprimée. Les médias jouent un rôle clé dans la propagande d'État.

Pour résister, la démocratie doit être défendue. CertainEs ont fait preuve de lucidité et de courage, comme le Général de Gaulle, qui a appelé à maintenir l'espérance et la résistance française en 1940.

L'extension des persécutions et des menaces contre touTEs

La troisième et dernière étape se caractérise par l'exclusion systématique des groupes ciblés et l'organisation de crimes de masse, touchant non seulement le groupe initial mais aussi les opposantEs, démocrates, francs-maçons, homosexuelLEs, handicapéEs, artistes et intellectuelLEs. Un régime de terreur, soutenu par des milices, impose des discriminations et cherche à déshumaniser les victimes. Dans la société, si l'on trouve beaucoup de complices, c'est finalement tout le monde qui est menacé par l'arbitraire et la délation.

EXEMPLES

Discrimination imposée

La mention "JUIF" sur les cartes d'identités et les carnets anthropologiques pour les Tsiganes sous le régime nazi.

Déshumaniser l'adversaire permet au tueur / à la tueuse de ne plus leA traiter comme unE humainE

les Tutsis traitéEs de cafards à la radio « Si nous exterminons les cafards définitivement, personne au monde ne viendra nous juger. »

Toute puissance des milices

Waffen SS en Allemagne nazie, milices Interahamwe au Rwanda

La chaîne criminelle implique de nombreuxEUSES participantEs, bourreaux ou complices

CheffEs politiques, bureaucrates, dénonciateurEUSEs, médias etc.

L'atteinte à la dignité humaine et la déshumanisation sont devenues systématiques

Tatouage, transports dans des wagons à bestiaux, abattage de masse etc.



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Cette analyse du passage de la peur à la cruauté doit être vue comme un moyen d'alerte du schéma d'installation de l'extrême droite et de sa haine, et doit ainsi permettre d'instaurer de la lutte, peu importe l'étape à laquelle on se trouve. Même quand on pense qu'il est trop tard, il faut continuer de lutter pour les droits humains et sociaux.

Actuellement, les discriminations et le rejet de l'autre s'installent de plus en plus, l'extrême droite s'implante et répand ses idées haineuses, les médias sont fragilisés, l'abstentionnisme augmente, la répression des mouvements sociaux explose... Notre démocratie est plus menacée que jamais depuis la dissolution de l'Assemblée Nationale, le dimanche 9 juin 2024. Nous arrivons ainsi au point de bascule vers un régime autoritaire et risquons de sombrer vers l'autoritarisme si la jeunesse ne se mobilise pas aux urnes. Il n'est jamais trop tard pour agir, mobilisons-nous !



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

PARTIE 4 - COMPRENDRE LA PLACE CROISSANTE DES EXTRÊMES DROITES

À L'INTERNATIONAL, EN FRANCE ET DANS LES UNIVERSITÉS

Pourquoi l'expression d'extrême droite a été progressivement remplacée par celles de "droite nationale", "droite radicale" ou "ultra-droite". Comment la droite de la droite d'aujourd'hui se réfère-t-elle, ou pas, à la longue histoire de l'extrême droite ? Pourquoi est-elle si divisée aujourd'hui ? Cette division tient-elle à des visions différentes de la politique ?

Cette partie vise à répondre à ces questions en retraçant l'évolution de l'extrême droite et sa place croissante dans la société.

À l'international

Une idée à retenir pour mieux comprendre cette partie est que l'extrême droite ne parvient jamais au pouvoir seule : c'est toujours une partie de la droite qui choisit de gouverner avec. L'Italie en est un très bon exemple, où l'extrême droite gouverne depuis les années 90 dans le cadre de coalitions.

Etats-Unis

L'année 2016, avec l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, a été l'un des moments marquants de la montée de l'extrême droite à l'international. En effet, cet homme, avant son élection, collectionnait les déclarations haineuses à l'égard de toutes les minorités. L'une de ses promesses les plus connues est la création d'un mur séparant le Mexique et les États-Unis (financé par le Mexique), ce qui montre sa volonté de mettre en place des politiques nationalistes visant à criminaliser la migration et notamment les personnes latinoaméricaines.

De plus, son mandat électoral a aussi été la genèse d'idéologies contre l'avortement dans tout le pays, menant en juin 2022 à la révocation de l'arrêt Roe Vs. Wade qui avait permis en 1973 de légaliser l'avortement dans tout le pays. Cette révocation autorise donc les états à interdire ou non l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG). Sa politique vise aussi à remettre en question les menaces du changement climatique et la science dans son ensemble. Lors de son gouvernement, les États-Unis ont quitté l'accord de Paris sur le climat, entre autres.

En 2021, à la suite de sa non-réélection à la présidence, Donald Trump a appelé ses partisanEs à attaquer le Capitole, lieu où siège le Congrès des États-Unis et représente donc le pouvoir législatif. À la suite de cet événement, certains états comme le Colorado font le choix d'interdire à Donald Trump de se représenter aux élections présidentielles de fin 2024, et pourtant, il a toujours de nombreuxSES partisanEs qui souhaitent le voir réélu en tant que président des États-Unis. L'un des facteurs lié à la montée en puissance de Donald Trump est son utilisation massive des réseaux sociaux, et notamment de Twitter, qu'il utilise comme un moyen de popularisation.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Ainsi, son électorat continue de se rallier à lui grâce à un "contact" régulier avec lui via les réseaux sociaux, qui lui permettent de garder une bonne image auprès du grand public, et ce, même après avoir été banni de Twitter à la suite de l'attaque du Capitole, puis réactivé par Elon Musk en novembre de la même année à la suite du rachat du réseau social.

Enfin, il est d'autant plus facile de se rendre compte de la dangerosité de l'extrême droite et de son éternel retour quand on sait qu'après des mois de négociation, Donald Trump va une fois de plus être candidat pour les élections présidentielles américaines face à Joe Biden en novembre 2024.

Amérique latine

L'Amérique Latine est une région particulièrement concernée par la montée des idées des extrêmes droites.

Par exemple, au Brésil, Jair Bolsonaro, dirigeant d'extrême droite a été au pouvoir entre 2019 et 2023. Cet homme s'est aussi démarqué pour ses idées haineuses. Lors de son passage au 2nd tour de l'élection présidentielle en octobre 2018, une vague de violences haineuses a été constatée, et plus de 70 attaques contre les personnes LGBTQ+, les femmes, les opposantEs politiques ou des journalistes ont été recensées. Jair Bolsonaro s'est aussi démarqué lors de sa mandature, pour l'augmentation de la déforestation, qui avait augmenté de 48% entre septembre 2021 et septembre 2022, mais également pour ses réactions dangereuses et mortelles pour de nombreuses personnes lors de la crise sanitaire de la Covid 19, où il a préféré favoriser le développement économique du pays plutôt que la santé de ses habitantEs.

En Argentine, Javier Milei, dirigeant d'extrême droite, est président depuis décembre 2023. Prônant des positions économiques ultra-libérales, il se présente comme "ennemi de la caste politique et syndicale", qu'il accuse de voler lorsqu'elle participe à la redistribution de la richesse. Depuis son élection, il s'est violemment attaqué aux médias et à l'Etat social argentin. Les positions de Javier Milei menacent plusieurs avancées sociales en Argentine, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et l'IVG, ainsi que les droits humains de manière générale. Il a notamment adopté une approche révisionniste de l'histoire de la dictature civique-militaire (1976-1983) et remis en question le nombre de victimes, qui était un consensus dans le pays jusqu'à son accès au pouvoir.

Les coupes budgétaires dans les politiques relatives aux droits humains, ainsi que dans les universités publiques et les collectivités territoriales, témoignent du caractère d'un président prêt à ouvrir les portes de l'Argentine aux investissements étrangers pour l'exploitation des ressources naturelles et le grand objectif de la dollarisation de l'économie du pays.

D'autres pays de la région sont également touchés par ces idées. L'un des cas les plus connus est celui du Salvador où le président Nayib Bukele a mis en place une politique sécuritaire de criminalisation et de déshumanisation des jeunes, en sapant les valeurs de la présomption d'innocence et de réinsertion sociale au nom de la lutte contre les gangs dans le pays. En conséquence, des milliers de jeunes se trouvent emprisonnés dans des établissements similaires à des camps de concentration, avec tous leurs droits restreints. Pour ce faire, il a réussi à contrôler 80% du parlement et à réduire les pouvoirs de la Cour Suprême. Parallèlement, il met en place une politique économique libérale en accordant un statut officiel aux bitcoins.



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

En Europe

En Europe, l'extrême droite n'est pas non plus mise de côté. En effet, de nombreux pays en Europe ont pu assister à une montée en flèche de l'extrême droite, voire à une accession au pouvoir de ces idéologies.

Mœurs, sécurité, jeunesse... : comment la post-fasciste Giorgia Meloni met l'Italie à sa botte

L'un des exemples d'accès au pouvoir de l'extrême droite est l'Italie. En effet, Giorgia Meloni, femme politique italienne d'extrême droite a été élue Première Ministre d'Italie en 2022. Un peu moins d'un an et demi seulement après le début de son mandat, elle a déjà supprimé l'équivalent du RSA en Italie, mais aussi déployé des mesures sur l'immigration, avec des textes sur les droits d'asile fortement durcis, ou du moins détricotés. Depuis son arrivée, le droit à l'avortement est fortement mis en danger, et les droits des personnes LGBTQIAP+ sont remis en cause en empêchant par exemple en mars 2023 l'enregistrement des naissances d'enfants de couples de même sexe. Tout cela en moins de deux ans de mandat, alors que les personnes concernées se sont battues pour leurs droits pendant des années. De plus, en janvier 2024, des partisanEs de Giorgia Meloni ont fait leur apparition dans certains médias en raison d'un rassemblement où de nombreuses personnes effectuaient un salut nazi.

Interdiction des rave parties, criminalisation des parents, placement des mineurEs en préventive, diatribes contre l'IVG, pressions sur les LGBTQIAP+, contre-pouvoirs attaqués... L'extrême droite modifie en profondeur la société italienne.

Exemples concrets de l'extrême droite au pouvoir en Italie

Dans la péninsule, les mesures sécuritaires et stigmatisantes pour certains groupes de la population se multiplient. Et l'allergie aux contre-pouvoirs est manifeste. En novembre 2022, dès son entrée en fonction, Giorgia Meloni adopte un décret-loi qui veut donner le ton de son action sous le signe de la répression. Après une rave party qui avait réuni un millier de jeunes pour Halloween dans une usine désaffectée, le gouvernement a dégainé une mesure radicale : des peines de réclusion de trois à six ans et une amende de 1 000 à 10 000 euros pour les organisateurICEs ayant promu « l'invasion de terrains et d'édifices » ainsi que la confiscation du matériel et l'autorisation donnée à la police de placer en amont les suspectEs sur écoute. La mesure sur les raves parties apparaît presque anecdotique mais elle va dessiner le schéma d'action du gouvernement : dès qu'un fait divers ou de société met en émoi l'opinion publique, l'extrême droite au pouvoir sort le bâton.

Fin 2023, c'est après un fait divers sordide que Giorgia Meloni introduit une nouvelle série de mesures punitives. Dans une banlieue populaire de Naples, deux fillettes auraient été à plusieurs reprises abusées par un groupe d'adolescents. Rapidement, la cheffe de gouvernement concocte un décret-loi qui prévoit notamment de lourdes sanctions contre les parents dont les enfants ne fréquentent plus le système scolaire, à savoir la suspension éventuelle des allocations-chômage, mais aussi jusqu'à deux ans de réclusion pour les géniteurICEs défaillantEs. Signe évident des conséquences de ce décret, l'association Antigone pour les droits et les garanties dans le système pénal dénonce une forte hausse (+20 %) du nombre de jeunes placés dans les instituts pénitenciers pour mineurEs déjà surpeuplés.

La main est tout aussi lourde contre les activistes du collectif Ultima Generazione (UG) qui mène des opérations spectaculaires pour alerter sur la catastrophe climatique. Traités « d'éco-vandales », les militantEs qui jettent par exemple de la peinture lavable sur des monuments risquent désormais jusqu'à 60 000 euros d'amende et cinq ans de réclusion. Une menace qui commence à se traduire par des condamnations. Pour avoir collé des affiches sur la vitrine de protection du « Printemps » de Botticelli à la galerie des Offices de Florence, la porte-parole d'UG, a reçu une amende de 20 000 euros. Quant à la douzaine de militantEs qui ont récemment bloqué une route à Civitavecchia, iels ont été arrêtéEs en « flagrant délit » et ont passé trois jours en détention. Trois d'entre elleux ont reçu une peine de six mois de réclusion.

On constate un raidissement très fort contre des délits qui suscitent de la préoccupation parmi la population mais que l'on peut définir comme mineurs, comme l'immigration clandestine ou les raves parties, et à l'inverse un recul en ce qui concerne d'autres secteurs de l'illégalité, comme l'abolition du délit d'abus de pouvoir en passe d'être approuvée par le Parlement au grand dam des associations anticorruption.

Par petites touches, l'extrême droite au pouvoir avance ses pions sur ses thèmes de prédilection. En apparence, le gouvernement ne touche pas au droit à l'IVG, mais en réalité des associations pour l'application du droit à l'avortement déplorent devoir souvent trouver des solutions pour faire venir à Rome des femmes de Naples ou même de Sicile qui, sur place, ne trouvent pas de médecins disponibles. Prévues par la loi, l'objection de conscience¹⁴ des soignantEs est en effet extrêmement répandue : selon l'enquête du ministère de la santé, dans près d'une structure hospitalière sur deux, plus de 80 % des médecins sont opposéEs à l'IVG. Dans certaines régions, les femmes ne trouvent aucune structure pour recourir à une IVG. Le phénomène n'est pas nouveau, mais la ministre de la Famille, de la Natalité et de l'Égalité des chances a clairement revendiqué sa position, en affirmant : « L'avortement est-il une liberté des femmes ? Malheureusement oui et ce n'est pas une belle chose ». De plus en plus de collectivités locales gouvernées par l'extrême droite financent les associations pro-Vita qui vont dans les hôpitaux pour dissuader les femmes d'avorter ou encore organisent des funérailles et des cimetières pour les fœtus. Fin 2022, le vice-président du Sénat, Maurizio Gasparri (Forza Italia), a de nouveau présenté une proposition de loi pour reconnaître « une personnalité juridique au fœtus » ...

Le gouvernement a également les familles homoparentales en ligne de mire. Il a non seulement fait voter un texte qui fait de la gestation pour autrui « un délit universel » (avec jusqu'à deux ans de prison et un million d'euros d'amende pour les contrevenantEs) mais aussi demandé aux maires de ne plus transcrire automatiquement les actes de naissance des enfants de famille homoparentale. Récemment, le tribunal de Padoue a rejeté la demande d'effacer le nom de la mère non biologique à l'état civil. Un espoir pour les couples homosexuels. Mais l'inquiétude demeure. Pour faire valoir ses droits, la communauté LGBT doit désormais recourir à la justice. Cela signifie des frais et de l'incertitude. Le climat a changé. Les homophobes relèvent la tête et se sentent autoriséEs à multiplier les agressions verbales. Le général Roberto Vannacci est l'emblème de ce changement d'atmosphère. Ancien commandant d'un régiment de parachutistes, le haut gradé est l'auteur d'un livre homophobe et raciste "Mondo al contrario" qui s'est déjà vendu à plus de 200 000 exemplaires. Désormais figure médiatique, courtisé par la Ligue de Matteo Salvini, il considère que les homosexuelLEs « ne sont pas des personnes normales » et stigmatise le désir de parentalité des couples LGBT + en soutenant que c'est aussi peu naturel que le cannibalisme.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Enfin, depuis toujours favorable à un exécutif fort, Giorgia Meloni s'apprête à faire voter au Parlement une réforme constitutionnelle qui renforcerait considérablement les pouvoirs du Premier ministre. Au début de l'année, Giuliano Amato, ancien Premier ministre et Président émérite de la Cour constitutionnelle, est allé plus loin en estimant que l'Italie de Giorgia Meloni pourrait bien succomber à l'illibéralisme sur le modèle hongrois ou polonais : « On pense que c'est inconcevable mais cela pourrait arriver. ».

L'exemple de la Hongrie

En Hongrie, l'extrême droite aussi est largement implantée, et ce depuis de nombreuses années, car le premier ministre actuel, Viktor Orban, a été élu en 2010, et a été largement réélu pour un quatrième mandat successif en avril 2022. Il avait déjà été premier ministre de 1998 à 2002. En Hongrie, le premier ministre détient la majorité des pouvoirs exécutifs du pays. L'homme politique est notamment connu être une des figures de proue de ces idées en Europe et d'ailleurs.

Après d'avoir eu la majorité absolue pour promulguer une nouvelle Constitution en 2012, il l'a de nombreuses fois modifiée pour y diminuer le droit de grève, augmenter les pouvoirs du premier ministre et effacer en partie le principe de séparation des pouvoirs. Durant ses mandats successifs, il mène une politique anti-immigration et défait les nombreuses avancées liées aux problématiques des droits LGBTQIAP+ et réalise une politique de sanction sur tout ce qui peut être lié aux communautés liées comme une librairie sanctionnée pour avoir vendu des livres qui ferait la promotion des LGBT. Également cette communauté est comparée à la pédocriminalité au sein de ses textes de loi.

Les droits des femmes sont également mis à mal. Tel est le cas que depuis 2022 avec le passage d'une loi faisant reculer encore davantage le droit à l'avortement en Europe car les femmes enceintes sont obligées d'écouter le rythme cardiaque du fœtus avant d'avorter.

Les universités dans ce pays ont été aussi fortement menacées par le gouvernement illibérale de Viktor Orban. L'Union Européenne s'est inquiétée par le fait que plus de 20 universités publiques hongroises sont devenues "fondations fiduciaires d'intérêt public" gouvernées par des conseils d'administration dont les membres sont nommés par le gouvernement. C'est pour ces raisons que la Commission Européenne a décidé d'exclure la Hongrie des programmes Erasmus.

En juillet 2022, en déplacement en Roumanie, il déclare ne pas vouloir de "race mixte" et que les hongrois se "mélangent à des non-Européens", des propos décriés par le Comité d'Auschwitz et comparés au discours du parti nazi par les médias.

L'exemple de la Pologne

En Pologne, à peine parvenue au pouvoir en 2015, le parti d'extrême droite, défenseur des « valeurs traditionnelles », a drastiquement coupé le financement des organisations assistant des femmes victimes de violences conjugales et a rendu l'IVG quasi-illégal, le rendant possible seulement en cas de grave malformations fœtales. Plusieurs femmes sont décédées des suites d'un avortement clandestin en Pologne depuis le passage de cette mesure. Ainsi, depuis 2020, avorter est quasiment illégal en Pologne. La Cour constitutionnelle a réduit l'accès à l'IVG au point que 90 % des avortements pratiqués jusqu'alors sont désormais illégaux. La situation est alarmante et suscite des inquiétudes quant aux droits des femmes en Pologne.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Répercussions de la montée des extrêmes droites au niveau du Parlement Européen

La montée de l'extrême droite au Parlement européen est une évolution inquiétante qui risque grandement d'avoir des conséquences profondes sur l'avenir de l'Union Européenne et les valeurs fondamentales qu'elle garantit. Deux groupes d'extrême-droite, le Groupe des Conservateurs et des Réformistes Européens (ECR) et Identité et Démocratie (ID), ont renforcé leur présence, totalisant respectivement 73 et 58 eurodéputéEs après les élections de 2024. Ces groupes, bien que distincts, partagent des idéologies similaires qui remettent en question les principes d'égalité, de tolérance et de démocratie qui sont au cœur du projet européen.

Historiquement, les votes des éluEs d'extrême-droite au Parlement européen ont souvent été en opposition avec les valeurs progressistes. Le Rassemblement National au Parlement Européen a voté contre le plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au sein des institutions en 2021, contre le plan d'action pour l'égalité entre hommes et femmes en 2020. En mai 2023, le groupe s'est abstenu sur la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. En juin 2023, aucun élu RN n'a voté pour une résolution visant à traiter avec plus de transparence les cas de harcèlement sexuel au Parlement européen. En 2020, les eurodéputéEs RN ont voté contre une résolution rappelant l'écart de salaire entre les femmes et les hommes, et en 2024, iels ont voté contre des normes visant à promouvoir l'égalité des chances entre les sexes au travail.

Concernant les droits des personnes LGBTQ+, les eurodéputéEs du RN ont voté contre ou se sont abstenuEs sur plusieurs textes visant à protéger ces droits. En 2021, iels ont voté contre une résolution dénonçant les violations des droits des citoyens LGBTQ+ en Hongrie et contre la proclamation de l'UE comme une zone de liberté LGBTQ+. Iels ont également voté contre ou se sont abstenuEs sur plusieurs autres textes visant à protéger les droits LGBTQ+, incluant une résolution alertant sur la multiplication des crimes homophobes dans l'UE.

Les partis d'extrême droite adoptent souvent une position climato-sceptique et collaborent avec les multinationales pour empêcher toute mesure favorable à une rupture écologique. Leur opposition systématique aux politiques écologiques entrave les efforts de l'UE pour lutter contre le changement climatique et protéger la biodiversité.

Avec leur nombre accru de sièges, les groupes d'extrême-droite comme ECR (Conservateurs et Réformistes Européens) et ID (Identité et Démocratie) peuvent désormais exercer une influence significative sur les politiques de l'Union Européenne. Leur capacité à bloquer ou diluer des réformes progressistes est renforcée, ce qui pourrait entraver les initiatives visant à promouvoir l'égalité, à protéger les droits des minorités, et à soutenir des politiques climatiques ambitieuses. Leur influence se fait également sentir dans la formation de coalitions gouvernementales dans plusieurs pays européens, ce qui modifie le rapport de force au sein du Conseil européen, où se prennent les décisions les plus importantes. La future influence que l'extrême droite pourrait avoir et surtout les alliances qu'elle renforcera avec la droite menacent de remettre en cause les progrès obtenus pour l'environnement et pour les droits humains, les droits sociaux et ceux des minorités, en matière de libertés et de protection de la biodiversité notamment.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

À ces problèmes d'alliances s'ajoute la question du respect de l'état de droit, valeur fondamentale de l'Union Européenne que les États membres, affectés par la montée de l'extrême droite, pourraient violer. L'état de droit est un principe essentiel de l'Union Européenne, assurant que toutes les autorités agissent dans le respect de la loi, avec des principes de légalité, protection juridictionnelle effective, séparation des pouvoirs et égalité devant la loi. L'UE peut sanctionner les États membres qui violent ces principes, mais pour certaines sanctions, un vote à l'unanimité des États membres est nécessaire. La majorité des partis européens souhaitent supprimer ce droit de veto afin de faciliter les sanctions, mais le Rassemblement National (RN) s'y oppose. Le RN défend le droit de veto car sa suppression permettrait de sanctionner plus facilement les États membres dirigés par l'extrême droite, qui, souvent, enfreignent les principes de l'état de droit. Le programme discriminant et anti-démocratique des partis d'extrême droite les entraîne nécessairement à violer ces principes, et sans le droit de veto, ils seraient davantage exposés aux sanctions de l'UE.

Cette opposition du RN à la suppression du droit de veto n'est pas une défense de la démocratie, mais une stratégie pour protéger les régimes d'extrême droite en Europe. Ces régimes, en raison de leurs valeurs anti-démocratiques, sont souvent en conflit avec les principes de l'état de droit. Leur maintien au pouvoir devient plus difficile sans le droit de veto pour bloquer les sanctions.

Ainsi, la position du RN met en lumière un conflit fondamental entre les efforts de l'UE pour défendre ses principes essentiels et la protection des régimes d'extrême droite par des mécanismes comme le droit de veto. Cette situation complique la capacité de l'UE à assurer le respect de l'état de droit parmi ses membres, un défi crucial à l'heure où les valeurs démocratiques sont de plus en plus menacées.

En France

Les partis d'extrême-droite

L'extrême droite parlementaire est constituée de différents partis qui concourent aux différentes élections, aussi bien locales, nationales ou européennes.

Le Rassemblement National (RN)

À sa création en 1972, le Front National était composé de groupuscules fascistes dont les cadres avaient une image entachée par la collaboration avec le pouvoir nazi et le régime de Vichy. Pour créer une vitrine, ils ont mis en avant le plus modéré d'entre eux, Jean-Marie Le Pen, fondateur du Front national. Celui-ci est définitivement exclu du parti en août 2016 par sa fille Marine Le Pen qui reprend les rênes du parti et engage une stratégie dite de « dédramatisation ». Le parti est renommé Rassemblement national en 2018.

Le poids politique du FN/RN est en train d'évoluer. Entre 1988 et 2002, ils ont obtenu en moyenne 15% des voix lors des élections présidentielles, ce qui leur a permis d'accéder au deuxième tour en 2002. Cependant, ils ont connu un recul en 2007 (toujours avec Jean-Marie Le Pen) suivi d'une montée à partir de 2012 (la première candidature de Marine Le Pen), obtenant respectivement 17% en 2012, 21% en 2017 et 23% en 2022. Lors de ces deux dernières élections, Marine Le Pen est passée au deuxième tour où elle a obtenu respectivement 33,9% et 41,46% des voix.

Evolution des votes pour le Front-Rassemblement National depuis 1974

	Candidat	1er tour			2d tour		
1974	J.M. Le Pen	190 921	0,75%	7e			
1981							
1988	J.M. Le Pen	4 375 894	14,39%	4e			
1995	J.M. Le Pen	4 570 838	15,00%	4 ^e			
2002	J.M. Le Pen	4 804 713	16,86%	2e	5 525 032	17,79%	2e
2007	J.M. Le Pen	3 834 530	10,44%	4e			
2012	M. Le Pen	6 421 426	17,90%	3e			
2017	M. Le Pen	7 678 491	21,30%	2e	10 638 475	33,90%	2e
2022	M. Le Pen	8 133 828	23,15%	2e	13 297 760	41,46%	2e

Nb. de voix % de voix Class.

Au premier tour des élections législatives, le nombre de voix pour le FN/RN est passé d'un peu moins de 3 millions en 2017 à plus de 4 millions en 2022, ce qui a conduit à une augmentation de 8 à 89 sièges en à peine 5 ans.

Au Parlement européen, le FN/RN réalise son meilleur score jusque-là en 2014 avec 24% des voix (soit 24 sur 74 sièges), et en 2019, ils gagnent un peu moins de 500 000 voix supplémentaires, ce qui leur a valu 23 sièges sur 74 en raison du nombre total de voix.

Aux élections européennes du 9 Juin 2024, le RN remporte sa victoire historique avec plus de 30% des voix ainsi que 30 députéEs au Parlement européen en faisant le plus gros parti national au sein du groupe européen ID. Le RN passe ainsi largement devant le parti de la majorité présidentielle, qui lui récolte un peu plus de 14% des voix et 13 sièges.



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Reconquête

Ce parti est créé ex nihilo pour l'élection présidentielle de 2022 par Éric Zemmour qui, en tant qu'ex-journaliste et polémiste de plateau TV propose un discours qui génère du bruit médiatique. Eric Zemmour a été condamné à de multiples reprises pour des incitations à la haine. N'ayant pas de base militante, il ouvre grand les portes de son mouvement à des militants venus de groupuscules radicaux ou d'anciens militants du FN déçus par la stratégie de « dédiabolisation » menée par Marine Le Pen, ainsi qu'à ceux de la Manif pour Tous. Il obtient également l'adhésion d'anciens membres du parti Les Républicains. L'appui principal du parti provient des médias du groupe Bolloré.

Ce parti politique a participé aux élections présidentielles de 2022, où son candidat Éric Zemmour a obtenu près de 2 500 000 votes. Bien que les résultats obtenus au premier tour des élections législatives de la même année ne leurs aient permis d'accéder au deuxième tour et à des sièges à l'Assemblée Nationale, le parti a réussi à obtenir 4,24% des voix au niveau national.

Aux élections européennes de 2024, la liste "La France Fièrè" avec Marion Maréchal en tête de liste obtient 5 sièges avec plus de 5% des voix. Sur leurs tracts et affiches on peut y voir les valeurs prônées et assumées de nationalisme, de souverainisme et d'ultralibéralisme.

Parti de la France

Ce parti est à la frontière extra-parlementaire / parlementaire. Il est présent dans des élections locales, souvent au sein de coalitions. Fondé par Carl Lang, il regroupe des exclus et déçus du FN de la période Jean-Marie Le Pen. Le Parti de la France a soutenu Reconquête aux élections présidentielles et législatives de 2022, et Marine le Pen au second tour des présidentielles.

Debout la France

Constitué autour de Nicolas Dupont-Aignan, il a glissé au fil des années de la droite réactionnaire à l'extrême droite. Son fondateur siège à l'Assemblée nationale depuis 2007, mais n'appartient pas au groupe RN, contrairement à trois anciens cadres de son parti, élus sous étiquette RN aux législatives de 2022

Les différences entre les "deux" extrêmes droites

Les extrêmes droites présentent des nuances et des différences entre elles. Certaines de ces distinctions placent certains partis ou personnalités comme étant plus radicaux ou extrémistes que d'autres sur certains sujets.

En France, bien qu'il existe un contexte qui explique l'existence de Reconquête, on trouve également des divergences de positions par rapport au Rassemblement national, tant au niveau programmatique que stratégique. Alors que le RN a mené sa stratégie de dédiabolisation et de normalisation, certaines de ses positions ont été mises de côté (sans forcément être modifiées), mais d'autres ont évolué au fil du temps (voire récemment). La stratégie du RN consiste à s'adresser à un public plus large que celui de l'extrême droite traditionnelle qui l'a toujours soutenu. Pour ce faire, depuis les années 1990, ils ont adopté le slogan « Ni droite ni gauche, Front national ». Encore aujourd'hui, Marine Le Pen appelle « aux patriotes de droite et de gauche pour engager le redressement dont la France a besoin ».

De son côté, Reconquête met fortement en avant une identité de "droite". L'idée de se présenter comme la "vraie" droite présente une différence substantielle avec le RN. Alors que le RN ne se revendique pas explicitement comme faisant partie de la droite lors des campagnes électorales, Reconquête affirme être «la droite qui tiendra parole» et «ne baissera pas les yeux », et souhaite «faire basculer l'Union européenne, tenue par le centre et la gauche, vers la vraie droite». Sur le plan économique, il est important de souligner des différences significatives. Alors que le Rassemblement national défend actuellement une économie moins ouverte avec une intervention plus importante de l'État, Reconquête adopte des positions plus libérales. En matière de politique extérieure, le Rassemblement national a historiquement été proche de la Russie de Vladimir Poutine. Le financement provenant de la Russie pour la campagne de Marine Le Pen en 2017 a également eu un impact sur les positions floues du RN face à l'invasion de l'Ukraine par ce pays. En revanche, du côté de Reconquête, il y a toujours eu une condamnation très ferme de la Russie, affirmant que «l'agresseur est Vladimir Poutine».

Ces différences sont liées aux alliances européennes de chacun de ces partis. Le Rassemblement national est intégré au groupe Identité et Démocratie (ID), tandis que Reconquête fait partie du groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE). ID, dirigé par Matteo Salvini, est plutôt considéré comme un parti populiste, tandis que les CRE de Giorgia Meloni sont un groupe plus ancré dans la tradition conservatrice britannique.

Les différences entre ces deux groupes politiques se retrouvent sur les mêmes sujets qui divisent le Rassemblement national et Reconquête, bien que les groupes politiques européens soient assez divers dans leur composition.

Les CRE, dont fait partie le groupe d'Eric Zemmour, ont historiquement regroupé des partis ayant des positions considérées comme plus "atlantistes", c'est-à-dire alignées sur les positions géopolitiques promues par l'OTAN et concrètement par les États-Unis. Les visions économiques des CRE s'inscrivent dans le libéralisme européen, tandis qu'ID est en général en faveur d'une présence plus forte de l'État dans l'économie. Néanmoins, ces deux partis et leurs alliés européens convergent sur des idées nationalistes, traditionalistes, islamophobes, de rejet de la migration, de mise en question de l'état de droit et d'inaction face au changement climatique.

La montée en puissance

La montée en puissance de l'extrême droite en France s'est intensifiée ces dernières années, marquée par plusieurs événements et changements significatifs. Le passage du Front National (FN) au Rassemblement National (RN) a symbolisé une tentative de "dédiabolisation" de l'image du parti, visant à attirer un électorat plus large. Ce changement de nom et de stratégie a été accompagné par la montée du parti Reconquête, fondé par Éric Zemmour, qui a aussi capté une part de l'électorat d'extrême droite.

Aux élections municipales de 2020, le RN a également réussi à conserver plusieurs de ses bastions et à gagner de nouvelles communes. Parmi les villes conservées figurent Fréjus, Hénin-Beaumont, Le Pontet, Beaucaire, Hayange, Villers-Cotterêts, Camaret-sur-Aigues, Cogolin (ex-RN), Béziers (soutenu par le RN), et Orange (Ligue du Sud). Les nouvelles villes gagnées incluent Perpignan, Bruay-la-Buissière, Moissac, Morières-lès-Avignon, Mazan, et Bédarrides.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Lors des élections présidentielles de 2022, le RN a atteint un score de 41,45 % au second tour, représentant 13 288 686 voix, un résultat qui montre une progression significative par rapport aux élections précédentes. Au premier tour, le RN a obtenu 23,15 % des voix (8 133 828 voix), tandis que Reconquête a recueilli 7,07 % (2 485 226 voix) et Debout la France 2,06 % (725 176 voix).

Concernant les élections législatives de 2022, le RN a connu une forte augmentation du nombre de ses députés à l'Assemblée nationale, passant de 8 sièges en 2017 à 89 sièges sur 577, un nombre record pour le parti. Ce résultat témoigne d'un enracinement plus profond du RN dans le paysage politique français, leur permettant d'exercer une influence plus grande au sein des institutions législatives.

Ces résultats montrent une montée en puissance de l'extrême droite en France, à la fois en termes de représentation parlementaire et d'influence électorale, posant de nombreux défis pour l'avenir de la politique française et la défense des valeurs républicaines.

L'extrême-droite dans les institutions politiques françaises

L'Assemblée Nationale

Avant la dissolution de l'Assemblée nationale par le président Emmanuel Macron, le parti représentant l'extrême droite était celui du Rassemblement National. Aux dernières élections législatives celui-ci avait obtenu 89 députés français sur les 577 lors des dernières élections législatives, et devenant ainsi le deuxième parti politique de l'hémicycle, avec notamment comme figures majeures du parti y siégeant, Marine Le Pen, Sebastien Chenu, ou encore Jean-Philippe Tanguy.

C'est à ces élections que le Rassemblement National a connu sa progression la plus historique dans les institutions de la Ve République avec une élection de 80 députés supplémentaires.

Cela a notamment eu pour conséquence de leur permettre d'intégrer le bureau de l'Assemblée Nationale avec l'élection de deux Vice-présidents.

Au Sénat

Le Sénat, quant à lui, a encore peu de parlementaires de parti d'extrême-droite avec un sénateur Reconquête et 3 du Rassemblement National sur un total de 348.

Néanmoins même si le Sénat est encore épargné d'une certaine progression de l'extrême-droite dans les rangs de son hémicycle, une progression de ses idées apparaît de plus en plus dans les différents discours, comme nous avons pu le voir récemment lors des débats autour de la loi immigration. Par ailleurs, l'extrême droite étant de plus en plus présente dans les collectivités territoriales, il n'est pas exclu qu'un nombre plus important de sénateurs RN et Reconquête arrive au Sénat en 2026.

Dans les territoires

Bien que l'on constate une montée de l'extrême droite au niveau national, le niveau plus local n'est pas non plus épargné. Par exemple, lors des dernières élections municipales en 2020, l'extrême droite et notamment le Rassemblement National a réussi à obtenir 16 communes au total, dont 7 nouvelles, soit presque 50% de plus. Parmi ces villes, le Rassemblement National a pu conserver des villes comme Hénin-Beaumont, Fréjus, Le Pontet, Beaucaire, Hayange, Villers-Cotterêts, Camaret-sur-Aigues, Cogolin (dirigée par un homme ayant rejoint Reconquête), Béziers, dont le maire est soutenu par le Rassemblement National, et Orange, dont le maire appartient à la Ligue du Sud, qui est un parti d'extrême droite.

Sinon, concernant les villes gagnées, il y a Perpignan, première ville de plus de 100000 habitants que le parti réussit à obtenir depuis 1995, Bruay-la-Buissière, Moissac, Morières-lès-Avignon, Mazan et Bédarrides. Cela nous montre bien que le Rassemblement National, au-delà d'être une menace au niveau national, est aussi une menace au niveau local. Parfois, l'engouement pour le Rassemblement National commence même au local.

Au global lors de ces élections, 8 des 12 listes conduites par des maires sortants du Rassemblement National ou proche du Rassemblement National sont réélues, et 4 de ces communes ont vu le maire sortant être réélu avec un pourcentage de voix plus élevées qu'aux municipales de 2014. Ce résultat est d'autant plus alarmant quand on sait qu'en 2014 le Rassemblement National avait présenté 600 candidats aux municipales, contre 400 en 2020, majoritairement dans le Grand Est, dans les Hauts de France et dans l'arc méditerranéen. Cela montre que même sans faire d'efforts le Rassemblement National a réussi à obtenir 16 communes en France.

En Centre Val de Loire, le RN a pris la parole en Conseil Régional pour demander de couper les financements au CRAJEP, qui organise des journées de lutte contre les idées des extrêmes droites, en justifiant qu'ils ont une activité politique et donc ne mérite pas les subventions du CR. Cela nous montre une fois encore la dangerosité de l'extrême droite au niveau local, qui coupe des subventions à des associations qui ne sont pas en accord avec leurs idées, ce qui plonge petit à petit nos territoires dans l'obscurantisme.

Groupuscules d'extrême-droite

L'extrême-droite est organisée en de nombreux groupuscules, aux modes d'actions souvent violents. Ces groupuscules sont présents dans une majorité de villes : [Carte interactive](#)

Ces groupuscules d'extrême droite ont des modes d'action violents : [Carte de 2021](#)

Pour schématiser, cette « extrême droite extra-parlementaire » peut se diviser en quatre grands courants de pensée.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Les identitaires

Ils et elles ont pour obsession la théorie raciste et xénophobe du « grand remplacement ». Ses figures militantes les plus connues aujourd'hui sont Damien Rieu et Thaïs d'Escufon. Cette mouvance a pris fait et cause pour Reconquête et Éric Zemmour durant la dernière campagne présidentielle.

Leur principale structure politique était Génération Identitaire (GI). GI voulait être le "Greenpeace de l'extrême droite", c'est-à-dire faire des coups de communication pour rentrer dans le débat public, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas violents et dangereux. GI a été dissout en 2021 à la suite de son action « anti-migrants » au col de l'Échelle à la frontière franco-italienne. « Cette association et certains de ses militants doivent être regardés comme tenant un discours de haine incitant à la discrimination ou à la violence envers des individus en raison de leur origine, de leur race et de leur religion » et, « par sa forme et son organisation militaires », GI « peut être regardée comme présentant le caractère d'une milice privée », justifiait alors M. Darmanin dans le décret de dissolution.

Depuis la dissolution de GI, d'autres groupes, multiples et plus locaux, ont pris sa place, comme Argos France, Les Remparts à Lyon, ou encore les régionalistes de La Ligue du Midi. A noter, également le collectif parisien Némésis qui est l'un des rares groupuscules féminins d'extrême droite, dans un espace politique extrêmement sexiste et masculiniste.



Les monarchistes

Ils sont liés à l'Action française, plus vieux groupuscule d'extrême droite en France. Certains de ses membres - notamment Charles Maurras, sa figure intellectuelle principale - ont rejoint la collaboration durant l'Occupation. « L'Action française est aujourd'hui quasiment la seule école de formation des jeunes cadres et militantEs d'extrême droite, auxquels elle donne une architecture et une culture politiques. La plupart rejoignent ensuite les rangs du RN, de Reconquête, parfois des Républicains et de Renaissance » affirme le média StreetPress, spécialiste de l'extrême droite. Ces groupuscules monarchistes se retrouvent un peu partout en France. Dans la région rennaise, le groupuscule royaliste l'Oriflamme s'est illustré négativement par sa grande violence et ses actions anti-LGBTQIA+. Plus anecdotiques qu'inquiétants : les membres du Lys Noir se réclament de "l'anarcho-royalisme" ou encore le micro-parti Alliance royale.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Les nationaux révolutionnaires

Ce sont des néo-fascistes qui, si on veut résumer à gros traits, se réclament de Mussolini, sont adeptes du salut nazi et de la baston, ils reprennent aussi les codes notamment vestimentaires du hooliganisme. Leurs influences politiques sont multiples et confuses, et ne forment pas une idéologie structurée, mais un amas d'idées teintées par le racisme, l'antisémitisme et le nationalisme ou encore le paganisme. Le groupe le plus connu est le GUD Paris ou Groupement Union Défense, dont certains fondateurs sont des amis de longue date de Marine Le Pen. Il en existe d'autres, très similaires, dans de nombreuses villes françaises. On peut citer les Parisiens de la Division Martel, les Vandal Besak à Besançon, Clermont non conforme à Clermont-Ferrand, les Zoulous Nice ou encore Bordeaux Nationalistes et les Korrigans Squad Rennes. Ils remplacent progressivement les groupuscules skinheads qui sont en voie de disparition. Ils en gardent néanmoins, en partie, les codes et les signes de reconnaissance, le tout mêlé de référence au hooliganisme.

Les catholiques d'extrême-droite

Ils se répartissent (schématiquement) en deux familles. D'une part, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X, très structurée, traditionaliste, fermée et discrète, mais bénéficiant d'un maillage territorial extrêmement fort. Elle forme une vraie contre-société (églises, établissements scolaires, maisons de retraite, entreprises). Le site "[La Porte Latine](#)" recense de manière quasi-exhaustive les lieux liés à Saint-Pie-X. Ils sont contre les droits des personnes LGBTQIA+, ultra conservateurs sur les questions d'éducation (et de religion bien-sûr).

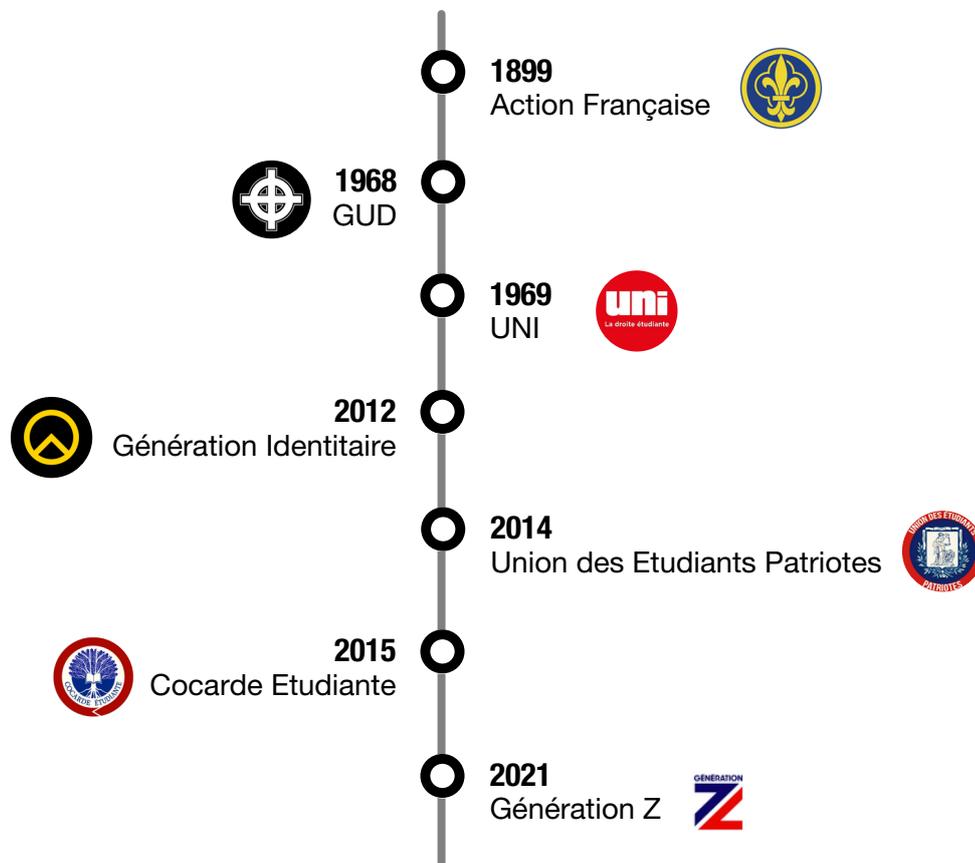
D'autre part, les « nouveaux croisés ». Ils sont catholiques prosélytes et identitaires. Ils défendent une vision de la France chrétienne et blanche. Certains de ses membres appellent à s'armer pour défendre une civilisation qu'ils jugent attaquée, et sont adeptes de la théorie raciste et islamophobe du « Grand remplacement ». On peut citer Civitas (dissout en 2023), l'Academia Christiania ou l'Alvarium à Angers (dissout en 2021 mais recréé sous le nom de Rassemblement des étudiants de droite).

Les liens entre les groupuscules extra-parlementaires et les partis politiques

Si la stratégie du « RN dédiabolisé » tente de vendre l'image d'un parti prenant ses distances avec les groupuscules radicaux et violents, les liens restent à ce jour importants. De nombreux (jeunes) collaborateurs parlementaires sont passés par l'Action française ou Génération identitaire. Et plusieurs cadres ont (eu) des liens avec les différents groupuscules : le maire RN de Fréjus, David Rachline est passé par Égalité et Réconciliation. Caroline Parmentier, l'ancienne chargée de communication de Marine Le Pen, a dirigé l'ancien quotidien catholique et antisémite Présent. Elle est aujourd'hui députée RN.

Marine Le Pen elle-même n'a jamais coupé les ponts avec Axel Loustau et Frédéric Chatillon, « anciens piliers du GUD » : le RN fait appel à leurs sociétés pour gérer sa communication et ses campagnes, dont la société e-Politic qualifié de « pôle de communication externalisé du parti » dans une enquête du Monde de juillet 2023. L'actuel président du RN Jordan Bardella est également, d'après Libération, intimement lié à la « GUD connection ».

Mouvements jeunes et place dans les Universités



L'UNI (Union Nationale Inter-Universitaire)

De son nom complet Union Nationale Inter-universitaire, cette organisation étudiante a été fondée en 1969. Cette organisation se disant représentative des étudiants a été initialement fondée par Jacques Rougeot qui n'est pas étudiant mais professeur d'université à Paris IV.

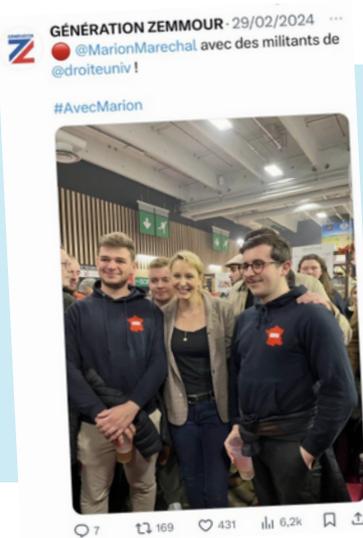
L'organisation s'est fondée à la suite des événements de mai 68 pour lutter contre la loi Faure en préparation. Celle-ci multipliait, à leurs yeux, les compromis à l'adversaire (la gauche étudiante) et créait du désordre au lieu de rétablir l'autorité dans les universités.

Très longtemps, dans ses revendications politique celle-ci était essentiellement affiliée au parti politique de l'UMP aujourd'hui appelé Les Républicains. Néanmoins depuis sa création l'organisation a toujours gardé des liens proches avec l'extrême-droite et notamment le GUD comme en 1980 où des actions musclées étaient menées conjointement pour débloquent les facs.

Néanmoins cette extrême-droitisaiton se retrouve aujourd'hui également dans la ligne politique de l'organisation notamment en appelant à voter Marine Le Pen aux dernières élections présidentielles ou sur un volet plus étudiant en montrant aujourd'hui publiquement ses liens avec des partis politiques jeunes d'extrême-droite comme Génération Z ou le RNJ.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Cette extrême droitisation s'est aussi illustrée lors des élections européennes de 2024, durant lesquelles des antennes locales de l'UNI, comme UNI Nice, ont appelé à faire voter "la droite dimanche" en mettant en photos de leurs militantEs locaux à des meetings de Marion Maréchal Le Pen et de Jordan Bardella. Nous pouvons voir avec Marion Maréchal Le Pen un responsable national de l'UNI.



La Cocarde Étudiante

Créée en 2015 à l'université de Paris-Panthéon Assas, la Cocarde Etudiante est désormais présente dans vingt-deux universités en France et a présenté des listes dans 13 CROUS pour les élections de février 2024, alors qu'en 2021 il n'y avait que Lyon et Paris.

Les préférences politiques de la Cocarde oscillent entre Reconquête et le Rassemblement national : pour les élections CROUS 2024 les deux partis ont soutenu les listes Cocarde. Le RN n'hésite d'ailleurs pas à recruter directement parmi ses membres : l'ancien président de la Cocarde, Luc Lahalle, a été assistant parlementaire de Jordan Bardella. Ou encore plus récemment, l'ancien secrétaire générale de la Cocarde, Pierre-Romain Thionnet, se présente en 23ème position sur la liste du RN pour les élections européennes.

La Cocarde, à la suite des élections européennes de 2024 a revendiqué comme victoire les résultats du Rassemblement National et de Reconquête ! Au vu des élections législatives de juin 2024 La Cocarde a aussi assurée leur soutien militant lors de cette campagne électorale : "Nous nous tenons à la disposition des candidats patriotes pour leur fournir un appui militant qui prendra toutes les formes nécessaires".



fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

L'Action Française

L'Action Française est un mouvement politique et intellectuel français fondé à la fin du XIXe siècle par Charles Maurras. Celui-ci a exercé une influence significative sur la scène politique française au cours de la première moitié du XXe siècle.

L'idéologie de l'Action Française est principalement monarchiste, nationaliste et antiparlementaire. Elle prône le retour à une monarchie traditionnelle et à un État fort, considérant que la démocratie parlementaire est responsable des maux du pays, notamment de l'instabilité politique et de la décadence morale dans un contexte d'avant-guerre. Le mouvement s'oppose également au libéralisme économique et aux idéologies perçues comme subversives par celui-ci, telles que le socialisme et le communisme. L'Action Française est également fortement nationaliste, mettant l'accent sur la défense d'une identité nationale française, d'une culture et d'une langue qui les représentent. Elle s'oppose à l'internationalisme et aux influences étrangères jugées néfastes pour la France.

Le mouvement est actif dans divers domaines, y compris la politique, la littérature, la philosophie et le journalisme. Les idées du mouvement sont régulièrement publiées à travers un journal, appelé aussi "Action Française", qui est leur organe de diffusion principal.

Pendant une partie du XXe siècle, l'Action Française a été un acteur majeur de la vie politique française jusqu'à décliner après la Seconde Guerre mondiale, en raison de son association avec le régime de Vichy et de sa condamnation par l'Église catholique dû à sa doctrine. Malgré cela, certaines de ses idées continuent encore d'exister aujourd'hui en France à travers de nouvelles organisations plus modernes.

Nemesis

Ce groupe d'extrême droite s'est formé en France en 2019.

Le « Collectif Némésis », principalement actif en France depuis sa création en 2019 mais aussi présent en Suisse romande depuis juin 2011, est un groupe d'action identitaire et d'extrême droite se réclamant également de féminisme identitaire. Il est connu pour son militantisme agressif et radical, ainsi que pour ses liens avec des idéologies nationalistes et racistes.

Ce collectif est souvent associé à des actions violentes, des attaques contre des personnes ou des lieux perçus comme étant en opposition à leurs idéaux. Ils peuvent également se livrer à des activités telles que la propagande en ligne, la diffusion de discours de haine et la promotion de la violence contre des groupes minoritaires.

Le collectif est généralement associé à des idéologies nationalistes, racistes et xénophobes. Ils prônent souvent des politiques anti-immigration, anti-islam et anti-minorités. Leur rhétorique est souvent teintée de suprémacisme blanc et de discours de haine. Récemment, le collectif a commencé à afficher une tendance anti-LGBTQIA+, en collaborant avec diverses figures de proue de lutte contre les droits LGBTQIA+.



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Le Collectif Némésis est connu pour ses actions violentes, y compris des agressions physiques contre des opposants politiques, des militants antifascistes et des minorités. Ils ont également été impliqués dans des attaques contre des lieux fréquentés par des communautés minoritaires, comme des mosquées ou des centres culturels. Le collectif utilise souvent les médias sociaux et les plateformes en ligne pour diffuser sa propagande et recruter de nouveaux membres. Leurs publications peuvent contenir des discours de haine, des appels à la violence et des théories du complot.

En raison de leurs activités violentes et de leur extrémisme, le Collectif Némésis est surveillé de près par les autorités françaises et est souvent l'objet d'enquêtes pour des infractions liées à la haine ou à la violence. Le groupe est également condamné par de nombreux secteurs de la société française, y compris par des organisations gouvernementales, des groupes de défense de l'Homme et des groupes antifascistes en raison de leur nature extrême et de leur impact négatif sur les droits et la sécurité des personnes.

Ils peuvent avoir des liens avec d'autres groupes d'extrême droite en France et à l'étranger, partageant des idéologies similaires et parfois collaborant dans des actions ou des manifestations.

Le Groupe Union Défense - dit GUD

Créé en 1968 à la faculté de Droit d'Assas, le GUD ne s'est pas formé uniquement en réaction à mai 68. Elles renvoient d'abord à l'échec de la tentative de coup d'État d'avril 1961, qui avait provoqué une rupture d'une partie de la jeunesse néofasciste avec la voie terroriste, puis une scission de la Fédération des Étudiants Nationalistes (FEN) donnant naissance au Mouvement Occident en 1964, rassemblant ceux qui refusaient l'abandon de l'activisme et souhaitaient faire le coup de poing contre les étudiants de gauche. Si Occident n'a pas été dissous en juin 1968, la tentation terroriste qui le saisit à la rentrée universitaire provoque finalement son interdiction. Vient alors l'objectif de réunifier ces militants au travers de la création d'une union syndicale étudiante permettant de contourner les délits de réunifications des mouvements nationalistes dissous.

Se crée donc l'Union Droit qui se transformera vite en GUD. En printemps 1969, débute les premiers tractages à l'Université de Vincennes, un objectif principal, provoquer les mouvements de gauches pour ensuite réaliser des repréailles et très vite né l'objectif que le GUD soit le fer de lance activiste du combat anti-gauchiste. Selon les RG, les chefs du GUD et de L'Élite européenne (fondée par d'ex-Occident) veulent lancer un Centre de Rassemblement National par des attaques contre des toxicomanes, des cinémas pornographiques, des facultés classées à gauche, tout en laissant des lycéens sans casier judiciaire se faire arrêter afin que le mouvement unitaire qu'ils veulent fonder bénéficie de martyrs.

C'est à ce moment-là que le GUD s'auto-dissout. Des groupuscules vont alors essayer de s'imposer, mais la "marque GUD" va être relancée lors des manifestations contre le projet de loi Savary en 84 sur l'école privée. Parce qu'il y a de l'activisme, parce qu'il y a de la violence dans les manifestations, le nom GUD va être relancé, avec l'accord des aînés. C'est à cette période-là que le GUD va créer des branches de son organisation pour pouvoir poser des listes notamment à Assas, Perpignan ou Sciences Po, avec sa branche UED, Union des Étudiants de Droite, prônant l'union des droites, sur laquelle figurait le nom de Nathalie Loiseau, tête de liste LREM aux élections européennes. Ça fonction syndicale reste assez faible.



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

En 1993, l'organisation se rapproche du Front National de la Jeunesse et du Front national. Dès 1994, Frédéric Chatillon, directeur du GUD, se rapproche de Moustapha Tlass, ministre de la Défense syrien. Le régime de Hafez el-Assad finance les activités du GUD. Frédéric Chatillon assurera la propagande du régime syrien, y compris sous Bachar el-Assad, pendant la guerre civile syrienne, et les liens entre le GUD et le régime syrien serviront à organiser de nombreux voyages de propagande en Syrie, y compris d'élus français d'extrême droite.

En 1995, le GUD participe à la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen. En juin 1998, le GUD participe à la création d'Unité radicale. À l'automne 1999, le GUD crée l'Union de défense des étudiants et lycéens. Après la disparition d'Unité radicale en 2002, le GUD entre en sommeil. Entre 2004 et 2009, les militants du GUD passent plusieurs années « en immersion » à l'intérieur du Rassemblement étudiant de droite (groupuscule d'extrême droite).

Le 28 octobre 2009, le journal Minute annonce la réactivation du GUD, prévue pour la fin de l'année 2009. Le GUD est relancé en 2010 par Édouard Klein, ancien chef du RED. En février 2010, des étudiants distribuent des tracts « GUD is Back » à l'université d'Assas. À l'automne 2011, une section lyonnaise du GUD est lancée. Très active depuis septembre 2011, elle est principalement implantée à l'université Jean-Moulin-Lyon-III. Début 2012, des journalistes du Monde relèvent un rapprochement entre certains membres du GUD et la section jeunesse du Front national. En mars 2012, le GUD obtient 3,4 % des voix lors des élections étudiantes d'Assas via sa liste UDJ. La journée des élections est marquée par la présence d'une quarantaine de militants du GUD et de l'agression de deux militants de gauche.

De 2010 à 2017 le GUD reste très actif par des actes violents amenant à l'incarcération de nombreux "Gudard" et en protestant violemment dans de nombreuses manifestations à caractère xénophobe, raciste ou lgbtqi+ phobie tel que la "Manif pour tous". En novembre 2014, le GUD organise un congrès européen à Nanterre. Celui-ci accueille des nationalistes radicaux étrangers. En 2017, souffrant de divisions internes suivant le passage à tabac entre deux cadres du GUD, celui-ci est remis en sommeil. C'est en 2018 que renaîtra le GUD à travers le groupuscule "Zouaves Paris".

En 2022, le GUD est réactivé après la dissolution de deux organisations d'extrême-droite parisiennes et réalise alors diverses agressions à l'Université de Nanterre ou encore à la suite d'un match de football en décembre 2022. En 2023 le GUD compte des fichés S et de nombreux néo-nazis. Ils organisent notamment une agression devant un lycée parisien. En 2024 est notamment révélé le souhait du ministre de l'Intérieur de dissoudre l'organisation.



PARTIE 5 - SOCLE IDÉOLOGIQUE DE L'EXTRÊME-DROITE

Principes généraux

Qu'est-ce que le nationalisme ?

C'est un courant politique visant à légitimer le regroupement de personnes présentant les mêmes caractéristiques culturelles et/ou physiques au sein d'un même État, et d'en exclure ceux qui ne correspondraient pas à ces critères donnés.

Pour les extrêmes droites, l'identité correspond à une identité nationale, basée sur des aspects administratifs (passeport), territoriaux (frontières) et culturels (tradition, valeurs religieuses).

Pour les mouvements identitaires, la couleur de peau est une composante à part entière de l'identité. Selon eux, l'identité française est actuellement remise en cause par les personnes qui vivent en France mais qui refusent d'en adopter les codes culturels, et doit donc être réaffirmée et protégée. Par exemple, le programme d'Éric Zemmour aux présidentielles de 2022 promettait une interdiction des prénoms "non-français". Cela s'inscrit dans un enjeu de protection de la civilisation européenne.

Comment s'illustre ce nationalisme du Rassemblement National ?

Concrètement, le nationalisme du RN a des conséquences sur de nombreux points :

- Promotion de politiques qui favorisent l'assimilation plutôt que le multiculturalisme ;
- Renforcement des tensions entre les communautés ;
- Augmentation des discriminations fondées sur l'appartenance ethnique, etc ;
- Impact négatif sur les relations diplomatiques avec les pays membres de l'UE et les institutions internationales ;
- Renégociations de traités et politiques européennes, ayant permis l'harmonisation de certains droits ;
- Potentiel isolement économique de la France (car se retire des accords internationaux) ;
- ...

De ce nationalisme découle naturellement un euroscepticisme, marqué actuellement par une volonté de destruction de l'Union Européenne "de l'intérieur". En effet, alors qu'il y a quelques années l'extrême droite française parlait de Frexit, aujourd'hui l'ambition est plus simple : l'extrême droite commence à s'en emparer afin de la détruire de l'intérieur.

Il est d'ailleurs très facile d'observer des minorités de blocage au Parlement Européen, empêchant de faire avancer des lois ou des combats progressistes.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Et la préférence nationale, c'est quoi ?

La préférence nationale est un concept diffusé par l'extrême droite depuis sa création en 1985. Il propose des mesures discriminatoires contre les personnes étrangères en matière de droits sociaux (logement, emploi, protection sociale). Le Front national a adopté cette idée dès les années 1980.

Comprendre l'Histoire et les conséquences de la préférence nationale pour ne pas la reproduire

Dès la fin du XIXe siècle, entre 1880 et 1930, diverses lois limitent l'accès des personnes étrangères à certains emplois en France. En 1931, une loi vient à restreindre l'entrée des personnes étrangères et limite leur proportion dans les entreprises. Ces mesures, adoptées dans un contexte économique difficile, visaient à protéger le marché du travail français.

Après la Seconde Guerre mondiale, avec la signature de la Convention européenne des droits de l'homme en 1950, la France reconnaît les mêmes droits pour toutes et tous, indépendamment de la nationalité.

Sous la Cinquième République, le Front national adopte la préférence nationale en 1973 et la théorise en 1985. Ce concept devient central dans leur programme. En 1998, Catherine Mégret est condamnée pour discrimination après avoir réservé une allocation de naissance aux seuls FrançaisEs ou EuropéenNEs.

Depuis 2010, Marine Le Pen reformule la préférence nationale en « priorité nationale » en 2012 : le nom change, mais l'idée reste identique et prépondérante dans les discours politiques, avec une acceptation croissante dans la société. Lors de la campagne présidentielle de 2022, Marine Le Pen et Éric Zemmour défendent ce concept. En 2023, la loi "Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration" sur l'asile et l'immigration est vue comme une préférence nationale déguisée.

Cette préférence nationale est corrélée au contrôle et au rejet de l'immigration, qui est une des grandes positions historique et caractéristique des extrêmes droites. Placés sous la théorie du "Grand Remplacement", ces partis ont toujours milité pour la suppression du droit du sol et de l'Aide Médicale d'Etat, la réduction de l'immigration légale, la priorité aux françaisEs pour les aides sociales ou encore l'expulsion des délinquantEs étrangerEs. Récemment, de nouvelles positions émergent telles que les logements étudiants ou encore la sélection au mérite des étudiantEs étrangerEs, comme le sous-entend le Plan Bienvenue en France adopté en 2019. Ces idées, qui restent celles des extrêmes droites, ont été reprises par d'autres partis, en témoigne le projet de loi immigration récemment adopté.

Dans les programmes d'Éric Zemmour notamment, on observe même la suppression de droits fondamentaux qui « attirent les immigrés ». Au-delà des prestations sociales, le rejet de l'immigration se fait dans toutes les sphères culturelles et financières : les plats à la cantine, les codes vestimentaires, la provenance des produits, l'enseignement des langues étrangères, les lieux de culte interdits...

En 2024, Jocelyn Dessigny, député du RN a dit : « Nous voyons pousser les fleurs du mal de la région parisienne avec les trafics de drogues, la hausse de la criminalité, l'expansion de la prostitution et du trafic d'armes », a développé le parlementaire, fier d'établir un « lien entre ces crimes et l'augmentation de la population subsaharienne qui nous vient d'Ile-de-France. [...] Allons-nous rester les bras croisés devant ce problème ? »



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Lors des meetings du Rassemblement National dans la première moitié de l'année 2024, lorsque les questions autour des politiques migratoires sont posées, on observe le public plus mobilisé, notamment à travers le slogan "on est chez nous". Après le vote du projet de loi immigration, l'entièreté des députés du RN se félicitent d'une "victoire idéologique", car le texte comprenait des positions "historiques".

FOCUS - La théorie du grand remplacement, un pilier idéologique réunissant toute l'extrême droite

Cette théorie complotiste, xénophobe et islamophobe du « grand remplacement », ou de la « submersion migratoire », a été inventée par l'auteur français Renaud Camus et s'inscrit dans le courant de pensée du « suprémacisme blanc ».

Sur les dix dernières années, cette théorie a contribué à créer des ponts et des convergences affinitaires entre les différents mouvements d'extrême droite, tant en France qu'à l'étranger. Les identitaires, les catholiques intégristes de l'Action française, le RN et Reconquête, et même une partie des Républicains, ont épousé cette thèse.

La reprise de cette théorie complotiste par plusieurs candidatEs à la présidentielle de 2022 et sa diffusion par des médias d'audience nationale ont marqué une « victoire culturelle » pour les idéologues de la Nouvelle droite (voir ci-après). « Le grand remplacement » a également été évoqué dans des revendications d'attentats racistes et islamophobes, comme à Christchurch en Nouvelle Zélande en 2019...

Les stéréotypes sur l'immigration sont nombreux et souvent basés sur des idées reçues plutôt que sur des faits. Voici quelques-uns des stéréotypes les plus courants :

Les personnes immigrées prennent les emplois des locaux

Ce stéréotype suppose que les personnes immigrées occupent les emplois des "natifs", augmentant le chômage parmi les résidentEs locauxALES. Cependant, les études montrent que les personnes immigrées occupent souvent des postes que les locauxALES ne veulent pas ou ne peuvent pas pourvoir, notamment dans les secteurs en tension comme l'agriculture, la construction et les services domestiques

De plus, en 2019, l'Observatoire des inégalités note que plus de cinq millions d'emplois sont inaccessibles aux étrangerEs non européens en France, soit plus d'un emploi sur cinq. Iels ne peuvent pas travailler dans la fonction publique, sauf pénurie, et certains secteurs (police, justice, défense) sont réservés aux FrançaisEs. Dans le secteur privé, environ cinquante professions, comme les notaires et huissierEs, sont également fermées aux non-Européens. L'administration peut refuser à unE étrangerE l'autorisation de travailler si le chômage est élevé, sauf pour les métiers en tension.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Les personnes immigrées coûtent cher aux systèmes de protection sociale

Il est fréquemment avancé que les personnes immigrées sont un fardeau pour les systèmes de protection sociale en bénéficiant de prestations sans contribuer proportionnellement. Or, des analyses économiques indiquent que les personnes immigrées paient plus en impôts et cotisations sociales qu'elles ne reçoivent en prestations, contribuant ainsi positivement aux finances publiques ([Strategie Gouv](#)).

L'historien Benoît Bréville souligne que durcir l'accès aux prestations sociales ne réduit pas les flux migratoires, car les gens migrent principalement pour des raisons de départ (facteurs de push) plutôt que pour des avantages sociaux (facteurs de pull). Par exemple, en Afrique, neuf des quinze principaux pays d'origine des migrants sont en conflit, et beaucoup de migrantEs africains en Europe étaient employéEs ou scolariséEs avant de partir, mais désespéraient de leurs perspectives économiques ([ThoughtCo](#)) ([Africa Center for Strategic Studies](#)).

Il souligne également que même des pays comme les États-Unis, avec peu d'avantages sociaux, attirent de nombreux migrantEs chaque année. Jean Tirole, prix Nobel d'économie, affirme que les étrangers ne « coûtent rien » à l'économie française, car les dépenses pour leurs prestations sociales sont compensées par leurs cotisations. Il ajoute que la main-d'œuvre étrangère est essentielle à de nombreux secteurs.

Les personnes immigrées ne veulent pas s'intégrer

Il est souvent dit que les personnes immigrées ne cherchent pas à s'intégrer ou à adopter les valeurs et normes de la société d'accueil. En réalité, la plupart d'entre elles font des efforts pour s'intégrer, apprendre la langue et participer à la vie sociale et économique de leur pays d'accueil ([Strategie Gouv](#)).

Les personnes immigrées sont principalement des demandeurEUSEs d'asile ou des réfugiéEs

Beaucoup croient que la majorité des personnes immigrées sont des réfugiéEs ou des demandeurEUSEs d'asile. En fait, une grande part d'entre elles se déplace pour des raisons économiques, familiales ou éducatives, et non en raison de persécutions ([Site homepage](#)).

Les personnes immigrées augmentent la criminalité

Ce stéréotype lie immigration et hausse de la criminalité. Toutefois, les recherches montrent que le taux de criminalité n'est pas significativement plus élevé parmi les populations immigrées par rapport aux populations locales. Certaines études suggèrent même que les communautés immigrées peuvent avoir des taux de criminalité plus bas ([Strategie Gouv](#)) ([Site homepage](#)).

Des propositions du Rassemblement National illustrant ces stéréotypes

- Interdiction du port du voile dans certains espaces ;
- Contraindre le regroupement familial et le droit du sol ;
- Supprimer les Agences Régionales de Santé : contrainte ;
- Supprimer les aides sociales non contributives ;
- Supprimer le droit au logement opposable.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Racisme, antisémitisme et islamophobie

L'extrême droite a souvent été associée et porteuse d'idéologies racistes, qui prônent la supériorité d'une race sur les autres et cherchent à exclure ou discriminer des groupes raciaux spécifiques. Aux États-Unis, le Ku Klux Klan (KKK) est un groupe suprémaciste blanc qui a utilisé la violence et la terreur contre les Afro-AméricainEs, les JuifVEs, les immigrantEs et d'autres minorités depuis sa fondation après la guerre civile américaine.

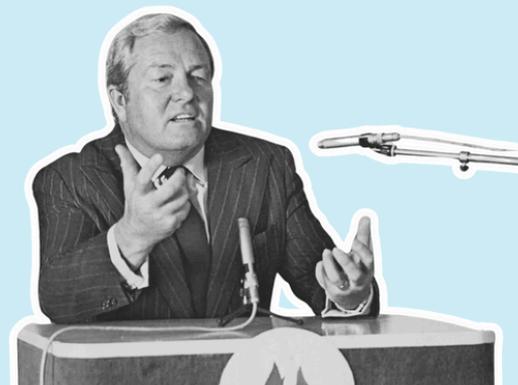
En France, les exemples ne manquent pas non plus. En 1996, Jean-Marie Le Pen a déclaré que les immigréEs algériens en France étaient responsables d'une grande partie de la criminalité. La Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) publie des rapports annuels sur le racisme en France. Ces rapports montrent une corrélation entre la montée de l'extrême droite et l'augmentation des discours et des actes racistes. Par exemple, le rapport souligne l'influence de la rhétorique du RN sur la normalisation des discours de haine. Des membres de groupuscules néo-nazis et skinheads, souvent en lien avec l'extrême droite, ont été impliqués dans des attaques violentes contre des minorités. En 2013, Clément Méric, un jeune militant antifasciste, a été tué par des skinheads néonazis à Paris.

Historiquement, l'extrême droite en France sous Pétain a volontairement déporté des juifVEs, soutenant l'Allemagne nazie d'Hitler qui a commis un génocide juif, la Shoah. Le Rassemblement National s'est fondé sur les restes de cette extrême droite, et l'ensemble des programmes des partis des extrêmes droites se basent sur la peur de l'autre.

“Un détail dans l'histoire”

En 1987, Jean-Marie Le Pen a qualifié les chambres à gaz de "détail" de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, une déclaration pour laquelle il a été condamné à plusieurs reprises.

En 2004, Bruno Gollnisch, un cadre du FN, a remis en question l'existence des chambres à gaz nazies, ce qui a conduit à sa suspension de l'université de Lyon III et à des poursuites judiciaires pour négationnisme.



Instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme : on en retrouve peu, ouvertement, dans les discours des dirigeantEs mais selon une étude menée par l'IFOP : l'existence d'un « complot sioniste à l'échelle mondiale » est validée par 36 % des sympathisantEs du RN ainsi que les mouvements étudiants Cocardes et UNI, proches des mouvements néo-nazis.

Leur participation aux marches contre l'antisémitisme à l'automne 2023, ainsi que des prises de parole dans la presse ou sur les réseaux sociaux, donnent l'impression que le danger est alimenté par les populations arabo-musulmanes. Ainsi, l'extrême droite tente de se dédramatiser par une instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme pouvant faire grimper la xénophobie, notamment envers les populations arabo-musulmanes.



Lors des élections régionales de 2010, une affiche du FN montrait une image de femmes en burqa avec le slogan "Non à l'islamisation de la France", associant l'islam à une menace pour l'identité nationale. Accusé d'incitation à la haine, Jean-Marie Le Pen sera relaxé en 2011

Laïcité et rapport aux religions

Un attachement à des valeurs chrétiennes conservatrices

Les partis comme le RN sont aussi très attachés à la notion de conservatisme et de patriotisme. En témoignent les propositions de Marine Le Pen en 2017 qui prônait le retour de l'uniforme à l'école, mais aussi la lutte contre l'islamisme et le port du voile dans les établissements scolaires, idées toujours d'actualité.

Une laïcité punitive

En ce qui concerne les partis d'extrême droite (Rassemblement National, Reconquête), on remarque une instrumentalisation de la laïcité comme moyen de cibler les populations musulmanes, détournée en une laïcité de contrôle et non de droit. Instrument de lutte contre le voile, mais pas contre les signes ostentatoires des autres religions, la laïcité est ainsi détournée du principe constitutionnel même et utilisée pour cibler directement une population.

Une islamophobie en pleine extension

On note chez les partis d'extrême droite un focus important sur les populations arabo-musulmanes, en tournant un grand nombre de leurs combats autour de cette thématique. Ainsi, qu'il s'agisse de Reconquête ou du Rassemblement National, une grande majorité de leurs prises de paroles sont islamophobes et centrées sur ce sujet.

Remise en question du droit du sol, priorité nationale, contrôles aux frontières, expulsions, ou encore théorie du grand remplacement sont ainsi placés au cœur des médias et des programmes politiques des différents candidats.



“La kippa n'est pas un outil de revendication des fondamentalistes islamistes”. Jordan Bardella

“On est imprégné culturellement de cette religion” Eric Zemmour



12. Éradiquer l'islamisme.

L'islamisme - qui a pour ambition de remplacer nos mœurs et nos lois par d'autres qui reposent sur l'inégalité entre les hommes et les femmes, sur la négation de l'histoire, qui veut mettre fin à la laïcité - et le terrorisme jihadiste poursuivent les mêmes buts.

La proposition de loi visant à combattre les idéologies islamistes...

sécurité des Français qui est en jeu en raison de la progression de l'islamisme et du terrorisme, mais au-delà, la démocratie française.

La lutte contre l'islamisme et le terrorisme ne relève pas du domaine de la sécurité. D'autres politiques publiques doivent y contribuer.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Sécurité et contrôle

Le Rassemblement National a toujours défendu l'ordre, la discipline et la justice. Cela passe notamment par un renforcement de la sécurité nationale et de la militarisation mais aussi récemment par la volonté d'introduire la présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre (en clair, restreindre les cas de poursuites pénales pour usage des armes à feu par les forces de l'ordre), la perpétuité réelle ou encore la vidéoprotection des établissements scolaires (Programme du Rassemblement National pour les présidentielles 2022)

Le 31/03/2024 sur France Inter, Edwige Diaz, députée RN, expliquait qu'elle souhaitait, si le RN arrivait au pouvoir un jour, créer un ministère du contrôle des fraudes sociales.



Vision de la jeunesse

Historiquement le RN est contre les élections étudiantes (à l'époque Jean Marie Le Pen proposait de les supprimer). De plus, ce parti s'oppose aux sciences sociales ou encore aux syndicats ou toute forme d'action collective, qu'elle soit partisane ou non, a fortiori dans les universités. Idem au regard de leurs propositions programmatiques tout ce qui est tutorat, aide aux étudiants précaires, épiceries solidaires... ne les intéresse pas (idée du mérite et du travail individuel, idée que l'état n'est pas là pour aider les plus démunis, et encore moins les étudiants):

- Militarisation
- Contre l'amusement
- Volonté de "punir la délinquance"
- Méritocratie

“La mixité sociale ne peut passer que par la méritocratie, et non par un nivellement par le bas systématique. Bien sûr, nous mettrons en place des bourses au mérite et maintiendront les bourses existantes”

Marine Le Pen

Dans le programme de Jean Marie Le Pen en 2002, le candidat propose “d'appliquer le principe de tolérance zéro” et de “démanteler les bandes dans les villes et la banlieue”.

Le Rassemblement National est d'ailleurs en faveur du retour du service militaire, comme a pu l'évoquer à plusieurs reprises Jordan Bardella, en tant que président du parti.

Vision de l'éducation

Dans le programme de Jean Marie Le Pen en 2002, le candidat propose “d'appliquer le principe de tolérance zéro” et de “démanteler les bandes dans les villes et la banlieue”.

Le Rassemblement National est d'ailleurs en faveur du retour du service militaire, comme a pu l'évoquer à plusieurs reprises Jordan Bardella, en tant que président du parti.

L'extrême droite a une vision réactionnaire et antirépublicaine de l'école : la mise en œuvre de son programme aurait des effets terribles. L'extrême-droite ne condamne jamais l'insuffisance des moyens, ni ne parle de la dégradation des conditions de travail. Jamais elle ne porte un regard critique sur les inégalités scolaires et sociales des élèves qui n'ont cessé de se renforcer. On ne trouve rien dans les programmes d'extrême droite qui permettrait de résoudre les fragilités actuelles du système éducatif.

En revanche, voici quelques aspects qui ressortent des interventions des candidat-es d'extrême droite ou de ce qui est d'ores et déjà mis en œuvre dans des municipalités tenues par l'extrême droite :

Une école instrument de propagande pour une idéologie réactionnaire

- Un enseignement organisé autour d'un objectif politique passériste, et rétrograde : concourir « par tous moyens, chez ceux à qui il est destiné, à faire naître, développer et affermir les sentiments patriotiques et la conscience de l'unité nationale » (proposition de Loi de M.Le Pen, février 2021)
- La mise sous surveillance des personnels et des pratiques pédagogiques : l'extrême-droite veut un « plan de contrôle des enseignements », qu'elle suspecte d'être « utilisés à des fins idéologiques » (Plan Le Pen pour les banlieues) « Nous chasserons des classes de nos enfants le pédagogisme, l'islamo gauchisme, et l'idéologie LGBT » (Discours de Zemmour, Villepinte, 5 décembre)

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

- Des programmes et des horaires réduisant la diversité des domaines d'étude et réorientés vers l'exaltation nationaliste : « réserver la moitié du temps d'enseignement au français » en primaire (programme de M.Le Pen, 2017), mise en place d'un « roman national » à visées identitaires au lieu d'un enseignement scientifique de l'Histoire (Programme du RN).
- Lecture révisionniste de l'histoire (« Pétain a sauvé des juifs français » pendant la guerre. E Zemmour (CNews 2019)
- Une école de l'exclusion
- Mesures antisociales, ciblant les populations défavorisées : fin de la gratuité des transports et de la cantine pour les familles pauvres, suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme
- L'école selon Zemmour « ne doit plus chercher à toute force à être la plus inclusive possible, mais au contraire rétablir le culte du mérite et de l'effort. » (Discours de Villepinte, 5 décembre 2021)
- La suspicion systématique contre les élèves d'origine étrangère ou issus de l'immigration allant jusqu'à la suppression de certains enseignements comme l'arabe (programme du RN).
- La mise en place d'une politique scolaire venant de la théorie xénophobe du « grand remplacement » (programme Zemmour)
- Un renforcement des mesures de discriminations systématiques des familles étrangères, et des expulsions de familles sans-papiers
- La casse du service public laïc et gratuit d'éducation
- Le renoncement à la démocratisation scolaire au profit d'une école ayant vocation à stigmatiser les victimes des inégalités sociales
- La promotion du privé confessionnel, au détriment du service public :
- « L'école privée a connu de grandes réussites (...) elle a constitué une alternative efficace au système public gangrené » (Programme Zemmour)
- La promotion de la sélection au nom d'une « méritocratie » sans moyens qui favorise la symétrie des inégalités sociales et de la réussite scolaire, avec en particulier la fin du collège unique
- Les menaces sur le droit syndical et la démocratie sociale, sur la liberté d'expression des personnels

RETROUVER L'EXCELLENCE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE

JE REMETTRAI LA TRANSMISSION DES SAVOIRS AU CENTRE DE L'ENSEIGNEMENT

- Recentrer l'enseignement autour des savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter) à l'école primaire
- Contrôler l'acquisition des savoirs fondamentaux à la fin du primaire en restaurant un Certificat de Fin d'Études
- Remettre en place des parcours cohérents et lisibles en restaurant les trois filières scientifique, littéraire et économique au lycée tout en faisant de chacune d'elle une voie exigeante
- Rendre au Brevet sa véritable valeur et refaire du Baccalauréat un examen national, anonyme et terminal afin qu'ils soient plus justes et plus sélectifs
- Protéger les enfants en interdisant toute forme de propagande idéologique à l'école pour en refaire un sanctuaire
- Faire scrupuleusement respecter l'interdiction de l'écriture inclusive jusque dans l'enseignement supérieur
- Installer un enseignement et une pratique véritables de la musique au sein de l'école et du collège
- Créer un grand ministère d'État du Savoir et de la Transmission regroupant l'Instruction publique, l'Enseignement supérieur et la Culture

RICZEMMOUR 2022

SÉVERINE DUMINY
Coordinatrice des Parents Vigilants

« Grâce à notre mobilisation, nous avons déjà obtenu de vraies victoires. Partout, notre réseau se structure : il ne manque plus que vous ! »

- ✓ Annulation d'une sortie dans un camp de migrants d'un lycée de Valenciennes
- ✓ Retrait d'un dessin animé Netflix faisant intervenir des personnages non binaires
- ✓ Annulation de la semaine LGBT dans un établissement de l'Oise
- ✓ Retrait du repas halal d'un collège de Bordeaux
- ✓ Annulation d'un barbecue halal pour la kermesse d'une école de Villepreux
- ✓ Retrait d'un contenant des scènes pornographiques du CDI d'un collège de Saverne

Ma nièce, étudiante en Sciences Politiques à Lille, m'a montré les options à choisir pour sa licence :

- Introduction aux études de genre
- Sociologie de l'ethnicité
- Études post-coloniales
- Philosophie de la migration
- Genre, sexualité et lutte moderne

MAUD, SA TANTE

PROTEGEONS NOS ENFANTS.FR

RECONQUÊTE!



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Remise en cause de la liberté académique

Les cinq critères d'appréciation utilisés pour obtenir un indice de liberté académique (ILA) de 0 à 1 : la liberté de recherche et d'enseignement, la liberté d'échange et de diffusion universitaires, la liberté d'expression académique et culturelle, l'autonomie institutionnelle des universités et l'intégrité des campus.

Les universités enseignent la liberté et la capacité de penser. Les mesures de répression prises à leur rencontre enseignent la peur et visent à rendre muets universitaires et étudiants. Si ces mesures se maintiennent dans le temps, la peur s'installe. On observe alors une fuite des cerveaux pour les universitaires qui ont les moyens économiques et les réseaux internationaux.

Au niveau institutionnel, les universités perdent la liberté de prendre des décisions sans ingérence et les universitaires subissent des pressions pour ce qu'ils disent et font. Dans le pire des cas, ils finissent en prison.

En 2006, un citoyen sur deux vivait dans une zone de liberté académique, cette proportion est désormais d'un sur trois. Budgets universitaires en berne, difficultés pour s'exprimer sur des sujets sensibles... Dans un contexte d'érosion démocratique, la tendance est alarmante pour la connaissance et le bien commun.

En Hongrie sous Victor Orban, depuis l'arrivée au pouvoir du parti Fidesz, les universités ont subi une centralisation accrue et une perte significative de liberté académique, illustrée de manière choquante par le départ forcé de l'Université d'Europe centrale (CEU) de Budapest en 2019 en raison de pressions politiques. Les changements dans le système universitaire ont créé un climat de peur et d'incertitude parmi les étudiants, notamment ceux engagés dans des études ou des activités critiquées par le gouvernement. Les étudiants ont joué un rôle actif dans la mobilisation contre les réformes, organisant des manifestations et des mouvements de protestation pour défendre leurs droits et la qualité de l'éducation.

En résumé, l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en Hongrie a eu un impact profond et souvent controversé sur les universités du pays. Les efforts de centralisation, les restrictions sur la liberté académique, les influences idéologiques sur les programmes et les financements orientés politiquement ont tous contribué à un climat d'incertitude et de résistance dans le paysage académique hongrois.

Aux USA, depuis l'arrivée de Trump au pouvoir en 2016, le site Professor Watchlist, lancé par l'organisation étudiante trumpiste Turning Point USA, diffuse de son côté les noms d'universitaires accusés de « propagande gauchiste ». Selon l'association Scholars at Risk, plus de 70 projets de loi ont été déposés depuis début 2023 par les élus républicains dans les Assemblées de 26 Etats visant les programmes de DEI (Diversité, Égalité, Inclusion) mis en place dans les universités d'enseignement public pour faciliter l'intégration des minorités. Huit d'entre eux ont été inscrits dans la loi. La plupart des textes sont fournis clés en main par deux instituts conservateurs : le libertarien Goldwater Institute, de Phoenix (Arizona) et le Manhattan Institute (New York). Certains sont des copies de la loi de 2022 en Floride dite « Stop Woke Act », qui a servi de tremplin aux ambitions présidentielles du gouverneur républicain Ron DeSantis. Ces législations interdisent aux établissements d'enseignement supérieur de prendre en compte la race, le sexe, ou l'origine dans l'admission à l'université ou le recrutement d'employés.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Elles empêchent les universités d'imposer aux enseignants et aux employés des formations à la diversité ainsi que de disposer de bureaux chargés des « programmes DEI ». Les républicains estiment que ces programmes accroissent les divisions, violent la liberté d'expression, sont une forme de discrimination et un gâchis d'argent public.

En Argentine, des réductions budgétaires drastiques ont été opérées dans les universités et centres de recherche depuis que Javier Milei a pris ses fonctions juste en décembre 2023. Les coupes budgétaires peuvent clairement être un moyen d'affaiblir les universités. De 2015 à 2019, les bourses ont diminué de 20%, réduisant les inscriptions universitaires publiques de 10%. Les frais privés ont augmenté de 30% par an et le financement public a chuté de 40%.

Au Brésil avec la montée au pouvoir de Bolsonaro en 2019, le gouvernement a supprimé des milliers de bourses de recherche dans tous les domaines, suivi avec une baisse de 30% des ressources pour l'ensemble des établissements d'enseignement fédéraux (universités et instituts).

En Pologne, l'expulsion de professeurs ou chercheurs critiques envers le gouvernement, au nom d'une idéologie nationaliste et autoritaire, démontre de manière alarmante l'emprise de l'extrême droite sur la liberté académique. Il y a également eu des accusations de censure académique et d'autocensure parmi les chercheurs et enseignants, craignant des répercussions pour la publication de travaux ou la tenue de discours contraires aux lignes idéologiques du gouvernement.

En Biélorussie, les fonds alloués aux universités publiques ont été réorientés vers des programmes de « patriotisme » et de « sécurité nationale ». Par exemple, le budget de l'Université d'État de Biélorussie pour les programmes de sécurité et de défense nationale a augmenté de 25 % en 2021, au détriment d'autres programmes académiques.

Socle antidémocratique

La journaliste et autrice Anne Applebaum montre dans son ouvrage paru en français en 2021 sous le titre « Démocraties en déclin. Réflexions sur la tentation autoritaire », que la menace de partis ou d'idées issus d'une extrême droite qui s'efforce de disqualifier les institutions, les droits et les libertés, voire le processus électoral lui-même, n'épargne aucune démocratie occidentale.

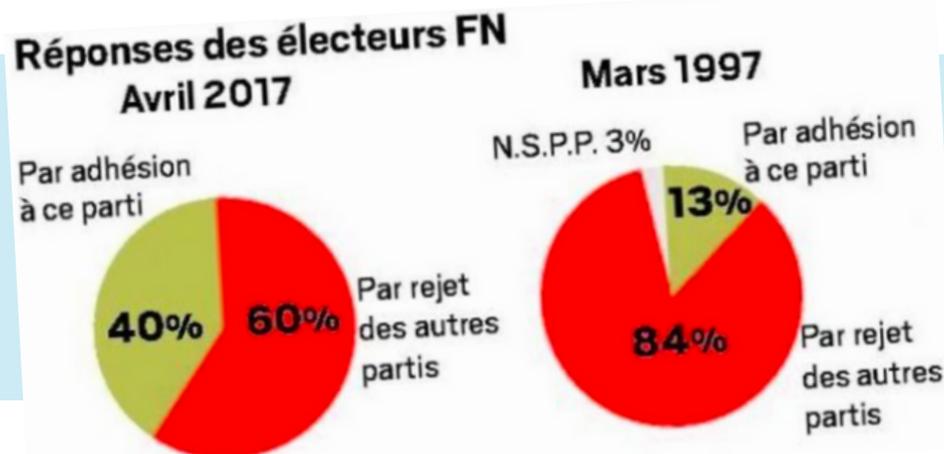
Elle raconte, à partir de ses observations de terrain et de son expérience professionnelle et personnelle, dans les États-Unis de Trump, au Royaume-Uni pendant la campagne du Brexit, en Hongrie avec Fidesz, en Pologne avec Droit et Justice, en Espagne avec Vox et en France avec le Rassemblement National, que les démocraties occidentales sont menacées à court et moyen terme par une extrême droite revancharde, conspirationniste et fondamentalement hostile aux libertés et droits individuels, mais aussi aux institutions démocratiques. Applebaum se classe à droite, ce qui est d'autant plus intéressant. Elle qui a vu basculer nombre de ses relations de travail et de ses proches dans le camp néo-fasciste témoigne que la mise en garde contre la montée de l'extrême droite ne doit pas venir que de la gauche.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Sur France Culture, elle expliquait que « les théories du complot ont remplacé les grandes idéologies. Il n'y a plus besoin de thèses politiques sophistiquées pour convaincre les gens. Il suffit d'une théorie du complot assez puissante pour saper le système démocratique et pour donner aux acteurs anti-démocratiques les moyens de gagner les élections et ensuite ils peuvent saper le système politique. Ils cherchent à rester au pouvoir en changeant les règles. ».

Changer les règles, c'est exactement ce qu'a fait Viktor Orbán (en s'octroyant par exemple les pleins pouvoirs) pendant la Covid. C'est ce que sont en train d'essayer de faire les éluEs soutiens de Trump en Géorgie, en Floride, au Texas et dans quasiment tous les États fédérés américains selon le [Brennan Center for Justice](#) : des lois locales (limitation, voire interdiction du vote anticipé ou par correspondance, suppression d'électrices et d'électeurs des listes électorales, etc.) risquent de restreindre l'accès aux urnes pour certaines minorités (surtout les NoirEs), les plus démunies et les jeunes.

Nous savons aujourd'hui que les démocraties peuvent échouer quand elles sont détruites par leurs ennemis de l'intérieur, c'est l'avertissement que nous lance notre histoire



Les exemples les plus significatifs de l'extrême-droite au pouvoir sont ceux de Viktor Orbán en Hongrie et de Andrej Duda en Pologne. Nous assistons à une montée de l'autoritarisme dans ces pays qui se traduit par des lois toujours plus liberticides notamment à l'égard des minorités, d'un contrôle voire d'une censure des médias et de la presse. Or, sans relai informationnel indépendant, la population ne peut pas être correctement informée, penser de manière libre et prendre les décisions justes qui lui incombent.

En 2020, quand Trump dit : « je n'ai pas perdu l'élection, elle m'a été volée », il signifie : « ne croyez plus dans le système démocratique, ne croyez plus dans l'élection ». Il demande un plébiscite.

Différentes stratégies sont mises en place par les partis d'extrême droite afin de limiter la liberté et l'indépendance médiatique. Par exemple, le RN annonce leur souhait de privatiser les médias publics³⁵, les jugeant « remplis de gauchistes » afin qu'ils échappent à l'ARCOM et puissent ainsi devenir des outils de propagande au service de leurs idéologies ... Sans médias publics, il devient compliqué de penser la démocratie ...

Rapport aux associations et corps intermédiaires

Le RN a pour objectif d'affaiblir les associations et les syndicats dans leur rôle de contre-pouvoir et de défense des minorités. Présents dans leurs politiques depuis plusieurs dizaines d'années, le RN considère les corps intermédiaires comme un danger pour l'état (ex: associations écologistes, associations d'accueil des migrantEs, associations féministes ou encore associations de lutte pour les droits LGBTQIAP+)

La remise en cause des libertés associatives et syndicales est un danger bien réel. Et pour cause, en France, une coalition pour la défense de la liberté associative (L.A. Coalition) s'est même créée. Composée d'associations reconnues et d'un comité scientifique de chercheurs, un observatoire est également créé en son sein. La collecte de données étant nécessaire pour agir. Débordant de ressources (en témoigne le dernier rapport de l'observatoire), dans un de ses guides "Faire face et riposter aux attaques contre les libertés associatives" L.A. Coalition recense des atteintes courantes aux libertés des associations.

VoxPublic, membre de L.A Coalition, a elle aussi sorti un guide aussi alarmant qu'intéressant, nommé "Les associations et syndicats face aux menaces et violences de l'extrême droite". Ce guide alerte sur plusieurs points de vigilance et agissements comme : Infiltration des manifestations Dégradation des locaux, dénigrement des mouvements et détournement des discours de leurs opposantEs, pression des éluEs et disqualification de l'expertise des organisations de la société civile.

- Infiltration de manifestations : en vue de détourner le message, ou détruire et voler du matériel militant présenté ensuite comme « trophées », ou commettre des violences contre les participant-es pour les dissuader de manifester
- Dégradation des locaux (tags, tentatives d'incendie) et attaques de permanences par des groupes armés (bâtons, pavé, etc). Dégradation du matériel associatif, notamment des véhicules (pneus crevés...)
- Dénigrement des mouvements sociaux et associatifs en véhiculant des discours assimilant les organisations militantes à des organisations criminelles dans les médias (« ONG complices des passeurs », « ultra-gauche pré-terroriste », « casseurs »...), ce discours participe d'une criminalisation des mouvements sociaux.
- Disqualification de l'expertise des organisations de la société civile (ONG, associations, syndicats,...) notamment par les parlementaires du Groupe RN à l'Assemblée nationale ou lors d'émissions radio/Tv (CNews, LCI, Sud Radio...)
- Détournement des codes et des discours militants de leurs opposants en vue de créer une confusion des genres face au « grand remplacement », ils sont les « résistants », et les personnes solidaires des personnes exilées sont des « collabos » qui devront être punis à la « libération » de la France. Dissimulation de leur idéologie raciste (féministes islamophobes, distribution de soupes au porc, actions spectaculaires de com' comme en mènent certaines associations militantes...)
- Pression sur les éluEs notamment via des pétitions, pour faire baisser ou supprimer des subventions qui bénéficient aux associations ou à des projets culturels.
- Campagne sur les réseaux sociaux ou par emails, auprès des bailleurs privés (fondations, entreprises...) et des donateurs pour les dissuader de financer certaines causes et organisations.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Prise de contrôle de territoires pour implanter localement leurs idées

- Revendication de territoires (quartiers ou villes) dont sont exclues les personnes militantes, non-blanches, non-hétéronormées par l'usage de la violence en bandes organisées comme dans le Vieux Lyon, Bordeaux et bien d'autres villes.
- Implantation de bars, salles de sport ou locaux associatifs servant de « base arrière » pour lancer des actions.
- Agressions, violences physiques sur des militant.es, des responsables politiques et des élu.es ainsi que destruction de leurs biens privés
- Menaces individuelles graves (menaces de mort, de viol, insultes à caractère raciste et antisémite...) sur les personnes en vue de les intimider et de décourager leur engagement. Intimidation en suivant les personnes jusqu'à leur logement, placement d'auto-collants sur les boîtes aux lettres des personnes ciblées
- Création d'associations citoyennes se présentant comme apolitiques (pseudo-collectif d'habitant.es, de « parents vigilants »...) visant à dissimuler l'implication de militant.es lié.es à des partis ou des groupuscules liés à l'extrême droite. La même stratégie peut être utilisée lors d'élections locales pour présenter des listes sans affiliation politique reconnue.
- Perturber ou faire interdire des événements culturels ou festifs par la menace de violences et de troubles à l'ordre public. Faute de volonté politique pour sécuriser ces événements, des préfets préfèrent les interdire au motif de potentiels troubles à l'ordre public orchestrés par ces groupuscules. Dissuader la présence de personnes venant à l'événement en bloquant/ filtrant l'accès ou par une présence visible et menaçante en marge. Interruption intempestive d'événements militants ou culturels (déploiement de banderoles, provocations, violences physiques...).

Réduire au silence leurs opposantEs pour imposer leur voix et leurs idéologies dans le débat public

- Cyberharcèlement en ligne (sur les réseaux sociaux, via email, usurpation d'identité,...) ;
- Raids sur les réseaux sociaux (voir encart) ;
- Détournement des procédures de signalement pour faire bloquer ou limiter l'audience des pages militantes.

L'extrême droite a compris très tôt l'intérêt d'internet et de ses outils de communication et d'organisation. Le FN était le premier parti à disposer d'un site internet. Égalité et Réconciliation a été construit comme une communauté autour d'Alain Soral par des jeunes qui s'étaient rencontrés sur des forums numériques. Ils ont conservé cette culture web : il suffit de voir la campagne numérique menée par les équipes d'Éric Zemmour pendant la dernière campagne présidentielle. Des identitaires comme Damien Rieu ou Thaïs d'Escufon sont aujourd'hui de véritables influenceurs qui reprennent les stratégies de communication et les codes des youtubeurs et des instagrameurs.

Les groupuscules d'extrême droite ont aussi massivement investi Telegram ou Discord où ils recrutent et s'organisent. Cela leur permet notamment de déclencher des campagnes de cyber-harcèlement particulièrement virulentes à l'encontre de cibles désignées par les « leaders » de ces groupes. En général, le « raid » est lancé de manière coordonnée depuis des comptes anonymes multiples, un même administrateur pouvant se cacher derrière différents comptes. Puis, des comptes de personnalités publiques avec de nombreux « followers » vont contribuer à donner de la visibilité en relayant les premiers messages afin de massifier l'attaque. Le cyberharcèlement et le harcèlement en meute sont des délits passibles de lourdes amendes et de peines de prison.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

- Diffusion de fake news ou infox en ligne via des sites web et des blogs, connus sous le nom de « fachosphère », sur les réseaux sociaux ou des tracts anonymes.
- Dépôts de plainte abusives et atteinte à la réputation pouvant constituer de la diffamation, contre des organisations et des personnes militant·es en vue de détourner leurs moyens et leurs énergies.
- Développement d'un réseau d'influenceurs et influenceuses qui reprennent et détournent les codes du web et des réseaux sociaux pour instiller des messages de haine dans des sujets d'apparence triviale ou en lien avec des loisirs (sport, jeux vidéos, cuisine, art de vivre...).



En 2002, le Programme de Jean Marie Le Pen pour les élections présidentielles de 2002 s'intitulait déjà « Lutter contre les lobbies et les féodalités politiques, syndicales et associatives ».

Aujourd'hui Reconquête demande la suppression des subventions publiques aux associations politisées dont le militantisme nuit à l'État.

Lors d'une interview sur la chaîne BFM TV, face à la journaliste Apolline de Malherbe, Jordan Bardella indique que pour lui, "Les syndicats sont les complices du saccage social, de la guerre sociale qu'est en train de mener Emmanuel Macron au peuple français"



fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Anti-gauchisme et anti-wokisme

L'origine du terme woke : Provient des mouvements pour l'égalité et la lutte contre le racisme en 1950, repris et médiatisé en 2014 par le mouvement black lives matter. Puis détourné par ED et mouvements conservateurs en Amérique puis partout dans le monde pour dénoncer le progressisme et la lutte contre les discriminations. Depuis, le terme est utilisé par différents mouvements et partis d'extrême droite, notamment le Rassemblement National et Reconquête, pour désigner et décrédibiliser tout mouvement de lutte contre les discriminations.

Éric Zemmour s'est beaucoup emparé de ce sujet lors de diverses prises de paroles dans le cadre des élections présidentielles de 2022. De plus, le collectif "Parents Vigilants", lancé par Éric Zemmour, a beaucoup fait parler de lui sur le sujet.

Le RN lance également une "association des parlementaires contre le wokisme" pour combattre différents sujets tels que l'écriture inclusive, la "propagande LGBT" ou encore la "menace transgenre". Il s'agit également d'interdire les réunions en non-mixité ou racisées ou encore celles pour combattre différents sujets tels que l'écriture inclusive, la "propagande LGBT" ou encore la "menace transgenre". Il s'agit également d'interdire les réunions en non-mixité ou racisées. Ce groupement a été dénoncé par le parti Reconquête, qui considère la lutte contre le "wokisme" comme inhérente à son parti, et non au Rassemblement National : "ils nous copient, ça en devient un art" a ainsi prononcé un cadre de Reconquête.

Le Rassemblement National a organisé un séminaire sur le sujet du "wokisme", témoin de leur intérêt à cette thématique, habituellement davantage plébiscitée par Reconquête, témoin de leur intérêt à cette thématique, habituellement davantage plébiscitée par Reconquête.

Marine Le Pen, lors d'un discours au Havre, qualifie "l'idéologie du wokisme" comme "la négation de nos repères". Elle dit également qu'"être woke, c'est se considérer comme une victime", invisibilisant ainsi les discriminations vécues. Elle considère "le wokisme" comme des "prétendus théoriques qui relèvent d'un mauvais délire et surtout de beaucoup d'ignorance", une "idéologie dangereuse" ou encore détruisant la vie sociale "comme le ferait une secte". Pour terminer son discours, elle déclare : "nous nous opposerons à ce poison insidieux, mais néanmoins violent".



Droits fondamentaux et lutte contre les discriminations

LGBTQIAP+ phobies

L'idéologie de l'extrême droite concernant les droits des personnes LGBTQIAP+ se décline sous différentes positions notamment la proposition de remplacer le mariage homosexuel par le PACS. C'est une proposition défendue par Marine Le Pen, qui souhaite revenir sur le mariage pour les couples de même sexe, en le remplaçant par un « pacs amélioré ».

Les partis comme le RN, en plus de s'être prononcés contre le mariage homosexuel, se sont prononcés contre la Procréation Médicalement Assistée pour les femmes homosexuelles en 2017 mais aussi pour le renforcement de l'interdiction de la GPA en 2022. Ces positions s'inscrivent dans une volonté de restriction des droits des personnes LGBTQIAP+.

A l'heure de la reconnaissance de différents genres au-delà du sexe biologique, certains de ces partis se positionnent totalement contre la notion de "genre" mais aussi contre les transitions de genre pour les mineurEs. Tant de positions liberticides pour les personnes qui ne seraient pas cisgenre et hétérosexuelles.

Mariage pour tous



Florian Philippot - Candidat RN aux régionales 2014

"Si Marine Le Pen est élue, elle remplacera le mariage [entre personnes de même sexe] par un PACS amélioré"

Marine Le Pen - Octobre 2014

"Une famille ça ne peut pas être deux papas ou deux mamans. Je crois que c'est déséquilibrant pour les enfants"



Programme du FN en 2002

"Tous les groupements naturels sont l'objet d'une démolition systématique qui rencontre la complicité d'autorités pourtant chargées d'assurer leur pérennité : la famille, avec le PACS, dont la mise en place n'avait qu'un but, permettre aux couples homosexuels d'adopter des enfants, éventualité inimaginable il y a seulement dix ans."



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

PMA pour toutes et homoparentalité

En 2019, Jordan Bardella s'y oppose fermement en y revendiquant le "droit de l'enfant à avoir à la fois un père et une mère".

En Italie, avec le gouvernement d'extrême-droite depuis 2022 : A Padoue, en Vénétie, le parquet a demandé au tribunal d'effacer des actes de naissance d'enfants de couples de femmes le nom de la mère non biologique. Trente-trois enfants sont concernés.

Homophobie

Jordan Bardella au Parlement Européen s'abstient lors du vote d'un texte prônant la dépénalisation de l'homosexualité. Le RN en Europe s'est également toujours prononcé en faveur des textes anti LGBTQIAP+ de la Hongrie d'Orban, même lorsque ces derniers associent homosexualité et pédocriminalité.

Transphobie

Marine Le Pen qualifie les transitions de genre comme faisant disparaître "la notion même de femme biologique" et les transitions de genre de "mutilations physiques ou chimiques"

En juillet 2023, le RN dépose un projet de loi visant à limiter l'accès aux compétitions sportives aux personnes transgenres en les faisant uniquement concourir dans la catégorie correspondant au sexe indiqué sur leur acte de naissance.

Mysoginie

Dans les idées des partis d'extrême droite, notamment en France, le rapport aux femmes est souvent teinté d'une approche traditionaliste et conservatrice de la société. Ces mouvements politiques tendent à favoriser des valeurs patriarcales, promouvant des rôles de genre stéréotypés où les femmes sont généralement cantonnées à des fonctions traditionnelles de mères au foyer et de gardiennes des valeurs familiales. Parallèlement, certains courants d'extrême droite adoptent des discours misogynes, alimentant des idéologies de supériorité masculine et de domination féminine.

Politique anti-choix : Aussi appelée politique "pro-vie" ou plus classique "anti-avortement", elle consiste à faire reposer toute la responsabilité d'un possible avortement sur les femmes, considérant qu'elles tueraient lâchement un futur nouveau-né. L'avortement est une liberté de disposer de son corps, mais cette prestation de santé n'est pas une priorité pour l'extrême droite, qui, nous le rappelons, préfère l'ordre. Bien sûr repose également un traditionalisme religieux exacerbé.

Marion Maréchal, tête de liste Reconquête pour les élections européennes 2024, s'est positionnée à plusieurs reprises en faveur du déremboursement de l'avortement. Selon Marion Maréchal, « ce n'est pas à l'Etat de rembourser l'inattention des femmes ». Elle revient alors sur la victoire d'un combat féministe, qui, après avoir obtenu la légalisation du recours à l'IVG en 1975, permettait qu'il soit remboursé par l'assurance maladie en 1982.

En 2012, lors de sa première campagne présidentielle, Marine Le Pen voulait dérembourser l'IVG pour éviter ce qu'elle appelait "des avortements de confort". /!\ Pour rappel ce terme n'existe pas dans le langage médical ! Parler d'avortement de confort, c'est donner un qualificatif moral à un fait médical et favoriser ainsi un discours politique en culpabilisant les femmes. Ce n'est absolument pas une terminologie scientifique.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

En 2012, lors de sa première campagne présidentielle, Marine Le Pen voulait dérembourser l'IVG pour éviter ce qu'elle appelait "des avortements de confort". Pour rappel ce terme n'existe pas dans le langage médical ! Parler d'avortement de confort, c'est donner un qualificatif moral à un fait médical et favoriser ainsi un discours politique en culpabilisant les femmes. Ce n'est absolument pas une terminologie scientifique !!!

En 2018, Caroline Parmentier, députée Rassemblement National du Pas-de-Calais et attachée de presse de Marine Le Pen pour la campagne présidentielle de 2022, écrivait dans le quotidien catholique traditionnaliste "Présent" : "Après avoir "génocidé" les enfants français à raison de 200 000 par an, on doit maintenant les remplacer à tour de bras par des migrants."

En 2024, CNEWS, média d'extrême droite, place ainsi l'IVG comme la première cause de mortalité dans le monde, devant les cancers et le tabac. De nombreux éluEs du RN affirment, comme dans cette vidéo de CNEWS (chaîne détenue par Bolloré, connu pour ses positions d'ED) que l'IVG est "un génocide de masse"



À la Roche-sur-Yon au même moment, une statue de Simone Veil, figure de défense du droit à l'avortement, a été vandalisée par l'Action Française, une organisation royaliste d'extrême droite. Elle a été couverte d'un slogan anti-IVG et a été entourée de poupées aspergées de faux sang.



fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Mysoginie

- Contre l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Jordan Bardella : "contre le communautarisme et contre la propagande liée à tous les sujets sexuels à l'école")
- Vision de la femme comme à but de procréation, et dont la mission principale serait l'entretien d'un foyer.

Concernant le droit des femmes, Marine Le Pen a un avis bien tranché et peu progressiste sur la question. En effet, elle soutient que le progrès pour les femmes serait « de rester à la maison », avec un salaire maternel. Et si elle commençait par s'appliquer à elle-même sa propre théorie ? Cette mesure est également défendue par un eurodéputé FN, M. Dominique MARTIN, qui estime quant à lui qu'il faut laisser la « liberté aux femmes de s'occuper de leur foyer ». Par ailleurs, le député européen estime les avantages de cette mesure : « ça aurait l'avantage de libérer des emplois, ça aurait l'avantage de donner une meilleure éducation à nos enfants, ça aurait l'avantage de sécuriser nos rues parce qu'ils ne traîneraient pas dans nos rues et ne seraient pas soumis à la drogue ». Une solution miracle donc, qui permettrait aux hommes d'avoir tous un travail et aux femmes d'assumer leur fonction de mère.

Dans la famille Le Pen, Jean-Marie Le Pen a eu l'occasion d'affirmer son opinion patriarcale de la famille. Ainsi, il a affirmé avec le plus grand sérieux qu'il fallait « convaincre les femmes d'assumer leur fonction de reproduction », considérant ainsi la femme comme étant, par essence, vouée à reproduire. On voit ainsi apparaître sur les réseaux sociaux, des mouvements « tradwife », femme traditionnelle. Ce mouvement prône un retour de femme mariée comme femme au foyer, dédiant leurs vies à leurs familles et leurs mariages.

Ces positions, présenté comme émancipatrice, cache en réalité une vision très patriarcale de la place de la femme en société. L'extrême droite considère la femme comme outils de valorisation de l'homme.

Violences faites aux femmes

À l'échelle européenne, la condamnation des violences faites aux femmes ou proclamer l'égalité des droits ne font pas consensus. L'extrême droite s'y oppose systématiquement. En effet, en 2021, au Parlement Européen, les députéEs RN dont Jordan Bardella, candidat tête de liste RN en juin 2024, se sont opposéEs sur un rapport qui condamne « toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles dans toute leur diversité ainsi que les autres formes de violence fondée sur le genre, telles que la violence à l'égard des personnes LGBTIQ+ en raison de leur genre, de leur identité de genre, de leur expression de genre ou de leurs caractéristiques sexuelles »

Toujours au Parlement Européen, l'eurodéputé Jordan Bardella, candidat tête de liste RN en juin 2024, a voté contre la directive visant à harmoniser les définitions et sanctions face aux VFF en Europe, en proposant notamment de définir le viol via l'absence de consentement.

Viol conjugal : Un autre membre du FN, Bruno GOLLNISCH, propose quant à lui sur son blog « quelques réflexions sur le « viol conjugal » », en réaction à la loi votée en 2011 faisant du viol entre époux un crime au sens pénal. Selon M. Gollnisch, une telle loi est « imbécile » puisqu'une femme violée par son époux peut tout simplement mettre fin à son mariage en demandant la séparation de corps ou le divorce. Ce membre du Front national qui s'est livré à des réflexions nauséabondes et régressives, s'empresse de condamner les mesures mises en place par cette loi, et notamment le numéro d'urgence pour les victimes qu'il renomme « le numéro d'urgence de dénonciation à la Kommandantur du conjo

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Rapport au handicap

- Réduction des dépenses sociales (car priorité à la sécurité, lutte contre l'immigration, etc.), cela se traduit par des coupes budgétaires dans les politiques de soutien aux personnes en situation de handicap, et par des propositions souvent vagues dans les programmes (sans étayage financier).
- Priorité nationale, y compris concernant les droits des personnes en situation de handicap
- Remise en question de l'éducation inclusive

Eric Zemmour et plus globalement Reconquête souhaitent scolariser les enfants en situation de handicap dans des établissements spécialisés, contre "l'obsession de l'inclusion", et faire une distinction entre les handicaps "légers", et "le reste".

Même s'il faut souligner que le Rassemblement National promet des mesures moins discriminantes que Reconquête en termes de handicap, Marine Le Pen souhaite réserver les aides sociales aux personnes de nationalité française, excluant ainsi les personnes en situation de handicap sans nationalité de toute prestation sociale.

Pas d'investissement supplémentaire dans les hôpitaux, ce qui entraîne un taux de 83 % des personnes en situation de handicap qui déclarent avoir eu des problèmes lors de la prise en charge de leur proche, dont 46 % des difficultés importantes voir extrêmes.

En 2023, le Conseil de l'Europe épinglait la France pour violation des droits des personnes en situation de handicap

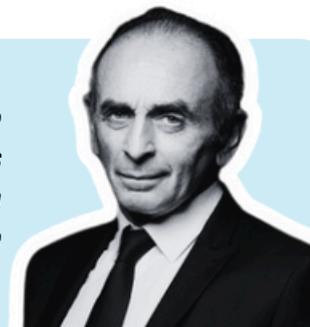
Les femmes en situation de handicap peuvent également être victimes des pratiques de stérilisation forcée. En avril 2024, l'Union européenne a adopté sa première loi de lutte contre les violences envers les femmes, incluant la stérilisation forcée comme un acte criminel, dans le but d'abolir cette pratique. Avec la montée de l'extrême droite au sein du Parlement européen ces avancements législatifs pourraient être mis en cause, produisant un recul des droits des femmes

Vision de l'écologie

Le Rassemblement National a adapté et fait évoluer son discours ces dernières années, passant du fait de ne pas parler d'écologie, à du "climatoscepticisme" puis du "climatorelativisme" récemment. Le climatoscepticisme vise à nier le dérèglement climatique et l'adaptation nécessaire de nos sociétés. Quant au climatorelativisme, il s'agit du fait de considérer que la science exagère les données, qu'il existe certes une menace mais qu'elle ne doit pas forcément être traitée comme une priorité. Dans ce sens, le RN vote systématiquement contre les lois de restauration de la nature et avancé écologique en prônant un retour de "l'écologie raisonnable".

Eric Zemmour - Juin 2021

"Je trouve toujours curieux que des scientifiques nous expliquent qu'une augmentation de température de 1,5 °C provoque des catastrophes absolument apocalyptiques et incalculables et que l'Homme ne s'adaptera jamais à ça, alors que l'Homme est depuis des millions d'années la seule espèce qui s'adapte à toutes les températures"



Jordan Bardella

"Je pense que sa place est sur les bancs de l'école et que ses parents sont en train d'en faire une psychopathe. On ne peut pas traiter la transition écologique de manière hystérique" à propos de Greta Thunberg



Christophe Barthès - Député RN sur son compte Twitter

*"RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ? ou DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ?
Le 3 janvier 2024, la Suède a enregistré les températures les plus basses depuis 25 ans, avec -43 degrés
À cette heure, nous n'avons pas encore de commentaires du GIEC. Ils ne se sont toujours pas manifestés"*



Thomas Ménagé - Député RN

"Nous ne pouvons pas uniquement nous baser sur les données du GIEC [...] ils ont parfois tendance à exagérer"





MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

PARTIE 6 - DÉDIABOLISATION, BANALISATION DU DISCOURS ET ACCEPTATION

L'extrême droite a entrepris, pour arriver au pouvoir, une stratégie de dédiabolisation, et bénéficie d'une banalisation et d'une acceptation de leur discours médiatique, notamment venant d'autres forces partisanes, qui participent grandement à ce processus, plus que le RN lui-même.

On assiste donc à un processus de "normalisation" des idées et des partis d'extrême droite dans nos sociétés. Il y a quelques années, il était non seulement unimaginable, mais même ridicule, de s'inquiéter des menaces anti-démocratiques d'extrême droite dans les pays de ce qu'on appelle l'Occident. Cependant, des phénomènes politiques internationaux tels que le Brexit ou la victoire de Donald Trump en 2016 ont modifié d'une certaine manière cette pensée.

En France, on parle de "dédiabolisation" pour faire référence à la stratégie menée par le Front National à partir des années 1980, stratégie concrétisée en 2011 avec l'élection de Marine Le Pen comme cheffe du parti. La dédiabolisation est une contre-offensive théorique qui vise à inverser la charge du discours disqualifiant (« diabolisant ») dont le FN serait l'objet. Les médias en ont usé et abusé pour parler du Front national, contribuant ainsi à sa normalisation sémantique. Ce processus politique vise donc à normaliser le FN dans la vie politique française et, par conséquent, ses idées d'extrême droite.

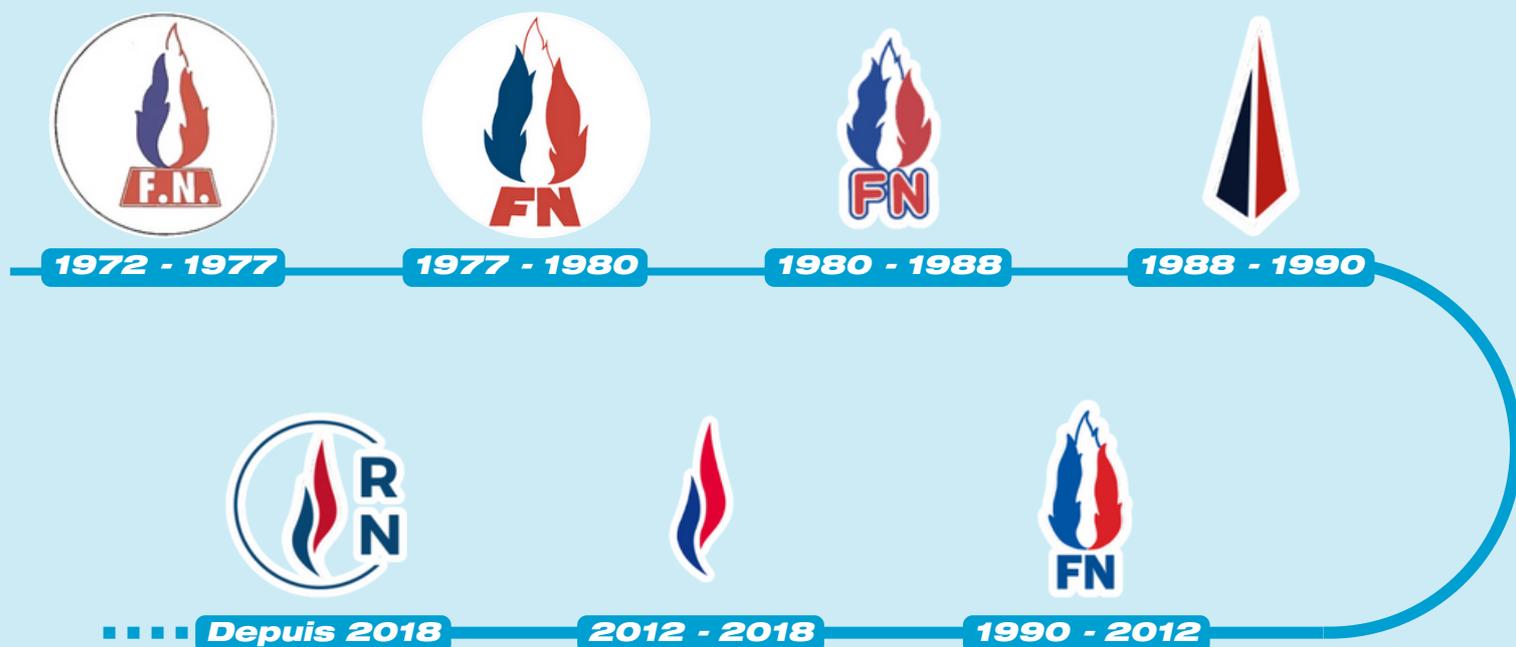
En conséquence, d'autres expressions et idées d'extrême droite ont également trouvé leur place dans le débat public, gagnant du terrain dans les médias et adaptant leur discours politique aux différentes conjonctures.

Depuis 2022, les idées d'extrême-droite prennent de plus en plus de place et sont banalisées. Elles dépassent les limites des partis d'extrême-droite ; comme lors de l'épisode du vote de la Loi Immigration en décembre 2023, comportant des propositions historiques de l'extrême-droite (remise en cause du droit du sol, préférence nationale ...) portées majoritairement par un parti de droite : Les Républicains. En parallèle, cette banalisation permet à des groupuscules d'extrême-droite tel que le GUD de se recomposer et structurer de plus en plus pour mener des actions. La banalisation des idéologies d'extrême-droite dans les médias, dans les débats, dans les prises de parole doit nous alarmer et nous pousser à agir. Cette dédiabolisation s'est notamment traduite par le changement de nom du Front National en Rassemblement National. Une tentative de rupture qui s'est accompagnée d'un changement de lexique, moins relatif à la peur, moins apparenté aux idées qualifiées de "nazies", antisémites ou ouvertement islamophobes, mais davantage construit autour de la préférence nationale et du "nationalisme" dans un sens plus large. Pourtant, le vrai visage de l'extrême-droite incarné entre autres par le RN et Marine Le Pen reste le même, basé sur la peur et la haine de l'autre et de la différence (cf Partie IV. Socle idéologique de l'extrême-droite).

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Illustration à travers l'évolution de l'image du Front National

Évolution des logos du Front National au Rassemblement National



L'évolution du logo du FN/RN traduit clairement une stratégie de dédiablement. En modernisant et en simplifiant son logo, en changeant de nom, et en adoptant une esthétique plus neutre et "lissée", le parti a cherché à atténuer les perceptions de radicalisme et à se repositionner comme une alternative politique légitime et respectable. Ces changements visuels accompagnent une stratégie plus large visant à élargir la base électorale du parti et à gagner en respectabilité sur la scène politique française.

L'avant dédiablement : la diabolisation du Front National

Ce terme de "diabolisation" est devenu une rhétorique politique employée à partir des années 1980 par les responsables du Front National pour dénoncer les arguments employés à leur encontre, faisant planer une aura de danger perpétuel et de retour aux heures sombres de l'Histoire. C'est notamment cette stratégie de diabolisation qui permet de sensibiliser l'opinion publique et permettra de créer notamment ce front républicain et cette opposition au Front National et aux idées de Jean-Marie Le Pen.

Cette connotation négative collera longtemps à la peau du FN qui se lancera alors dans une stratégie pour se "dédiablement" à partir de 1989, qui prendra vraiment forme avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

2011 : La dédramatisation du Front National en marche

En 2011 a lieu un tournant avec l'élection de Marine Le Pen à la présidence du Front National et en 2012 sa candidature pour le parti à la présidentielle. Son objectif est d'impulser un profond changement de l'opinion publique sur son parti : le dédramatiser et le normaliser dans le paysage républicain, en occultant l'histoire de la création du parti, ses membres et ses idées.

Cette stratégie se fera de manière progressive. Déjà en faisant petit à petit s'éclipser du paysage médiatique Jean Marie Le Pen. Puis en mettant de moins en moins en avant les liens avec ses membres connus pour leurs propos problématiques, racistes, xénophobes et négationnistes. Cette dynamique amènera par exemple à la mise en place en 2015 d'une procédure d'exclusion de Jean Marie Le Pen organisée par sa fille à la suite de propos négationnistes, pour donner suite à leur profond désaccord sur l'objectif de dédramatisation. Ainsi, Marine Le Pen n'apparaîtra plus du tout publiquement avec Jean Marie Le Pen alors même que la presse témoigne encore de contacts dans la sphère privée.

L'image de la féminité au sein des partis d'extrême-droite ouest-européen, est un outil de dédramatisation structurel, permettant de rationaliser les positions et les prises de parole de membre du Front National. L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti a donc été un facteur d'ouverture et un appel d'air pour un électorat fragilisé par le contexte social et les conflits armés au Moyen Orient. Elle va se construire en opposition avec le contexte en présentant l'image d'une femme s'opposant à un "problème musulman" basé sur l'image de la femme voilée selon les ouvrages de Leconte en 2020. Cette instrumentalisation de l'image de Marine Le Pen comme une femme de lutte en faveur de la liberté de la population française prônant la préférence nationale, ne reste qu'une façade cachant de mesures et des volontés de restriction des droits des femmes. En effet, les discours, les programmes et les votes à l'Assemblée Nationale comme au Parlement Européen des membres du RN prouvent que l'extrême droite menace chaque jour les droits des femmes, et traduisent l'idéologie misogyne et conservatrice du parti. De plus, le fait qu'une femme dirige un parti d'extrême droite a pu remettre en question les stéréotypes selon lesquels seuls les hommes sont capables de diriger de manière autoritaire ou conservatrice. Cette mise au-devant de la scène de figures féminines portant des idéologies conservatrices permet une proximité identitaire et facilite l'acceptation des idées conservatrices et sexistes auprès d'un large électorat. Cette dynamique s'observe également à l'international : si les années 40 ont connu une Europe entre les mains d'un fascisme masculin : Pétain, Mussolini ou encore Hitler, nous observons aujourd'hui un nouveau visage fasciste : celui des femmes, à l'instar de Giorgia Meloni en Italie. Pourtant, les politiques menées par Marine Le Pen concernant les droits des femmes nous prouvent que la seule mise en avant d'une figure féminine de pouvoir ne permet pas d'incarner un engagement féministe.

La stratégie de dédramatisation s'illustre également par la volonté de s'entourer de collaborateurs plus jeunes, tels que Jordan Bardella, afin de donner une image plus moderne et douce au parti. A cet égard nous pouvons également citer le recrutement de Damien Philippot, petit frère de Florian Philippot, dans l'équipe de campagne présidentielle de Marine Le Pen. Cette stratégie a plusieurs avantages. Les figures jeunes comme Jordan Bardella projettent une image plus moderne et dynamique. Cela contraste avec l'image plus âgée et souvent perçue comme rigide des anciens dirigeants, ce qui peut attirer un électorat plus jeune et diversifié.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Les jeunes n'ont pas les mêmes associations historiques avec les controverses passées du parti, telles que les déclarations négationnistes et les liens avec des mouvements néofascistes. Leur présence aide à dissocier le RN de ce passé. Jordan Bardella, par exemple, est né en 1995 et n'a pas vécu la période la plus controversée du FN sous Jean-Marie Le Pen. Cela aide à présenter le RN comme un parti renouvelé et tourné vers l'avenir.

En recrutant des jeunes issus de différents horizons sociaux et culturels, le RN peut prétendre représenter une France plus diversifiée. Cela aide à contrer les accusations de racisme et d'exclusion. Jordan Bardella, avec ses origines italiennes et sa jeunesse en banlieue parisienne, incarne cette diversité et peut attirer des électeurs qui se sentent mieux représentés par le parti. De plus, ces jeunes du RN tendent à utiliser un langage moins agressif pour promouvoir des idées fondamentalement réactionnaires. Cette stratégie permet de pénétrer des espaces culturels et médiatiques qui seraient autrement fermés à un discours plus ouvertement extrême, et permet aussi d'attirer un électorat "déçu" du système démocratique.

En recrutant des jeunes issus de différents horizons sociaux et culturels, le RN peut prétendre représenter une France plus diversifiée. Cela aide à contrer les accusations de racisme et d'exclusion. Jordan Bardella, avec ses origines italiennes et sa jeunesse en banlieue parisienne, incarne cette diversité et peut attirer des électeurs qui se sentent mieux représentés par le parti. De plus, ces jeunes du RN tendent à utiliser un langage moins agressif pour promouvoir des idées fondamentalement réactionnaires. Cette stratégie permet de pénétrer des espaces culturels et médiatiques qui seraient autrement fermés à un discours plus ouvertement extrême, et permet aussi d'attirer un électorat "déçu" du système démocratique.

Malgré une façade de diversité et de renouveau, les politiques du RN concernant l'immigration, la laïcité, la sécurité et la souveraineté nationale restent largement inchangées et réactionnaires. La diversité apparente ne modifie pas l'essence des propositions du parti.

Finalement, la mise en avant d'un discours populiste qui oppose les problèmes sociaux aux vagues de population immigrées a permis d'attirer des suffrages de travailleuses et travailleurs historiquement à gauche, contribuant à la montée en puissance du Front National et à son accès au second tour de l'élection présidentielle de 2017. De plusieurs manières :

- La crise économique de 2008 et les mesures d'austérité qui ont suivi ont exacerbé les inégalités et augmenté le sentiment de marginalisation économique parmi les classes ouvrières. Beaucoup de travailleuses et travailleurs ont ressenti que les partis traditionnels, y compris ceux de gauche, ne répondaient pas adéquatement à leurs besoins.
- Les délocalisations d'industries et la hausse du chômage ont particulièrement touché les régions industrielles et ouvrières. Le FN a su capitaliser sur ce mécontentement en promettant de protéger les emplois français contre la mondialisation et la concurrence étrangère.
- Le FN a adopté un discours fortement anti-élitiste, dénonçant une "élite mondialisée" déconnectée des réalités des classes populaires. Cette rhétorique a trouvé un écho parmi ceux qui se sentaient abandonnés par les partis de gauche traditionnels.
- En liant protectionnisme économique et protectionnisme identitaire, le FN a promis de "protéger" les Français contre les menaces extérieures, que ce soit la mondialisation ou l'immigration. Cette approche a séduit une partie de l'électorat ouvrier qui se sentait menacé par ces dynamiques.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen a obtenu un score important au premier tour (21,30 %), permettant au FN d'accéder au second tour. Cette performance a été en grande partie due au soutien des travailleuses et travailleurs déçus par les partis traditionnels, notamment ceux des classes populaires et des zones rurales souvent les plus touchés par la crise économique et les politiques de délocalisation.

La dédramatisation par la sémantique : du Front National au Rassemblement National en 2018

La stratégie de dédramatisation atteint un pic juste après le succès des élections de 2017, et est marquée par le changement de nom du parti de Front National à Rassemblement National, dans l'optique de gommer l'image négative que le parti avait jusque-là. L'objectif : donner une image moins "guerrière" en supprimant le terme "front" et être davantage rassembleur.

C'est aussi dans cette lignée visant à perdre définitivement cette image du FN comme celle d'un parti aux idées arriérés, que le RN a pris la décision de mettre en avant les jeunes. Afin de se donner une image plus accueillante, et notamment en plaçant Jordan Bardella en Porte-parole pour continuer de se donner cette image de parti jeune proche des milieux populaires. Ceci afin que le parti semble acceptable et dans l'arc républicain aux yeux de touTEs. Cela ira dans la continuité de la stratégie déjà mise en place.

Malgré l'image de nouveauté, le nom Rassemblement national rappelle celui du groupe parlementaire du Front National à l'Assemblée nationale entre 1986 et 1988 ("Front national-Rassemblement national"). A l'époque, Jean-Marie Le Pen avait fait campagne avec ce slogan.



Aujourd'hui, de nombreuxSES militantEs du RN ne reconnaissent pas publiquement l'héritage du Front National sur lequel le Rassemblement National appuie pourtant ses bases. Pourtant, les congrès du Rassemblement National continuent d'être décomptés non pas depuis le changement de nom, mais bien depuis la création du Front National.



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

2022 : L'écran de Zemmour, ou comment Reconquête a permis la banalisation et l'acceptation du RN

L'élection présidentielle de 2022 représente un tournant décisif dans la dédramatisation du RN. Eric Zemmour et son parti Reconquête ! assument des positions encore plus radicales et affirmées que le RN. Zemmour, très médiatisé et déjà connu du grand public car journaliste chez CNews et Le Figaro, rassemble 7% des votes au premier tour de ces élections présidentielles. Face au programme de Reconquête !, le RN paraît moins extrême, et de nombreux médias et journalistes jouent également un rôle dans cette normalisation, en déclarant que le RN est devenu un parti républicain.

La surmédiatisation de Zemmour et de ses idées contribue à renforcer la présence et la normalisation de l'extrême droite dans le débat public, ce qui a conduit à une radicalisation des discours politiques et à une acceptation plus large de positions extrémistes.

La montée en notoriété et la polarisation croissante autour d'Éric Zemmour ont joué un rôle significatif dans la banalisation de Rassemblement National en France. Éric Zemmour est devenu une figure encore plus controversée que le RN lui-même en raison de ses prises de positions radicales sur des sujets tels que l'immigration, la sécurité et l'identité nationale. Cette polarisation accrue a eu pour effet de déplacer le centre de gravité politique, rendant les positions du RN moins extrêmes. Le discours autrefois marginal du RN semble désormais plus acceptable aux yeux d'une partie de la population. Le processus de normalisation du Rassemblement National est donc pleinement lancé.

En septembre 2021, France Info réalisait un portrait d'Éric Zemmour sans que le mot « raciste » ne soit prononcé une seule fois et sans évoquer ses condamnations pour provocation à la haine – parlant à la place de « propos controversés ». Le temps d'antenne considérable accordé à Éric Zemmour par des chaînes comme CNews a permis à ses idées de se propager massivement dans le débat public. Également, le fait que Zemmour puisse exprimer librement ses opinions sans être systématiquement confronté à des critiques ou à des contre-arguments renforce cette normalisation de ses discours haineux, le confortant lui et l'opinion public.

Ce discours a également participé au décalage vers la droite des discours politiques notamment chez Les Républicains, à l'image de la loi "Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration" de décembre 2023, qu'ils ont au Sénat contribué à durcir grandement, faisant preuve d'une xénophobie assumée et portant ouvertement la volonté d'une préférence nationale. Ce phénomène d'acceptation de discours qui semblaient auparavant inenvisageables est décrit par la théorie de la fenêtre d'Overton, expliquée ci-dessous.

FOCUS - Déplacement de la fenêtre d'Overton

Le principe de cette allégorie s'applique dans bien d'autres domaines que la politique, son principe est simple : la fenêtre d'Overton recouvre un ensemble d'idées et de discours politiquement acceptables en société. Quand la promotion d'une idée extrême, considérée comme en dehors de cette fenêtre, intervient, c'est toute la fenêtre qui s'élargit, rendant une idée radicale d'origine, plus acceptable. Ce phénomène s'est observé dans l'échiquier politique français avec l'arrivée d'Éric Zemmour et son parti Reconquête !

A côté, le Rassemblement National et Marine Le Pen semblent beaucoup moins dangereux. A force d'entendre en continu des discours d'extrême-droite à la radio, à la télé, sur les réseaux sociaux, on s'y habitue et on est de moins en moins choqués.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Jordan Bardella : L'aboutissement de la stratégie de normalisation

En plaçant Jordan Bardella à la tête du parti, arrive l'aboutissement de la stratégie en rompant avec le nom de famille Le Pen à la tête du RN, Marine Le Pen est remplacée à la présidence mais reste proche pour continuer de faire valoir les idées et l'héritage historique à travers Jordan Bardella. Ce changement permet une rupture avec le nom "Le Pen", et Bardella incarne ce renouveau que le RN tente de revendiquer.

Celui-ci continuer d'incarner et de faire valoir cette image jeune et proche du peuple avec notamment une stratégie de communication massive sur les réseaux sociaux et essayer d'avoir les jeunes dans sa poche pour monter dans les scores électoraux. La figure de l'homme jeune et charismatique fonctionne si bien qu'il devient l'idole de nombreux jeunes, notamment sur les réseaux sociaux tels que TikTok, où Jordan Bardella est même la source de différentes trends qui le glorifient, ou le mettent en valeur.

Une dédiablement encore partielle

En mars 2024, en réponse à un recours déposé par le Rassemblement National, le Conseil d'Etat a rendu sa décision : le Rassemblement National est bien d'extrême droite.

« En rattachant la nuance politique "Rassemblement national" au bloc de clivages "extrême droite", la circulaire attaquée ne méconnaît pas le principe de sincérité du scrutin, que l'attribution d'une nuance politique différente de l'étiquette politique n'affecte pas, et n'est entachée d'aucune erreur manifeste d'appréciation », ont considéré les juges administratifs dans leur décision.

Illustration à travers l'évolution de l'image du Front National

Bien que les médias ne soient pas les seuls responsables de l'enracinement de l'extrême droite en France (un phénomène qui trouve ses racines dans une combinaison de crises politiques, économiques et sociales), ils ont joué un rôle crucial dans la banalisation et la légitimation de l'extrême droite, et ce depuis l'accession de Marine Le Pen à la présidence du Front National en janvier 2011. Cette dédiablement médiatique a été particulièrement notable, avec des personnalités de premier plan déclarant que Marine Le Pen était devenue "hyper dédiablement", un témoignage flagrant de la manière dont les médias ont contribué à rendre acceptable et même normale la présence de l'extrême droite dans le paysage politique français.

Le 13 février 1984, l'invitation de Jean-Marie Le Pen pour sa première émission politique, sur le plateau de l'Heure de vérité, suscitait manifestations et polémiques. De la même manière, en 2002, le passage de Jean Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles avait suscité l'indignation, entraînant des milliers de personnes dans la rue et dans les urnes pour faire barrage à l'extrême droite. Jacques Chirac était alors devenu président de la République avec 82,81% des voix. En 2024, les successeurEUSEs de Jean-Marie Le Pen sont omniprésents dans les médias et traités de la même façon que n'importe quelE invitéE politique.

Le journalisme politique dominant dans les médias privés, souvent critiqué pour sa tendance à se focaliser sur les aspects superficiels et sensationnels de la politique, se concentre davantage sur les coups d'éclats et rivalités personnelles qui détournent l'attention du public des enjeux de fond. Cette approche contribue à façonner une vision de la politique et favorise les discours simplistes et populistes de l'extrême droite.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Les médias ont joué un rôle prépondérant dans la dédramatisation de l'extrême droite en France, en la présentant comme une force politique acceptable et en minimisant la portée de ses discours radicaux, allant même jusqu'à réécrire l'histoire : « Marine Le Pen n'a jamais véritablement eu de discours radicaux [...]. Moi, je n'ai jamais vu de propos racistes dans un meeting. » (Dominique Reynié, France 5, 29 sept. 2021). Les acteurICEs médiatiques ont contribué à façonner cette image plus modérée et "banale" de l'extrême droite notamment en mettant en avant ses leaderEUSEs comme Marine le Pen de manière récurrente.

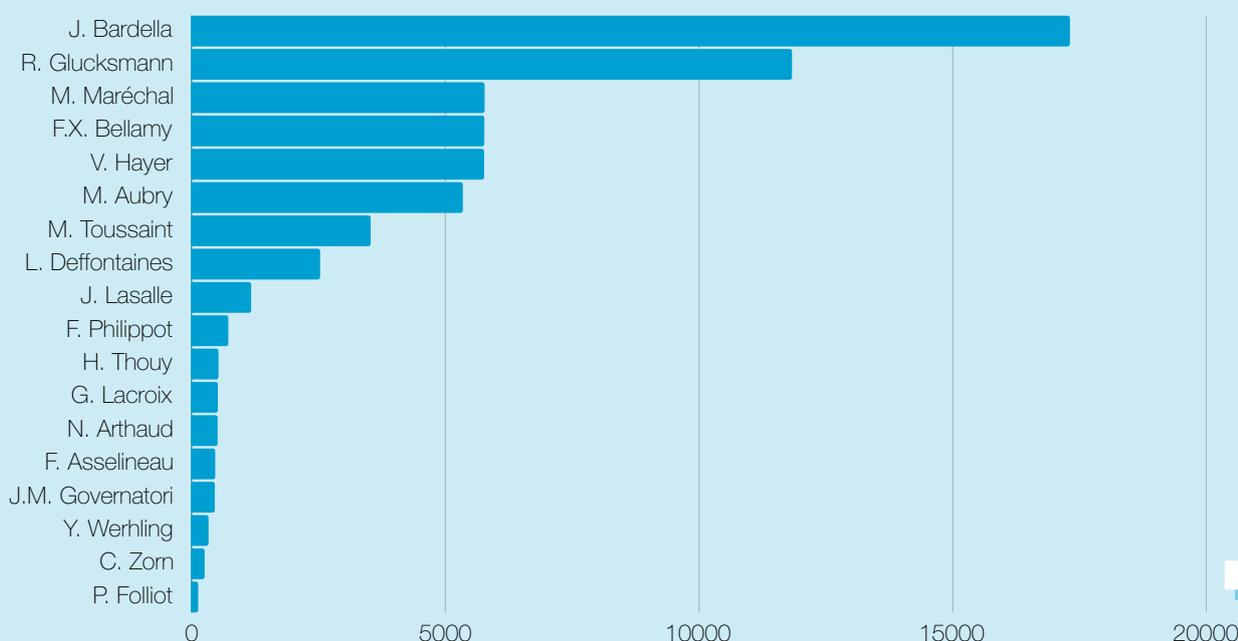
Cette normalisation a permis de faire apparaître sur les écrans français tout un univers de cadres des partis d'extrême droite, comme Jordan Bardella ou Edwige Diaz (RN) et Marion Maréchal Le Pen et Philippe Vardon (Reconquête), entre autres. Au fil des années, les médias généralistes ont rivalisé pour produire des récits sur la vie privée des figures politiques, notamment celles de l'extrême droite. Certains médias ont consacré des segments à des aspects intimes de la vie de Marine Le Pen, comme sa relation avec ses chats (Émission avec Karine Le Marchand sur M6). Les médias ont également scruté et commenté les performances politiques de Marine Le Pen dans des émissions de divertissement.

Cette tendance à la médiatisation de la vie privée 57 des personnages politiques est particulièrement préoccupante lorsque les médias utilisent ces récits intimes pour promouvoir des personnalités politiques controversées, contribuant ainsi à normaliser et à légitimer leurs positions extrémistes.

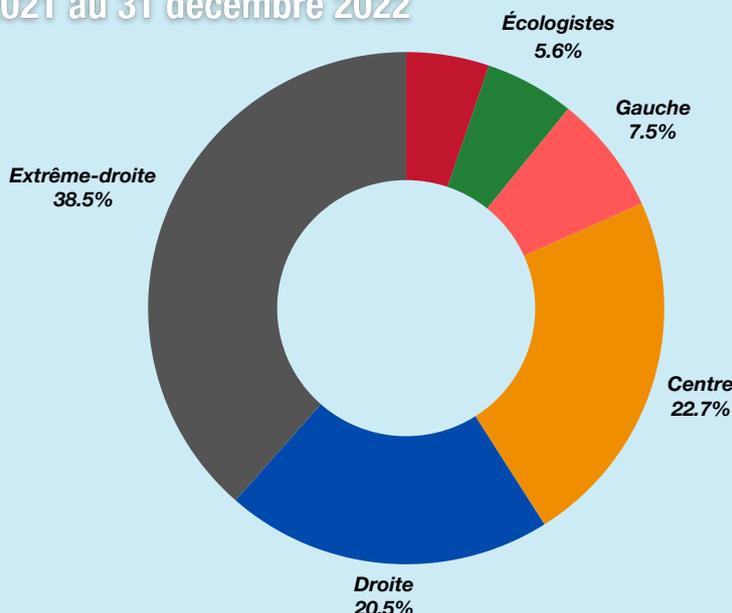
Place médiatique : temps d'écoute et d'audience

La campagne politique des élections européennes de 2024 illustre tristement cette surmédiatisation de l'extrême-droite : dans un moment où la politique tend à être extrêmement simplifiée, et où la place des populistes est renforcée, les inégalités en termes de temps d'exposition médiatique ont permis à Jordan Bardella de gagner plusieurs points dans les sondages, et beaucoup de votes. Il en va de même pour Marion Maréchal Le Pen et son parti Reconquête. Alors qu'en 2022, Éric Zemmour était perçu comme dangereux, la campagne européenne de la nièce de Marine Le Pen a beaucoup moins effrayé, et s'est révélée être la troisième tête de liste la plus médiatisée. Les médias ont ainsi joué un rôle déterminant dans la victoire de l'extrême aux européennes 2024, en privilégiant l'exposition de l'extrême droite, au détriment des autres listes.

Exposition médiatique des principales têtes de liste aux Européennes en mai 2024



Pourcentage des citations par famille politique sur l'audiovisuel d'information en continu du 30 août 2021 au 31 décembre 2022



Le temps de parole politique est réglementé par l'ARCOM (Autorité de Régulation de la Communication audiovisuelle et numérique, anciennement CSA). Cet organisme joue un rôle central dans la surveillance et la régulation de l'audiovisuel et des contenus numériques publics. Elle émet des recommandations et des directives visant à assurer un accès équitable aux médias pour les différents acteurs politiques. Ces règles visent à garantir le pluralisme politique et éviter toute distorsion dans le débat démocratique en donnant à chaque parti ou candidat un accès juste et équilibré aux médias audiovisuels. L'ARCOM surveille notamment lors de campagnes électorales les temps de parole accordés à chaque candidatE dans les émissions politiques, les débats et les interviews à la télévision et à la radio.

Cependant, malgré cette réglementation, l'extrême droite est omniprésente dans certains médias privés, qui échappent à la régulation par l'ARCOM. Le réel danger réside dans les chaînes d'informations telles que CNEWS ou BFM, qui revendiquent ouvertement leur volonté de défendre une idéologie politique d'extrême droite et de la faire accepter. Sur CNEWS, 36% des invitéEs sont d'extrême droite. En ce qui concerne l'émission "TPMP", Cyril Hanouna a consacré 53 % de son temps d'antenne politique à des candidatEs d'extrême droite. Ces médias contribuent à l'installation d'un climat de peur.

D'un autre côté, les médias publics eux aussi en France ont une ouverture qui n'existe pas forcément d'ailleurs et qui, malgré tout, gardent un équilibre. Conscients des avantages des médias privés pour eux, le RN propose la privatisation des médias en conséquence.

Par ailleurs, pour contrebalancer cette place médiatique énorme, des médias indépendants comme Mediapart ou même Libération ont réfléchi à un meilleur traitement de ce sujet. Ainsi, plusieurs presses écrites ont lancé des newsletters de veille sur l'extrême droite.



Les Newsletters pour mieux connaître l'extrême-droite

FRONTAL : Du RN aux groupuscules violents, Libération passe au crible l'extrême-droite

FAF : La newsletter de Street Press qui décrypte l'extrême droite

Une usine médiatique au service des idéologies d'extrême-droite

La construction des cibles de la peur par les médias renforce la banalisation de l'extrême droite en focalisant leur attention sur les thématiques chères à ce courant politique.

Ces sujets occupent souvent la Une des journaux et sont présentés de manière à cadrer le débat dans un sens (quasi) unique, limitant ainsi les possibilités de réflexion sur des questions telles que l'insécurité, l'immigration, l'autorité et l'islam. Cette stratégie médiatique contribue à normaliser les positions historiques de l'extrême droite en les présentant comme des évidences indiscutables. Ainsi, seules les solutions allant de la droite à l'extrême droite sont généralement considérées comme acceptables dans le spectre médiatique, tandis que les positions alternatives sont discréditées.

C'est ce qu'il s'est passé lors de la campagne des élections européennes de 2024 : le débat a été essentiellement tourné autour des sujets considérés comme centraux par l'extrême droite, tels que la régulation de l'immigration, occultant des problématiques centrales auxquelles jeunes comme moins jeunes sont confrontés, tels que l'urgence écologique, les discriminations ou la pauvreté. En particulier, à l'appui des sondages, le premier ministre a accepté de débattre sur une des chaînes principales d'audiovisuel public avec la tête de liste du Rassemblement National : un choix qui sans aucun doute a fait transparaître la possibilité pour Jordan Bardella d'accéder à la fonction de premier ministre.



Cette tendance n'est pas récente, et est liée à la droitisation du champ politique dans les années 1980 et 1990, ainsi qu'à l'évolution du champ médiatique, de plus en plus axé sur la course aux revenus publicitaires et à l'audimat. Les médias utilisent différentes pratiques pour susciter la peur, se manifestant par une focalisation sur l'islam dans la presse hebdomadaire, la production de magazines "alarmistes" où la parole est souvent donnée aux représentants d'institutions considérées comme coercitives, et la multiplication de reportages relayant une vision stéréotypée des quartiers populaires.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Ces campagnes médiatiques réactionnaires, en hausse depuis 2015, invisibilisent les voix dissidentes et servent les intérêts d'acteurs politiques prônant des valeurs d'autoritarisme, d'anti-intellectualisme et d'anti-égalitarisme. En contribuant à un climat de confusion, ces médias contribuent à marginaliser les débats de société humanistes et actuels et à renforcer l'emprise de l'extrême droite dans l'agenda politique et médiatique, in fine dans la société.

Sur les réseaux sociaux et dans les médias, l'extrême droite est adepte de la désinformation et des fake news

La désinformation du public est une stratégie habituelle des extrêmes droites. Elles visent à semer le doute et à déstabiliser la population en cherchant à attiser des fantasmes racistes et complotistes. Ces fausses informations, appelées fake news ou infox, sont d'abord disséminées dans la « fachosphère », une nébuleuse de sites internet de « réinformation » comme Riposte laïque de Pierre Cassen ou F de souche de Pierre Sautarel, également très présent sur les réseaux sociaux.

On retrouve donc ensuite sur les réseaux sociaux ces infox partagées par des comptes animés par des influenceuses identifiées ou des comptes anonymes, mais aussi parfois dans des tracts distribués à la population (boîtes aux lettres, marchés...). Dans un objectif de dissimulation, ces sites ou influenceuses aiment à se présenter comme « apolitiques » et rejettent l'étiquette « extrême droite ».

Lorsque la presse, locale ou nationale, commence à s'intéresser au « bruit » créé par ces agitateurs d'extrême droite, il est commun de retrouver ces fausses informations dans les propos cités par les médias (journaux, radios, TV, etc.). On peut régulièrement retrouver ces rumeurs et infos non vérifiées relayées par des médias de grande écoute, mais tout aussi politiquement marqués à l'extrême droite, comme Valeurs Actuelles ou Cnews.

Quand cette stratégie, s'apparentant à de la propagande, sort de son microcosme pour toucher plus largement la population, il devient alors nécessaire d'organiser une stratégie de riposte médiatique pour rétablir les faits.

Place sur les réseaux sociaux

Souvent décriée quant à son absence dans les institutions lorsque des textes législatifs de progrès social, sur les droits des femmes ou sur l'écologie, comme sur la légalisation du cannabis ou la fin de vie, sont votés, l'extrême droite axe toute sa stratégie sur la communication. On la retrouve ainsi dans la production de formats vidéo type réel "à la mode", une quantité très importante de tweets et la mise en avant de personnes correspondant aux critères de beauté conventionnels sur tous les médias, sachant instrumentaliser ces critères, ce qui détourne ainsi le public du fond des idées portées.

Un autre exemple de leur présence et leur impact sur les réseaux sociaux est celui d'Amandine Le Pen : une femme générée par une Intelligence Artificielle sur Tik Tok, à partir d'une photo de Marine Le Pen qui a été rajeunie, embellie et sexualisée et qui se dit être « la nièce de Marine Le Pen ». Ici, la stratégie est à la banalisation des idées par la sexualisation, décrédibilisant par ce biais toute forme de combat féministe.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

En parallèle de cette stratégie médiatique lissée et réfléchiée par l'extrême droite "mainstream", les groupuscules violents d'extrême droite montrent une organisation sur les réseaux sociaux finement menée : les tweets dénonçant leurs actions ou leurs idées reçoivent ce qui s'apparente à une avalanche de commentaires haineux, presque instantanément. L'information circule vite, et la mobilisation est rapide et efficace, témoignant d'une concentration des militantEs sur des incitations à la haine, plus que de véritables projets à porter.

En ligne : une extrême droite présente dans toutes les sphères, jusqu'à l'intime

Droite au coeur est un site de rencontre nationaliste, qui prône une vision de l'amour basée uniquement sur des relations hétérosexuelles, entre personnes cisgenres, de couleur de peau blanche, et profondément nationalistes et conservatrices.

N'ayant pas voulu s'infliger un rendez-vous à caractère romantique douloureux et dangereux, aucune des personnes n'ayant rédigé ce document n'a voulu s'infliger une inscription sur cet espace.

Surconcentration des médias entre les mains de l'extrême droite : le patrimoine de Vincent Bolloré

La question de la possession des médias est un sujet d'importance cruciale, notamment en raison de la concentration croissante de ceux-ci entre les mains de quelques magnats de la presse.

Vincent Bolloré, entrepreneur et homme d'affaires, occupe une position dominante dans ce paysage médiatique. En tant que propriétaire de plusieurs chaînes de télévision, dont Canal+ et CNews, Bolloré exerce une influence considérable sur le contenu diffusé et sur l'orientation éditoriale de ces médias.

Cette concentration de pouvoir soulève des préoccupations quant à la pluralité de l'information et à la liberté de la presse en France. La question de la neutralité journalistique et de l'indépendance éditoriale se pose donc avec acuité dans un contexte où les médias sont devenus un enjeu majeur de la vie démocratique.



Quels risques dans un futur plus ou moins proche ?

Emmanuel Macron et Rachida Dati menacent de fusionner notamment l'Institut National de l'Audiovisuel, Radio France, France Télévision. Le Rassemblement National veut aller plus loin, et souhaite privatiser l'audiovisuel public, qu'ils jugent "remplis de gauchistes", et qu'ils considèrent donc comme des dépenses publiques inutiles. Dans ce cas de figure, les racheteurs potentiels seraient les mêmes milliardaires qui investissent progressivement dans les médias : Rodolphe Saadé, en train de s'offrir BFM, ou Vincent Bolloré pourraient être sur les rangs. L'absence de médias publics est une attaque dangereuse à la démocratie : comment garantir que l'information donnée soit juste si elle est donnée non pas pour le bien commun mais dans un but de profit ?

PARTIE 7 - FAIRE FACE AUX ATTAQUES DE L'EXTRÊME DROITE QUELS MOYENS POUR LUTTER CONTRE L'EXTRÊME DROITE ?

Ce chapitre est consacré aux ripostes à mettre en place et propose plusieurs stratégies, aussi complémentaires que possible. Nous y évoquerons par exemple les procédures judiciaires, qui demandent d'importantes ressources, en temps, énergie, argent et le soutien indéfectible de l'organisation à ses militantEs victimes d'attaques. A l'inverse, par des actions quotidiennes simples aux messages forts, il est également possible de prendre part directement ou non à ce combat. Face au cyberharcèlement et à la diffusion d'une propagande haineuse reposant sur des « infox », la bataille médiatique est aussi un angle de riposte envisagé, tant auprès des médias que sur les réseaux sociaux.

“Ne rien faire, c'est laisser faire”

Derrière la bataille de l'information, se livre une bataille culturelle pour défendre les valeurs qui animent le monde associatif et syndical, et plus largement un idéal démocratique de liberté et d'égalité des droits pour toutes et tous. Alors que l'extrême droite menace d'accéder au gouvernement les 30 juin et 7 juillet prochains, l'urgence est à la mobilisation de toutes et tous, ensemble.

“ChacunE peut réagir, chacunE peut résister, chacunE à sa manière”

Argumentation et contre-argumentation

“L'extrême droite en France, on ne peut pas dire que c'est mal : on ne l'a jamais testé !”

- Eh bien si ! Le régime de Vichy, déjà. Mais plus récemment : le RN est au pouvoir dans de nombreuses villes en France, et iels avaient jusqu'au 9 juin 2024, 89 députéEs à l'Assemblée Nationale et ce chiffre est potentiellement voué à augmenter à la suite de la dissolution de l'Assemblée Nationale... pour un parti qu'on n'a jamais testé, il est de plus en plus au pouvoir dans pas mal de villes, circonscriptions, pays... !
- Et puis si on veut des exemples, à l'international en ce moment on n'en manque pas ! (cf : partie internationale)
- Depuis 40 ans, de nombreuses villes ont également essayé l'extrême droite : Dreux, Orange, ... entre suppression des subventions aux associations, interdictions de manifestations revendicatives et abandon des services publics, à part les crottes de chien qui sont régulièrement ramassées, dans ces villes tout s'effondre, et l'insécurité stagne voire augmente !
- Est-ce qu'il va falloir faire arriver l'ED au pouvoir tous les 30 ans pour être sûr que c'est vraiment dangereux ?
- Est-ce que si on vous dit de boire dans une bouteille d'acide c'est bien, vous le faites ?
- Et puis, à ce compte-là, il y a plein de choses qu'on n'a jamais testé, et ça pour le coup réellement : agir concrètement face à l'urgence écologique ?



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

“Le Rassemblement National au moins, ils s’occupent réellement des besoins des classes populaires”

C’est faux, le RN vote systématiquement contre la hausse des salaires et du SMIC par exemple. A l’Assemblée Nationale, iels ont voté contre l’augmentation des bourses étudiantes avec l’inflation, et contre la revalorisation du SMIC. Et si on regarde leurs votes au Parlement Européen par exemple, pour découvrir leur vrai visage : ni taxation des superprofits, ni salaire minimum en Europe, ni égalité salariale entre les hommes et les femmes ... on a connu mieux comme parti social !

“De toute façon, c’était mieux avant, et c’est ce que veut l’extrême droite”

La nostalgie d’un âge d’or fantasmé, la haine d’un présent décadent et le refus de changement sont des caractéristiques centrales de l’extrême droite. Avec la mondialisation et le développement des espaces urbains, la ruralité est parfois dure à vivre, voire abandonnée. Payer les mêmes impôts pour une qualité de service public dégradée ou absente, fait monter une colère justifiée, entraînant un grand nombre de citoyenNEs vers cet argument. Pourtant, les progrès sociaux sont bien réels et bénéficient à toute la société (mariage pour touTEs, vote des femmes, abolition de la peine de mort, etc.).

“L’extrême droite va nous sauver de la doctrine woke”

Le « wokisme » ne désigne pas un mouvement, il est difficilement qualifiable ou identifiable, pourtant tout le monde s’en empare pour discréditer ou éloigner le débat sur le caractère systémique des injustices. Le procès du « wokisme » permet en réalité de disqualifier les minorités dans leurs revendications et participe à une offensive réactionnaire contre l’éveil (wokeness) de la société.

“Il faut bien remettre de l’ordre et de l’autorité pour retrouver l’apaisement”

L’extrême droite fonde la diffusion de ses idées sur la violence. Jamais dans l’Histoire agir par la violence n’a permis de limiter la violence, bien au contraire. Les violences sociales subies par les victimes de discriminations sont de plus en plus fréquentes et graves dans les endroits où l’extrême droite est au pouvoir, où des milices fascistes attaquent des personnes dans les rues au son de chants racistes. Par exemple, Reconquête ! propose, pour tout citoyen, le droit de tuer quiconque s’introduirait dans son domicile.

“Au RN et à “Reconquête !” on trouve de bons patriotes”

Dans les meetings des deux partis d’extrême droite on agite avec ferveur le drapeau tricolore et on s’affiche patriotes. Cependant, il suffit de voir la complaisance, ou pire encore le soutien, de Marine le Pen et d’Éric Zemmour envers le dirigeant russe Vladimir Poutine pour se rendre compte que ce patriotisme d’extrême droite n’est bien souvent que de l’affichage. Ces partis n’hésitent pas à oublier les intérêts de la France dans certains cas. Et cela se retrouve dans l’histoire de l’extrême droite : il faut ici rappeler que ce courant a participé au régime de Vichy, qui a collaboré activement avec l’occupantE naziE.

Est-ce que patriote signifie aimer sa patrie, et donc aimer les valeurs républicaines ? Parce qu’en termes de liberté, d’égalité et de fraternité l’extrême droite, loin de les respecter, met en péril ces valeurs.

“Le RN a changé, c’est plus comme à l’époque du Front National”

Bien que le nom du Front National ait changé, ses idées restent cependant identiques. Malgré un changement dans leurs modes de communication, le RN cache ses idées racistes, xénophobes, sexistes, LGBTQIA+ phobes et élitiste derrière un changement de visage du parti porté par Jordan Bardella. Il suffit de regarder leurs votes et alliances politiques.

Riposte juridique

AVERTISSEMENT

Cette partie traite d'actes répréhensibles par la loi, et peut malheureusement faire écho à des situations que vous avez vécues, de près ou de loin. Si vous ne vous sentez pas en capacité de la lire, ne le faites pas.

Face aux extrêmes droites et leurs différentes actions, que ce soient des agressions physiques ou verbales, propos diffamatoires, etc. des actions en justice existent pour défendre les étudiantEs victimes et pour éviter que le danger des extrêmes droites se propage.

Le droit pénal français est rythmé par une hiérarchie des faits répréhensibles. Ainsi, pour accompagner et défendre les étudiantEs victimes de la haine de l'extrême droite, il est nécessaire d'identifier les catégories pénales pour comprendre le fonctionnement de leur répression par loi française car les instances compétentes ne seront pas les mêmes, tout comme les peines encourues. Ces trois grandes catégories pénales sont :

- **Contraventions** : Ce sont les infractions dites "les moins graves". Elles sont punies de peines d'amende qui varient jusqu'à 3 000 euros selon la catégorie dans laquelle elles entrent (de 1 à 5). Elles relèvent du tribunal de police.
- **Délits** : Ce sont les infractions dites "intermédiaires". Ils caractérisent une volonté de transgresser une norme sociale importante et sont sanctionnés par des amendes et/ou des peines d'emprisonnement (supérieures ou égales à 3 750 euros et de peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans pour les délits les plus graves). Ils sont jugés en tribunal correctionnel.
- **Crimes** : Ce sont les infractions dites "les plus graves". Ils manifestent une violation extrême des interdits fondamentaux de la société. Ils sont jugés par la Cour d'assises et punis, en fonction de leur gravité, d'une peine de réclusion criminelle pouvant aller de 15 ans à la perpétuité. Le crime est l'infraction la plus grave (exemples de crimes : meurtre, viol, etc.). En raison de la gravité de cette infraction, la tentative de crime est toujours punissable.

A ces notions sont à rajouter les circonstances aggravantes qui peuvent alourdir la peine initiale ainsi que la correctionnalisation (qui consiste dans le fait de rétrograder un crime en délit afin de désengorger les Cours d'assises).

Ainsi, de nombreux actes haineux que réalisent fréquemment les extrêmes droites sont constitutifs de faits punissables pouvant entraîner une réaction pénale, par exemple :

- Les violences physiques ou psychologiques (article 222-7 à 222-16-3 du Code pénal)
- Les menaces (articles 222-17 à 222-18-3 du Code pénal)
- Port de signe appartenant à une organisation reconnue comme criminelle (article R645-1 du Code pénal)
- Propos de nature à remettre en question un crime contre l'humanité (article 24 bis de la Loi du 29 juillet 1981)
- Cas de discrimination(s) (article 225-1 à 225-4 du Code pénal)

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Comment agir face à la haine de l'extrême droite

Porter plainte

L'article 2 du Code de procédure pénale dispose : "L'action civile en réparation du dommage causé par un crime, un délit ou une contravention appartient à tous ceux qui ont personnellement souffert du dommage directement causé par l'infraction." Selon cet article toute personne ayant été lésée par un acte qualifié selon le Code pénal de délit, crime ou contravention peut donc porter plainte et éventuellement permettre d'engager une action publique, c'est-à-dire ouvrir la possibilité de poursuite entreprise pour le compte de la société par le ministère public.

Si l'auteurICE ou l'organisation autrice de ces actes ne peut clairement être identifiéE, il est important de porter plainte contre X pour pouvoir permettre d'engager des poursuites ultérieurement. De fait, chaque étudiantE victime de violences physiques, morales, de discrimination, etc. peut porter plainte.

Attention, chaque action en justice dispose d'une règle : le délai de prescription. Cela implique un délai variant en fonction de la nature de l'infraction pour porter plainte (si le délai est dépassé, l'action en justice ne pourra se faire) :

- 1 an à compter du jour où l'infraction a été commise pour une contravention (article 9 du Code de procédure pénale)
- 6 ans à compter du jour où l'infraction a été commise pour un délit (article 8 du Code de procédure pénale)
- 20 ans à compter du jour où l'infraction est commise pour un crime (article 7 Code de procédure pénale)

Afin d'obtenir réparation du préjudice causé (moral et/ou physique), il est nécessaire pour la victime de se porter "partie civile".

Porter plainte

Se constituer partie civile, c'est ce qui permet à la personne qui a été victime d'une infraction de pouvoir intervenir dans la procédure en justice pour obtenir réparation.

Comment se constituer partie civile ?

Pour cela, il faut donc porter plainte avec constitution de partie civile ce qui permet de saisir le juge d'instruction. Attention, il ne faut pas confondre avec la plainte simple déclenchant uniquement une enquête de police !

Cette plainte permet notamment de passer outre le classement sans suite de la plainte initiale et elle permet à la victime d'obtenir des dommages-intérêts. Il faut donc justifier que la plainte initiale n'est pas suffisante.

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Qui peut se constituer partie civile ?

- La victime elle-même (Article 2 du Code de procédure pénal) : Toute personne victime d'une infraction et pour qui une plainte simple n'a rien donné.
- Une association (Article 2-1 à 2-25 du Code de procédure pénale) : Une association peut également se constituer partie civile pour une victime afin de lui permettre d'obtenir réparation de son préjudice. Pour cela différentes conditions doivent-être remplies :
 - **Objet** : L'association doit avoir dans son objet un but parmi ceux prévus par la loi (la lutte contre le racisme ou les discriminations fondées sur l'origine nationale, ethnique, raciale ou religieuse, le sexe, les mœurs, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre en fait partie)
 - **Ancienneté** : L'association notamment dans le cas de la lutte contre les discriminations doit être déclarée depuis au moins 3 ans au moment des faits
 - **Consentement** : L'association doit avoir l'accord de la victime pour se constituer partie civile pour elle

Saisir l'ARCOM

L'ARCOM c'est l'Autorité de Régulation de la Communication audiovisuelle et numérique. Elle est l'autorité publique indépendante française qui a pour missions de garantir la liberté d'expression et de réguler le domaine de l'audiovisuel.

Dans cette mission de contrôle qu'a l'ARCOM, il nous est donc possible en tant que citoyenNE de la saisir en l'alertant sur un programme si celui-ci tient des propos fallacieux ou discriminants comme ça a pu être le cas pour des propos tenus sur CNEWS ou encore, par Éric Zemmour sur des plateaux de télévisions.

Cela permet donc de garantir une protection de notre secteur audiovisuel en sanctionnant les chaînes qui ne respectent pas la loi comme c'est actuellement le cas avec CNEWS et de pouvoir surveiller à quels médias on réattribue la possibilité d'être présent sur la TNT. Cela nous permet également d'éviter la propagation d'idées haineuses portées par l'extrême droite, ce qui devient de plus en plus important quand on voit l'évolution de l'extrême droite dans notre espace médiatique.

Riposte médiatique

Bien que les médias soient un vecteur utilisé par l'extrême droite pour gagner en crédibilité et en visibilité, des actions simples peuvent être menées pour limiter leurs effets. En tant que citoyenNE, il est important de se poser la question de la neutralité, supposée ou non, des médias. La coloration politique de certaines lignes éditoriales n'est pas anodine, référez-vous à la partie précédente concernant la détention de médias, pour choisir le bon.

En plus des sujets évoqués, il est aussi question pour les médias du choix de leurs invitéEs. L'ARCOM, la police de l'audiovisuel censée réguler l'activité des médias, leur ordonne une pluralité de représentation politique. En plus d'être un bon indicateur vous permettant de savoir si le média choisi est neutre, si cette pluralité n'est pas respectée, il faut agir !

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Vous connaissez sûrement le boycott, le fait de refuser de donner du crédit / refuser de consommer certains médias. Il serait alors intéressant de se pencher sur le boycott, qui à l'inverse est l'action de consommer ce que nous voulons voir, appartenant à nos valeurs. Que ce soit en tant que citoyenNE ou en tant qu'association, nous consommons ou travaillons à travers nos actions, de manière très proche avec la sphère médiatique. Ces questions doivent alors être posées lors d'organisation d'événements, de tables rondes, de diffusion de communiqués, mais également sur notre consommation personnelle. Bien que moins populaires, des médias indépendants donneront de la lumière aux valeurs que nous défendons.

Sur les réseaux sociaux

L'extrême droite est très forte pour fabuler et catastropher des sujets ou actualités quotidiennes. De larges problématiques insolubles fédèrent la population autour d'une solution unique. Nous pouvons sortir de cette vision dramatique et fataliste de l'actualité politique.

Par exemple, il s'agirait de mieux valoriser nos victoires, même anodines. Les jeunes doivent pouvoir constater nos actions, nos réponses et nos avancées autant qu'ils constatent ce qui ne va pas. Comme le fait très bien Jordan Bardella, il est également important de créer et entretenir un sentiment d'appartenance, de la proximité avec son public. Autour de valeurs, de réalités partagées, d'expérience, d'histoires communes, il est possible de se sentir appartenir à une idéologie de manière inconsciente. Ces leviers doivent être identifiés et utilisés pour créer de la confiance, qui à l'inverse de l'ED, doit être rendue.

C'est là qu'une différence doit être faite sur les réseaux sociaux, espace de libre accès à l'information ou la véracité, voire l'intégrité des propos avancés ne sont pas toujours de mise. Sourcez, documentez, comparez et rendez compte de la réalité de manière factuelle.

En tant qu'association ou fédération

- Ne pas débattre avec l'extrême droite : entretenir des relations avec les partis et organisations étudiantes et de jeunesse d'extrême droite c'est leur donner l'occasion d'avoir accès à notre public, nos travaux, sans pour autant changer leurs positionnements. Nos valeurs sont diamétralement opposées à leurs idées : débattre avec des personnes profondément convaincues est donc inutile. Cependant, notre rôle est aussi d'informer sur les dangers de ces partis et leurs idées haineuses (cela inclut ainsi leurs néo-militantEs et éluEs les moins au fait des positions portées par l'organisation d'extrême droite dans laquelle ils sont engagéEs).
- Sensibilisation, éducation populaire: ateliers de formations, serious game, débats, conférences, vidéos.
- Mini-kit de contre-argumentation pour déconstruire les idées fausses de l'extrême droite
- Porter un projet de société qui soit vecteur d'espoir en présentant des alternatives réelles, concrètes et tangibles: montrer que l'accompagnement et l'accueil des étudiantEs étrangerEs, notamment via nos épiceries/distributions alimentaires, n'est pas discutable ou à remettre en cause. Il est important de défendre les droits de ce public déjà très fragilisé qui sera la cible première de l'extrême droite si elle arrive au pouvoir.



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

- Pousser son établissement d'enseignement supérieur pour qu'elle mette en place des projets du type "cordées de la réussite", projets de mentorat avec l'AFEV afin de démocratiser l'accès à l'enseignement car c'est à travers un Enseignement Supérieur et de la Recherche accessible et émancipateur qu'on peut lutter contre l'ED et permettre de briser les barrières sociales
- Construire un parcours citoyen et des bases solides du militantisme grâce à une politique de formation efficace, ou des actions en lien avec la citoyenneté : intervention dans les lycées pour éveiller sur les dangers de l'extrême droite au pouvoir, et dans les amphis pour favoriser la participation démocratique des étudiantEs
- Défendre l'émancipation citoyenne avec des projets culturels et luttant contre les discriminations : ciné-débats, conférences, visites des institutions, show de drag queen, pride, etc.
- Utiliser les outils d'Innovation Sociale de la FAGE : que ce soient des kits de mobilisation thématiques qui peuvent être en lien, ou des jeux (comme le Monopoly des inégalités pour sensibiliser aux enjeux et faire le lien avec le danger que représente l'ED dans le renforcement de ces inégalités).

En tant que citoyenNE

S'informer

- Faire attention aux sources d'informations
- Aucun média n'est neutre (lire un article de l'Humanité n'est pas lire Valeurs Actuelles). Les médias par le biais de tournures de phrases, d'articles dirigés de tel sorte à passer un message X plutôt que Y... Certains médias choisissent de parler de la vulnérabilité de la victime plutôt que de l'agressivité de l'agresseur par exemple, et bien c'est la même chose quand ils traitent des sujets de l'ED.
- Les réseaux sociaux sont des plateformes utilisées massivement par l'ED, signaler les posts à caractères injurieux, discriminants... est une solution. Si collectivement on le fait, les post finiront pas sauter !

Discuter

- En parler avec des personnes autour de soi, ses amiEs, ses proches, sa promo, informer des enjeux démocratiques c'est déjà lutter contre l'ED !
- Aller à la rencontre des sympathisantEs de l'ED pour comprendre leurs revendications, choix et idées.

A court, moyen et long terme

- Militer : s'engager dans la lutte contre l'ED peut passer aussi par l'engagement au sein d'une association, d'une organisation, en devant éluE étudiantE, etc. L'ED au pouvoir implique la fin des corps intermédiaires (dont les associations et organisation étudiantes font pleinement partie).
- Former : la lutte contre l'ED n'a rien d'évident, elle ne l'était même pas forcément pour nous mais si on arrive à saisir ses enjeux, c'est parce qu'à un moment donné on nous a formé, on a pris le temps d'expliquer, d'explicitier les dangers de l'ED.
- Ne jamais cesser de s'informer et informer autour de soi !
- Différencier le vote "rationnel", basé sur du concret, du vote "irrationnel" basé sur des détails inconscient, de l'ordre de l'émotionnel. Dans l'approche et la volonté de convaincre, faire la différence peut vous éviter de grosses pertes de temps.



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

PARTIE 8 - SOURCES ET RESSOURCES

Ressources générales

- La première partie du [guide de vox public](#) donne à voir paysage des extrêmes droites en France, par une synthèse des partis, groupuscules et théoriciens.”
- Le [Schéma de la Horde Samizdat, 2019](#) propose également un aperçu des nombreux acteurs/mouvements d'ED.
- [Les termes du Débats de France Culture](#), Émission dans laquelle Frédéric Potier et Nonna Mayer donnent des éléments de définition sur ce qu'est « l'extrême droite ».
- Pour un état des lieux historique : un [podcast de France inter](#) en 5 épisodes sorti en 2022. Vous pouvez jeter un œil également à [cette frise chronologique](#) reprenant des éléments marquants de l'histoire des extrêmes droites dans le monde (Le monde diplomatique, 2014).
- Et pour une approche géographique, plus sur les groupuscules d'extrême droite : [cartographie des groupuscules d'extrême droite en France Libération 2023](#) ; cartographie de Streetpress en 2022 spécifiquement sur les groupes de hooligans majoritairement d'extrême droite.
- [Accueil | cnajep-LIED](#)
- [Histoire de l'extrême-droite - France Inter](#)
- <https://www.vice.com/fr/article/pkpvjv/pourquoi-il-ne-faut-pas-debattre-publiquement-avec-extreme-droite>
- [Les idées d'extrême droite sont-elles banalisées en France ? \(radiofrance.fr\)](#)
- https://www.liberation.fr/debats/2018/10/25/lourde-menace-pour-la-jeune-democratie-bresilienne_1687807/
- [Lutte contre l'extrême-droite | SOS Racisme \(sos-racisme.org\)](#)

Médiatisation et banalisation des discours d'extrême-droite

- <https://www.acrimed.org/Medias-et-extreme-droite-la-grande-banalisation>
- <https://www.humanite.fr/politique/extreme-droite/extreme-droite-sept-moments-cles-dune-dangereuse-banalisation>
- <https://fr.statista.com/themes/8798/les-extremes-droites-francaises/#topicOverview>
- <https://celsalab.fr/2023/11/28/comment-les-medias-renforcent-leur-couverture-de-lextreme-droite-depuis-lelection-presidentielle-2022/>
- <https://salle421.eu/2020/12/08/la-legitimation-des-editorialistes-dextreme-droite-dans-les-medias-francais-le-cas-de-cnews/>
- <https://www.ouest-france.fr/elections/presidentielle/tpmp-l-extreme-droite-surrepresentee-dans-l-emission-de-cyril-hanouna-selon-une-etude-410dbdb4-835f-11ec-94b7-b1b3167b9fc3>
- https://www.liberation.fr/economie/medias/36-des-invites-politiques-de-cnews-sont-dextreme-droite-20210614_TP4X4N2KC5AHHHR7AH3ULWI6WU/
- <https://fr.statista.com/statistiques/1278175/invites-politiques-extreme-droite-matinale-info/>
- <https://dauphine.psl.eu/eclairages/article/montee-de-lextreme-droite-la-faute-aux-medias>



MANUEL MILITANT • Lutter contre les idées d'extrême droite à la FAGE

fédéralisme • formation • jeunesse • représentation • international • innovation sociale

Sujets divers

- Bolloré et l'extrême droite : <https://www.youtube.com/watch?v=Hr-whpEhz1w>
- Extrême Droite en Europe et dans le Monde : <https://www.humanite.fr/monde/droite-italienne/au-pouvoir-depuis-un-an-giorgia-meloni-reecrit-lhistoire-du-fascisme>
- Extrême Droite en France : https://www.francetvinfo.fr/politique/front-national/resultats-des-municipales-2020-le-rassemblement-national-confirme-dans-ses-bastions-et-espere-remporter-perpignan_3865311.html
- Socle Idéologique de l'Extrême Droite : https://home-affairs.ec.europa.eu/system/files/2019-06/ran_pol-cn_most_often_used_narratives_stockholm_05042019_fr.pdf

CONTACTS

Maé BOUTEILLE

Vice-Présidente chargée des Politiques de Jeunesse
mae.bouteille@fage.org

CPAJ de la FAGE

Commission Permanente - Affaires de Jeunesse
jeunesse@fage.org